

## PARTI COMMUNISTE INTERNATIONAL

# LA GAUCHE COMMUNISTE

### Sommaire

INTRODUCTION.....	1
PARTI ET SYNDICATS À L'ÉPOQUE DE L'IMPÉRIALISME.....	4
LES DERNIÈRES LUTTES DANS L'AUTOMOBILE ET LA SIDÉRURGIE DÉMONTRENT UNE FOIS DE PLUS LA NÉCESSITÉ VITALE DU SYNDICAT DE CLASSE 1981-83.....	53
ARCHIVES DE LA GAUCHE.....	64
LES SCISSIONS SYNDICALES EN ITALIE.....	70
LES ENSEIGNEMENTS DE LA GRÈVE DES MINEURS ANGLAIS.....	75
LA VIE DU PARTI.....	78

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI : La ligne qui va de Marx à Lénine, à Livourne 1921, à la lutte de la Gauche contre la dégénérescence de Moscou, au rejet des blocs de partisans, la dure œuvre de restauration de la doctrine et de l'organe révolutionnaire, en contact avec la classe ouvrière, en dehors des politiques personnelles et électorales.



# INTRODUCTION

Ce numéro de notre revue, entièrement dédié à la question syndicale, paraît alors qu'est en cours une vaste attaque contre les conditions de vie et de travail des masses ouvrières. Les licenciements à Talbot, dans la sidérurgie, les chantiers navals, l'imprimerie, etc., la mise au pas dans les centres de tri, à la SNCF, la quasi-interdiction de la grève pour les aiguilleurs du ciel promulguée par ce grand ami du progrès social, le stalinien Fiterman, les menaces contre les prolétaires de Citroën, de Creusot-Loire, la baisse du pouvoir d'achat des fonctionnaires ..., tout cela met en évidence ce qui pour nous marxistes révolutionnaires n'est qu'une confirmation historique : le capital cherche désespérément à sortir de la crise toujours plus profonde qui le tourmente, crise qui n'est pas celle de telle ou telle « façon de gérer politiquement l'économie », mais du mode de production capitaliste lui-même, qui comprime au maximum socialement possible les conditions d'existence de la classe ouvrière.

Dans le monde entier, à l'Est comme à l'Ouest, au Nord comme au Sud, la société bourgeoise démontre ne pas être en mesure de contrôler ses contradictions déchirantes et est en train de se précipiter lentement mais sûrement vers la seule solution qu'elle peut offrir à ses crises cycliques inhérentes à sa nature économique : **la guerre entre blocs impérialistes généralisée à l'échelle mondiale** ; dans le même temps, chaque État essaye de sortir du marais dans lequel s'est enfoncé son économie en promulguant des mesures qui s'en tiennent aux deux directives classiques qui caractérisent l'attaque du grand capital contre les classes exploitées : la réduction du pouvoir d'achat des salaires et la restructuration des processus productifs par l'expulsion de la force de travail "surnuméraire" des usines.

Ces deux types d'action se cumulent au détriment de la classe ouvrière ; la croissance d'une vaste armée de prolétaires au chômage agit comme facteur de frein sur la croissance des salaires ; l'action conjointe du patronat et des gouvernements qui en défendent les intérêts joue sur cette opposition pour pousser progressivement les masses ouvrières vers des niveaux de vie misérables dont les syndicats officiels et les faux partis "socialistes" et "communistes" faisaient croire que l'on ne reverrait jamais.

Dans ce contexte, la fonction des représentants officiels des travailleurs, **les syndicats nationaux tricolores**, apparaît avec toujours plus de clarté comme étant celle d'organisations précieuses et indispensables à la classe dominante pour le maintien de la stabilité sociale et politique de la société capitaliste. Chaque mesure gouvernementale ou patronale, dictée par l'aggravation progressive de la situation économique générale, trouve dans ces organisations le meilleur véhicule pour les imposer aux travailleurs sans susciter de réactions de classe dangereuses pour l'ordre en place. Chérèque, secrétaire national de la CFDT, nommé « super-préfet » en Lorraine, en est la dernière illustration...

Leur politique réformiste, collaborationniste et défaitiste est la poutre maîtresse de la paix sociale qui a caractérisé ce second après-guerre, où la classe ouvrière a été, et est encore, absente de la scène mondiale de la vraie lutte de classes. Le degré de dégénérescence de ces syndicats, la nature réelle de leur fonction anti-ouvrière et donc l'attitude que les communistes révolutionnaires doivent avoir aujourd'hui à leur égard, ne peuvent qu'être déduits, comme c'est la tradition de notre Parti, que de l'étude de tout l'arc de leur existence, en se servant de l'arme théorique de la méthode marxiste.

C'est seulement à travers l'histoire passée du mouvement ouvrier qu'il est possible de comprendre et de réaffirmer ce que l'infamie des temps que nous vivons ne permet pas encore de distinguer : la seule possibilité d'empêcher que la désagrégation de la société bourgeoise n'entraîne avec elle les classes laborieuses réside dans la capacité du prolétariat de réussir à ressouder son action avec la direction du parti communiste révolutionnaire qui en représente la finalité historique et à réunir aussi les conditions objectives indispensables pour la conquête du pouvoir politique par la classe ouvrière, la destruction de l'État bourgeois ; l'instauration de la dictature prolétarienne et la transformation successive de l'économie capitaliste, productrice de marchandises dans le seul but de réaliser du profit, en économie socialiste, vers la production de biens qui satisfassent toutes les exigences de tout le genre humain. Mais, pour que cela se réalise, une chose est indispensable : le retour des masses ouvrières à la défense intransigeante de leurs conditions immédiates de vie grâce à l'affrontement de classe contre toutes les forces qui défendent les intérêts de l'économie capitaliste, avec donc la renaissance d'un tissu organisationnel classiste qui encadre et dirige dans cet affrontement la partie la plus combative du prolétariat. **La renaissance de syndicats de classe est indispensable**, organismes intermédiaires entre le parti et la classe en lutte, comme cela est répété dans tous les corps de thèses de la Gauche Communiste.

\*\*\*\*\*

Ce numéro, donc, s'inscrit dans la poursuite du travail de clarification sur la question syndicale, engagé en français dans le n°3/1982 : "**La fonction des communistes dans la lutte de classe du prolétariat**".

Le rapport "Parti et syndicats à l'époque de l'impérialisme" développe et approfondit notre vision classique de l'involution syndicale, résumée dans le texte "Evolution et dynamique de la forme syndicale" paru dans la revue n°3 et synthétisée dans un texte plus ancien, "**Mouvement ouvrier et Internationales syndicales**" paru en 1949 dans notre organe **Battaglia comunista n°26** et que nous reproduisons in extenso comme premier texte d'Archives. Fruit du travail de camarades italiens, ce rapport s'appuie surtout sur des références à l'Italie ; mais la trame, mutatis mutandis, reste en grande partie valable de ce côté des Alpes, l'intégration des syndicats à l'Etat y étant autant poussée, sinon plus. Ce rapport vise à représenter la perspective marxiste classique qui, comme telle, est seulement nôtre, en s'opposant non seulement à l'opportunisme officiel des partis fausement ouvriers, mais aussi à tous ceux qui dénaturent ce point cardinal du marxisme, en prétendant que le retour du prolétariat à la lutte révolutionnaire puisse suivre des voies « originales » et diverses de celles connues jusqu'à maintenant.

Suit un bref récapitulatif des luttes dans deux secteurs-clés de l'économie capitaliste, l'automobile et la sidérurgie, en France depuis 3 ans : 3 ans pendant lesquels l'équipe au pouvoir a approfondi la politique anti-ouvrière du régime précédent, renforçant l'État et désarmant encore plus les prolétaires. Les syndicats tricolores ont pris leur part dans ce concert, tout en accentuant leur insertion dans l'appareil d'État, cumulant les subventions étatiques et les fauteuils dans les conseils d'administration des sociétés nationalisées. L'approfondissement de la crise du capital, les attaques de plus en plus dures contre la classe ouvrière et le rôle, de plus en plus au grand jour, de chiens de garde assumé par les officines syndicales ne peuvent que cristalliser les réactions violentes des prolétaires contre la trahison de l'opportunisme et renforcer le besoin vital du syndicat de classe.

Nous commençons avec ce numéro de la revue à rendre compte aux lecteurs de langue française

d'une des manifestations de notre vie organique de Parti, loin des cercles de bien-pensants où d'activistes, à savoir nos réunions générales, fruit d'une longue tradition que nous restons, là aussi seuls à maintenir contre tous les vents. Seuls et d'autant plus sereins et déterminés.

Les deux textes d'Archives sont des "Fil du temps" de 1949, points d'appui du premier rapport ; ils sont présentés plus longuement plus loin.

\*\*\*\*\*

Permettons-nous d'annoncer enfin une nouvelle qui réjouira tous les communistes : la publication en français du corps des Thèses allant des Thèses de la Fraction Communiste Abstentionniste de mai 1920 aux Thèses de 1965- 66. Cette série de textes, à la base de tout travail de parti digne de ce nom, cachée par le uns, détruite par les autres, était hélas introuvable en français depuis quelques années. Texte n°1 de la série « Les textes de la Gauche communiste », il sera suivi d'autres<sup>1</sup>, dans le cadre de notre travail de restauration et de diffusion de la théorie et du programme du communisme.

---

1 Saluons aussi l'achèvement de la traduction et de l'impression en langue anglaise du texte classique de notre parti de 1966 : " La maladie infantile, condamnation des futurs renégats", texte n°4 de la série "The texts of the Communist Left".

# PARTI ET SYNDICATS À L'ÉPOQUE DE L'IMPÉRIALISME<sup>2</sup>

## L'IMPORTANCE DE LA TACTIQUE

Dans le récent travail qui est paru en italien dans notre mensuel **il Partito Comunista (n°82 à 85, juin à septembre 1981) et en français dans cette même revue (n°3, janvier-juin 1982)**, sous le titre "Des sources intangibles du marxisme révolutionnaire jaillit la fonction des communistes dans la lutte de classe du prolétariat !", travail qui avait été exposé lors de la réunion générale du Parti de mai 1981, nous avons cherché à démontrer comment la tactique que le Parti adopte au niveau syndical découle de manière cohérente du **rapport parti - Classe - action de classe**, ainsi que le marxisme révolutionnaire l'a reconnu dès son apparition comme science sociale du prolétariat, et ainsi que l'évolution historique du parti formel et du mouvement ouvrier en général l'a réalisée dans la pratique de la lutte de classe ; comme, en définitive, il ne reste plus aujourd'hui au petit parti qu'à "thésauriser !" ce passé, en le reliant à la théorie originaire qui trace la continuité du fil rouge entre les diverses situations historiques qui se sont présentées jusqu'ici, pour s'y référer continuellement, sans rien inventer ni découvrir, pour le jeter dans le présent et surtout en le propulsant vers les situations futures, en cherchant dès aujourd'hui à en prévoir le cours et les développements au moins – c'est évident dans les grandes lignes. Nous insistons bien, dans ce travail, comme dans tant d'autres du parti, sur la question de la tactique : découlant des principes généraux du parti et de la théorie marxiste, et, dans le même temps, d'une analyse correcte de la situation. Ce postulat est particulièrement vrai si on se réfère à la tactique du parti sur le terrain syndical, et précisément à son attitude vis-à-vis des organisations économiques prolétariennes nées historiquement de la nécessité pour le prolétariat de défendre ses propres conditions de vie et de travail face à la pression des couches profiteuses du capital. Le Parti, surtout dans son intense activité de rétablissement des fondements de la théorie marxiste dans le second après-guerre, y a toujours dédié un grand champ d'analyse, précisant petit à petit avec des limites toujours plus nettes le type d'action à développer au niveau syndical. **Il n'empêche que la question syndicale a toujours été matière à discussions très vives et quelquefois cruciales à l'intérieur du Parti.**

La raison de cela est à rechercher principalement dans la difficulté extrême d'orienter le travail du parti dans les luttes ouvrières et les syndicats en général du fait du manque, pour ainsi dire, de la "matière première" pour l'orientation précise de la tactique : les luttes elles-mêmes.

Du point de vue organisationnel, un demi siècle de contre-révolution a pratiquement ramené le prolétariat à l'aube de son histoire ; il n'existe plus d'organisation immédiate de classe, économique, et le Parti n'a aucune influence sur la classe ouvrière. Bien sûr, cette affirmation ne doit pas être mal comprise dans le sens qu'il suffit de replaquer l'orientation du Parti sur celle prise par les premières organisations communistes, en particulier la Première Internationale, dans la mesure où toute l'histoire

2 Ce texte est la traduction du fascicule de notre organe italien *Comunismo* n°10 1982 : *Il Partito di fronte ai sindacati nell'epoca dell'Imperialismo. Certains passages n'ont pas été traduits.*

successive du mouvement révolutionnaire mondial a produit une expérience cristallisée dans le Parti, pour petit qu'il soit ; de plus, la situation actuelle diffère nettement de celle d'alors en ce qui concerne toute l'évolution et l'involution subies par les organisations économiques prolétariennes, directement liées aux phases d'évolution et de putrescence du capitalisme international.

La dynamique qui verra dans un futur proche le prolétariat se regrouper de nouveau sur le terrain de la lutte de classe et qui devra voir le Parti engagé à en influencer l'action jusqu'à en assurer la direction politique, cette dynamique ne sera pas la répétition mécanique des périodes précédentes, mais aura des caractéristiques propres, liées aux événements que les oppositions inter-impérialistes mondiales croissantes détermineront dans chaque État et aux contre-coups que les mesures anti-prolétariennes que ces derniers seront contraints d'adopter en crescendo susciteront au sein des masses ouvrières. « Caractéristiques propres » ne signifie toutefois pas qu'elles ne peuvent pas être connues par le marxisme pour qui, comme certains ont essayé de le faire, il s'agirait de remettre en discussion le processus classique indispensable pour la révolution prolétarienne esquissé par le Parti dans tous ses corps de thèses : déploiement d'un vaste mouvement prolétarien agissant sur des bases de classe, renaissance consécutive d'organismes classistes immédiats, influencés par le Parti grâce à ses groupes communistes organisés en fraction syndicale.

Ce qui devra être défini correctement afin d'avoir une bonne tactique, c'est la dynamique spécifique à travers laquelle ce processus adviendra, dont les lignes de force sont déjà connues par le Parti. Ces lignes de force sont immuables car appartenant de façon intrinsèque aux lois générales de l'affrontement de classe bourgeoisie - prolétariat, lois découvertes par le marxisme et tracées dans tout leur devenir historique de manière invariante. Admettre que la dynamique générale de ces lois puisse exprimer des tendances générales différentes des périodes précédentes de l'histoire du capitalisme, **cela revient à nier la validité du marxisme et admettre la nécessité de son « enrichissement ».**

Cette prémisse est importante pour répéter que la définition de la **tactique, et pas seulement sur le terrain syndical, est une tâche permanente du Parti, quels que soient ses effectifs et son influence au sein de la classe.** Nier cela en disant que le Parti, puisqu'il est réduit à une poignée de militants sans aucun poids sur le mouvement ouvrier, n'a pas à se poser de problèmes tactiques dans la mesure où ils ne seraient pas, de toute façon, résolubles, vu l'impossibilité d'avoir prise sur les masses avec des mots d'ordre précis, cela reviendrait à liquider l'existence même du Parti, en le réduisant à un groupe informe d'intellectuels ayant la prétention d'avoir la conscience tranquille car en mesure de savoir défendre la théorie marxiste à travers les citations des textes classiques, en paix donc avec le « parti historique », tournant le dos au parti formel.

Ce qui, répétons-le, vaut pour la tactique en général, à savoir ce qui touche à tous les niveaux d'activité où existe la possibilité, même seulement théorique, d'intervention pratique du Parti, est particulièrement vrai si on fait référence à la tactique d'intervention syndicale, car elle met en jeu la **poutre maîtresse de tout le marxisme : le rapport parti - classe - organismes intermédiaires.**

Ces derniers n'existent pas aujourd'hui d'un point de vue de classe, mais sont assujettis totalement aux intérêts de la conservation du régime capitaliste, et ce fait est justement une caractéristique qui ne nous permet pas de tracer mécaniquement un trait d'égalité entre la phase actuelle de l'impérialisme et celle de l'aube du mouvement ouvrier, où ceux-ci étaient en formation.

Dans la tentative de mieux définir la tactique actuelle du Parti sur le plan syndical, nous ne

pouvons pas nous dispenser, comme c'est notre méthode de toujours, de représenter, même de manière sommaire, en ses grandes lignes, l'histoire du mouvement syndical international, de la seule manière par laquelle la science marxiste peut le lire : non pas un historicisme et une anthologie, et encore moins une recherche scolastique culturelle, mais une arme de bataille théorique et pratique pour la démolition révolutionnaire du capitalisme et de tous ses laquais, toujours plus nombreux et différemment camouflés.

## **PREMIÈRE PHASE : INTERDICTION**

Pour ce qui concerne l'attitude de la bourgeoisie face aux organismes syndicaux prolétariens, le Parti a distingué trois phases historiques de la forme syndicale : interdiction – tolérance – assujettissement.

La première phase est caractérisée par l'affirmation sur la scène historique des premiers mouvements ouvriers, confus mais décidés, contre les capitalistes individuels ; et par conséquent, des premières associations ouvrières, les premières coalitions de salariés contre les bourgeois dans la défense du salaire. Ce phénomène était le premier démenti à la doctrine libérale qui constitua la couverture idéologique du triomphe de la bourgeoisie arrivée comme classe dominante contre les vieux régimes de l'aristocratie féodale. Apparaissait alors clairement la fausseté, la nullité du principe démocratique d'après lequel la défense des intérêts des individus pouvait être garantie par un corps de "représentants de tous les citoyens", qui aurait partagé équitablement la justice sociale et économique entre tous les membres de la "société civile" ; aucune association économique entre "citoyens" n'aurait plus alors et nécessaire, car la défense des droits individuels aurait été garantie par l'État, par le gouvernement, par Des institutions représentatives de tout le peuple, élues librement ! C'est au nom de ces principes, sous l'impulsion de la nécessité de se conserver en tant que classe, que la bourgeoisie réprime féroce les premières associations permanentes d'ouvriers en les accusant de vouloir exhumer de nouveau les corporations de "l'ancien régime". L'interdiction faite par la bourgeoisie aux premières formes d'associationnisme ouvrier, interdiction sanctionnée aux termes de la loi (rappelons-nous la loi Le Chapelier en France, de juin 1791 et la loi du parlement anglais de 1799), se fondait sur les conditions matérielles du capitalisme dans sa toute première phase libérale, dominée par le marché libre et donc par la concurrence réciproque entre capitalistes<sup>3</sup>. En pratique, elle ne pouvait que frapper la tendance naturelle des prolétaires à se coaliser dans la défense de leurs propres intérêts de classe. Cette interdiction faisait que les premières associations économiques ouvrières, indépendamment de la conscience qu'ils avaient d'elles, constituaient, par le seul fait de se manifester ouvertement, un facteur révolutionnaire puissant. Il n'est pas étonnant non plus que, dans les premiers mouvements prolétariens, la distinction entre organismes de défense immédiate et les premiers groupes ou cercles politiques ne fut pas bien claire.

Le marxisme définit toutefois dès cette époque en des termes très clairs, définitifs, cette différence, indispensable pour en dégager quoi que ce soit en matière de tactique syndicale. Cela vaut pour toute cette citation d'un passage de Marx dans une lettre à Bolte du 29 novembre 1871, qui définit le rapport entre luttes politiques et luttes économiques, et donc entre parti et syndicat :

*"Le mouvement politique de la classe ouvrière a naturellement comme but ultime la conquête du*

3 Et encore : en France, quelques jours après le vote du texte Le Chapelier interdisant les coalitions, la loi fut amendée en ce sens qu'elle ne s'appliquerait pas aux organisations patronales...



*pouvoir politique par la classe ouvrière elle-même, et dans ce but il est évidemment nécessaire qu'il existe préalablement une organisation de la classe ouvrière, développée jusqu'à un certain point, et issue de ses luttes économiques. "*

On remarque comment, dans cette citation, se dégage déjà la perspective de la nécessité de l'organisation économique immédiate comme présupposé indispensable pour la conquête du pouvoir politique de la part du prolétariat.

*"Mais, d'autre part, tout mouvement par lequel la classe ouvrière s'oppose comme classe aux classes dominantes et cherche à démontrer sa force par une pression de l'extérieur, est un mouvement politique. Par exemple, la tentative d'arracher une réduction de la durée de la journée travaillée aux capitalistes individuels dans une seule usine, ou même dans une seule industrie, au moyen de grèves, etc., est un mouvement purement économique ; au contraire, le mouvement pour imposer une loi des huit heures et autres choses de ce genre, est un mouvement politique. En ce sens à partir de mouvements économiques particuliers des ouvriers, surgit et se développe donc le mouvement politique, c'est-à-dire un mouvement de la classe pour réaliser ses intérêts de manière générale, d'une manière qui s'impose de façon coercitive à toute la société en général. S'il est vrai que ces mouvements présupposent une certaine organisation préalable, ils sont eux-mêmes autant de moyens pour le développement de cette organisation. Là où la classe ouvrière n'a pas encore progressé dans son organisation au point de pouvoir entreprendre une campagne décidée contre le pouvoir collectif, ou contre le pouvoir politique des classes dominantes, elle est cependant préparée à cela par une agitation permanente dans notre attitude hostile à la politique des classes dominantes ; sinon, elle reste un jouet entre leurs mains."*

Il est donc naturel que le mouvement économique et le mouvement politique fassent partie d'un même processus révolutionnaire décrit dans le Manifeste de 1848 par la fameuse expression de *"l'organisation du prolétariat en classe et donc en parti politique"*, cela étant rendu possible par *"l'union toujours plus étendue des travailleurs"*. On peut dire que les questions de tactique que se pose l'organisation politique ont peu de poids face à l'organisation économique, dans le sens où les deux appartenaient immédiatement et de façon organique au processus révolutionnaire qui voyait le prolétariat se rassembler toujours plus nettement pour ses intérêts exclusifs de classe ; mieux : cette tactique s'exprimait dans l'idée, déjà fort claire pour les communistes de l'époque, que la conquête du pouvoir politique par le prolétariat aurait été le résultat de l'alliance du mouvement réel des associations économiques prolétariennes avec le socialisme scientifique à savoir l'alliance entre associations économiques et parti politique révolutionnaire.

La différence entre l'un et les autres était cependant déjà limpide pour les communistes de l'époque, et cela apparaît dans le travail qu'ils ont effectué au sein de la Première Internationale à laquelle adhérait aussi des associations économiques. Dans l'adresse inaugurale de la Première Internationale, se trouve déjà clairement formulée l'idée selon laquelle il s'agit d'une association mondiale de partis politiques. En son sein, les limites du mouvement coopératif et syndical sont bien indiquées, œuvraient qui, en soi "ne sera jamais en mesure d'arrêter l'augmentation du monopole qui croît en progression géométrique, de libérer les masses ou même de soulager de manière sensible le poids de leurs misères", et l'idée de la nécessité de dépasser l'aspect revendicatif du mouvement, d'aller vers la conquête du pouvoir politique, est déjà formulée.

## SECONDE PHASE : TOLÉRANCE

Par la suite, et en particulier lors de la période de la II<sup>e</sup> Internationale, la bourgeoisie change d'attitude vis-à-vis de l'associationnisme syndical ; elle se rend compte que poursuivre à le réprimer par la force signifie le pousser vers des positions toujours plus-radicales, et, violant ces propres "principes sacrés" libéraux, elle en admet l'existence possible. C'est la phase de la tolérance, qui coïncide avec un puissant développement du mouvement syndical dans tous les pays où la bourgeoisie s'est désormais installée de manière stable au pouvoir et où le mode de production capitaliste est alors en train d'entrer dans la phase impérialiste. C'est, dans le même temps, une période d'expansion productive exceptionnelle et de relative paix sociale et internationale : le capitalisme connaît sa phase dorée. Les grands profits provenant de l'expansion productive rapide et relativement pacifique permettent la formation de larges couches d'aristocratie ouvrière sur laquelle s'appuie la vague déferlante de dégénérescence du marxisme que fut le social-réformisme. Le concept de conquête violente du pouvoir disparaissait, ainsi que toute conquête du pouvoir en général ; aux yeux des réformistes, les intérêts du prolétariat tendaient à s'identifier à ceux de sa bourgeoisie nationale, et la classe ouvrière devait donc s'atteler pour assurer la bonne marche productive de sa "propre nation".

Une position similaire au niveau syndical correspondit à cette dégénérescence sur le plan politique. Ce fut le syndicalisme de type germano-autrichien qui esquaissa le mieux cette tendance.

*"Les syndicats de l'Allemagne – affirment les thèses de l'Internationale des Syndicats Rouges – furent le berceau du réformisme, dont le contenu idéologique consiste sur le plan politique à préconiser l'évolution pacifique et graduelle, menant au socialisme par le biais de la démocratie, à atténuer l'antagonisme de classe, à renoncer craintivement à la révolution et à la terreur classiste, dans l'espoir que le développement des institutions démocratiques conduira automatiquement au socialisme sans bouleversement et sans révolution, pendant que, sur le plan strictement syndical, il exprime la propension à maintenir les syndicats éloignés de la lutte politique révolutionnaire, il prêche la neutralité vis-à-vis du socialisme révolutionnaire, le lien intime avec le socialisme réformiste, enfin la surestimation des contrats collectifs et la tendance à créer le droit paritaire, c'est-à-dire à construire des rapports sociaux dans lesquels, tout en gardant le régime économique bourgeois, on puisse concilier l'égalité de droits entre ouvriers et entrepreneurs avec la conservation du système d'exploitation."* •

Il n'advenait pas mieux du syndicat anglo-saxon ou trade-unionnisme, qui "réunissait surtout les couches les plus élevées de la classe ouvrière, et son idéologie représentait la philosophie de l'aristocratie ouvrière. D'après les théoriciens et les praticiens du trade-unionnisme, le capital et le travail étaient considérés, non comme des ennemis mortels, de classe, mais comme deux facteurs de la société se complétant mutuellement, dont le développement harmonieux devait conduire à la paix entre capital et travail, et à la répartition égalitaire entre eux des biens sociaux communs."

On le voit, les traits caractéristiques du syndicalisme moderne de l'époque impérialiste archi-mûre, celle avec laquelle le prolétariat doit aujourd'hui et surtout demain faire les comptes, naissent déjà de là. Ce sont les mêmes aujourd'hui comme alors, il ne pourrait en être autrement, l'action syndicale pouvant être dirigée dans le sens soit de la défense des intérêts propres de la classe ouvrière et tendant donc à dresser le prolétariat contre tout l'appareil patronal et étatique sur le terrain de l'affrontement ouvert sans exclusion de coups, soit de la soumission aux intérêts bourgeois, en privilégiant l'économie nationale plutôt que la défense des exigences réelles de la classe. De ce point de vue,

c'est-à-dire quant aux contenus politiques, il n'existe pas de différence objective entre l'opportunisme syndical de la première phase d'expansion du capitalisme et celui de l'ère impérialiste à un niveau avancé comme aujourd'hui. "L'idéologie" dont ils sont tous deux imprégnés, qui est celle de la classe dominante, est la même, et il ne pourrait en être autrement. La différence subjective réside dans la fonction institutionnelle assumés vis-à-vis des structures étatiques et des engrenages politico-économiques de la société capitaliste en général, liée aux tendances et à l'attitude des masses prolétariennes envers cette dernière.

Le mouvement syndical, se développant de façon extensive pendant la phase d'expansion du capitalisme, était affecté de certaines caractéristiques qui permirent par la suite à la bourgeoisie de s'en servir en vue de la stabilité de son régime de classe : ce sont ceux que Lénine, dans, "Le gauchisme", appelait "les caractères réactionnaires" et précisément "une certaine étroitesse corporative", une "certaine tendance à l'apolitisme", une "certaine fossilisation, etc.", traits particulièrement contre-révolutionnaires, surtout si on les compare avec le développement "de la forme suprême de l'unité de classe des prolétaires, le parti révolutionnaire du prolétariat". Ce sont ces caractères, dont la liste est qualifiée par l'ISR de "*corporatisme mesquin, isolement, lutte de beaucoup d'entre eux contre le travail féminin, esprit nationaliste et patriotique dérivant de la confusion entre les intérêts de l'industrie nationale et ceux de la classe travailleuse*", qui trouvèrent dramatiquement leur plus grande expression dans le déclenchement de la première boucherie mondiale et pendant celle-ci, où, dans la majeure partie des pays d'Europe, les syndicats cessèrent d'exister comme organisations classistes de lutte, se transformant en organisations impérialistes de guerre dont la fonction consistait à mettre à la disposition de la bourgeoisie toutes les forces prolétariennes existantes, au nom de la "défense de la patrie". Comme l'affirment toujours les thèses de l'ISR :

*"La période de la guerre mondiale est celle de la dissolution morale des syndicats de tous les pays. La plus grande partie des dirigeants syndicaux apparaissent comme des gouvernants : ils assument spontanément toutes les tâches visant à étouffer toutes les tentatives de protestation révolutionnaire, approuvant à maintes reprises la détérioration des conditions de travail, ils sont d'accord pour lier les ouvriers aux entreprises selon le bon-vouloir des capitalistes, ils renoncent à des conquêtes obtenues par de grandes luttes, en somme ils exécutent sans broncher tout ce qu'ordonnent les classes dirigeantes."*

La tolérance dont avait fait preuve la bourgeoisie avait ainsi porté ses fruits : dans tous les pays, les organisations, craintes par les défenseurs officiels des régimes bourgeois car potentiellement en mesure d'en menacer l'ordre établi, s'étaient transformées "de manière improvisée" en autant de piliers de la conservation de cet ordre. C'est à juste titre que les thèses de l'ISR soulignent à quel point "*cette transformation des dirigeants du mouvement syndical en chiens de garde du capitalisme, représente la plus éclatante victoire morale des classes dirigeantes*".

Après la guerre, cette politique de collaboration étroite avec sa propre bourgeoisie, qui marque la faillite de la II<sup>e</sup> Internationale, continue dans tous les pays capitalistes industrialisés et s'exprime dans la subordination des intérêts de la classe ouvrière à la reconstruction de l'économie des différents pays. Cependant, du fait des conditions désastreuses dans lesquelles la guerre a réduites le prolétariat du monde entier, apparaît un phénomène en un certain sens antagonique à celui vu précédemment. Poussées par la nécessité impérieuse et vitale de défendre de quelque façon leurs propres conditions de vie, de grandes masses de prolétaires sont entraînées matériellement sur le terrain de la lutte contre

le capitalisme. Pour être victorieuses dans cette lutte, d'énormes masses ouvrières, qui jusqu'alors avaient vécu en marge de la vie politique et syndicale de leur propre classe, affluent dans les syndicats qui, dans tous les pays, assistent à une très forte augmentation des adhérents, se transformant ainsi en organisations regroupant les éléments avancés du prolétariat, comme c'était en un certain sens le cas avant la guerre, en syndicats de toute la classe ouvrière. En entrant dans les syndicats, les grandes masses ouvrières cherchent à en faire des instruments pour leur propre lutte de défense, s'affrontant dans le monde entier avec les chefs opportunistes soumis aux intérêts des classes ennemies. Cette transformation des syndicats est notablement influencée par la révolution d'Octobre et, dans son sillage, par la formation de la III<sup>e</sup> Internationale ; dans tous les pays se forment des courants syndicaux qui, même s'ils ne sont pas influencés directement par des communistes, s'opposent à la politique de collaboration avec le patron.

## LE MOUVEMENT COMMUNISTE ET LE PROBLÈME SYNDICAL

Il était donc naturel que les communistes, au second congrès de la III<sup>e</sup> Internationale en juillet 1920, mettent en relief ce processus et la stratégie d'intervention à son égard dans tous les pays où étaient en train de se former des partis communistes, en exaltant les caractères révolutionnaires et en dédiant à cette question tout un corps de thèses. Citons ces dernières :

*« L'antagonisme des classes devenant toujours de plus en plus aigu force les syndicats à organiser des grèves dont la répercussion se fait sentir dans le monde capitaliste tout entier, en interrompant le processus de la production et de l'échange capitalistes. En augmentant leurs exigences à mesure qu'augmente le prix de la vie et qu'elles-mêmes s'épuisent de plus en plus, les masses ouvrières détruisent par cela même tout calcul capitaliste qui représente le fondement élémentaire d'une économie organisée. Les syndicats, qui étaient devenus pendant la guerre les organes de l'asservissement des masses ouvrières aux intérêts de la bourgeoisie, représentent maintenant les organes de la destruction du capitalisme.*

*Mais la vieille bureaucratie professionnelle et les anciennes formes de l'organisation syndicale entravent de toute manière cette transformation du caractère des syndicats. La vieille bureaucratie professionnelle cherche partout à faire garder aux syndicats leur caractère d'organisation de l'aristocratie ouvrière ; elle cherche à maintenir en vigueur les règles rendant impossible l'entrée des masses ouvrières mal payées dans les syndicats. La vieille bureaucratie syndicale s'efforce encore de remplacer le mouvement gréviste qui revêt chaque jour de plus en plus le caractère d'un conflit révolutionnaire entre la bourgeoisie et le prolétariat par une politique de contrats à long terme qui ont perdu toute signification en présence des variations fantastiques des prix. Elle cherche à imposer aux ouvriers la politique des communes ouvrières, des conseils réunis de l'industrie (Joint Industrial Councils) et à entraver par la voie légale, grâce à l'aide de l'État capitaliste, l'expansion du mouvement gréviste. Aux moments critiques de la lutte, la bourgeoisie sème la discorde parmi les masses ouvrières militantes et empêche les actions isolées de différentes catégories d'ouvriers de fusionner dans une action de classe générale ; elle est soutenue dans ces tentatives par l'oeuvre des anciennes organisations syndicales, morcelant les travailleurs d'une branche d'industrie en groupes professionnels artificiellement isolés, bien qu'ils soient tous rattachés les uns aux autres par le fait même de l'exploitation capitaliste. Elle s'appuie sur le pouvoir de la tradition idéologique de l'ancienne aristocratie ouvrière, bien que cette dernière soit sans cesse affaiblie par l'abolition des*

*privilèges de divers groupes du prolétariat ; cette abolition s'explique par la décomposition générale du capitalisme, le nivellement de la situation de divers éléments de la classe ouvrière, l'égalisation de leurs besoins et leur manque de sécurité.*

*C'est de cette manière. que la bureaucratie syndicale substitue de faibles ruisseaux aux courants puissants du mouvement ouvrier, substitue des revendications partielles réformistes aux buts révolutionnaires généraux du mouvement et entrave d'une manière générale la transformation des efforts isolés du prolétariat en une lutte révolutionnaire unique tendant à la destruction du capitalisme. »*

Si, à l'époque de la Première Internationale, en pleine phase d'interdiction des syndicats, la tactique que se donnaient les marxistes était de relier les syndicats avec ce qui était alors le parti politique du prolétariat, la social-démocratie, pour la lutte contre le capitalisme, désormais, la tactique, tout en découlant de la précédente, s'exprimait avec le mot d'ordre de la conquête des syndicats par les partis communistes contre les directions légalitaires, réformistes et collaborationnistes qui n'existaient pas dans la première phase. Reprenons les thèses :

*« Étant donnée la tendance prononcée des larges masses ouvrières à s'incorporer dans les syndicats, et considérant le caractère objectif révolutionnaire de la lutte que ces masses soutiennent en dépit de la bureaucratie professionnelle, il importe que les communistes de tous les pays fassent partie des syndicats et travaillent à en faire des organes conscients de lutte pour le renversement du régime capitaliste et le triomphe du Communisme. Ils doivent prendre l'initiative de la création des syndicats partout où ces derniers n'existent pas encore.*

*Toute désertion volontaire du mouvement professionnel, toute tentative de création artificielle de syndicats qui ne serait pas déterminée par les violences excessives de la bureaucratie professionnelle (dissolution des filiales locales révolutionnaires syndicales par les centres opportunistes) ou par leur étroite politique aristocratique fermant aux grandes masses de travailleurs peu qualifiés l'entrée des organes syndicaux, présente un danger énorme pour le mouvement communiste. Elle écarte de la masse des ouvriers, les ouvriers les plus avancés, les plus conscients, et pousse la masse des ouvriers non conscients vers les chefs opportunistes travaillant pour les intérêts de la bourgeoisie.... Les hésitations des masses ouvrières, leur indécision politique et l'influence que possède sur eux les leaders opportunistes ne pourront être vaincus que par une lutte de plus en plus âpre dans la mesure où les couches profondes du prolétariat apprendront par expérience, par les leçons de leurs victoires et de leurs défaites, que jamais le système économique capitaliste ne leur permettra d'obtenir des conditions de vie humaines et supportables, dans la mesure où les communistes avancés apprendront, par l'expérience de leur lutte économique, à être non seulement des propagandistes théoriques de l'idée communiste, mais aussi des meneurs résolus de l'action économique et syndicale. Ce n'est que de cette façon qu'il sera possible d'écarter des syndicats leurs leaders opportunistes, de mettre des communistes à la tête et d'en faire un organe de la lutte révolutionnaire pour le Communisme. Ce n'est que de cette manière qu'il sera possible d'arrêter la désagrégation des syndicats, de les remplacer par des unions industrielles, d'écarter la bureaucratie étrangère aux masses et de lui substituer un organe formé par les représentants des ouvriers industriels, en abandonnant aux institutions centrales seulement les fonctions strictement nécessaires. »*

Ainsi, les thèses répondaient aussi aux déviations de certains secteurs du mouvement communiste, particulièrement allemands et hollandais, qui proposaient la tactique de l'abandon des syndicats

dirigés par des réformistes pour aboutir à la formation de nouveaux syndicats économiques regroupant seulement les ouvriers communistes et les prolétaires qui leurs étaient proches dans la perspective de la création d'un réseau syndical autonome et lié au parti ; les thèses affirmaient comme étant essentiel sur le plan de la tactique syndicale que toute action quelle qu'elle soit ait pour objectif la liaison constante avec les masses ouvrières, abandonnant donc des positions qui auraient pu entraîner l'isolement des communistes des autres travailleurs. En particulier, les thèses repoussaient l'hypothèse d'organiser des scissions syndicales en l'absence d'un vaste mouvement ouvrier allant dans ce sens, et soulignaient la nécessité de travailler à l'intérieur de tous les syndicats jaunes dirigés par des réformistes, tendant au contraire, au niveau national, à l'unification de toutes les centrales syndicales classistes, dans la perspective de l'unité de classe du prolétariat, unité indispensable pour obtenir des résultats concrets sur le terrain de la lutte économique de défense et, dans une perspective révolutionnaire, indispensable à la lutte insurrectionnelle pour la conquête du pouvoir politique :

*« Comme les communistes attachent plus de prix au but et à la substance des syndicats qu'à leur forme, ils ne doivent pas hésiter devant les scissions qui pourraient se produire au sein des organisations syndicales si, pour les éviter, il était nécessaire d'abandonner le travail révolutionnaire, de se refuser à organiser la partie la plus exploitée du prolétariat. S'il arrive pourtant qu'une scission s'impose comme une nécessité absolue, on ne devra y recourir que possédant la certitude que les communistes réussiront par leur participation économique à convaincre les larges masses ouvrières, que la scission se justifie non par des considérations dictées par un but révolutionnaire encore très éloigné et vague, mais par les intérêts concrets immédiats de la classe ouvrière correspondant aux nécessités de l'action économique. Dans le cas où une scission deviendrait inévitable, les communistes devraient accorder une grande attention à ce que cette scission ne les isole pas de la masse ouvrière. Partout où la scission entre les tendances syndicales opportunistes et révolutionnaires s'est déjà produite, où il existe, comme en Amérique, des syndicats aux tendances révolutionnaires, sinon communistes, à côté des syndicats opportunistes, les communistes sont dans l'obligation de prêter leur concours à ces syndicats révolutionnaires, de les soutenir, de les aider à se libérer des préjugés syndicalistes et à se placer sur le terrain du Communisme, car ce dernier est l'unique boussole fidèle et sûre dans toutes les questions compliquées de la lutte économique. Partout où se constituent des organisations industrielles (soit sur la base des syndicats, soit en dehors d'eux), tels les shop stewards, les betriebsräte (conseils de production), organisations se donnant pour but de lutter contre les tendances contre-révolutionnaires de la bureaucratie syndicale, il est bien entendu que les communistes sont tenus de les soutenir avec toute l'énergie possible. Mais le concours prêté aux syndicats révolutionnaires ne doit pas signifier la sortie des communistes des syndicats opportunistes en état d'effervescence politique et en évolution vers la lutte de classe. Bien au contraire, c'est en s'efforçant de hâter cette révolution de la masse des syndicats qui se trouvent déjà sur la voie de la lutte révolutionnaire que les communistes pourront jouer le rôle d'un élément unissant moralement et pratiquement les ouvriers organisés pour une lutte commune tendant à la destruction du régime capitaliste. »*

La préoccupation de ne pas isoler les communistes des autres travailleurs au travers de l'action syndicale, qui est rappelée ici avec insistance en se référant aux scissions syndicales et à la sortie des communistes des syndicats opportunistes, cette préoccupation est sans nul doute l'élément de base le plus important pour une orientation correcte de la tactique syndicale, valable en toute occasion et situation.

La première partie des thèses syndicales de l'Internationale se termine alors par une constatation très importante, car elle constitue la clé pour comprendre le rapport entre lutte économique et lutte politique dans la phase impérialiste du Capitalisme, thème central de notre sujet :

*« A L'époque où le capitalisme tombe en ruines, la lutte économique se transforme en lutte politique beaucoup plus rapidement qu'à l'époque de développement pacifique du régime capitaliste. Tout conflit économique important peut soulever devant les ouvriers la question de la révolution. Il est donc du devoir des communistes de faire ressortir devant les ouvriers, dans toutes les phases de la lutte économique, que cette lutte ne saurait être couronnée de succès que lorsque la classe ouvrière aura vaincu la classe capitaliste dans une bataille rangée, et se chargera, sa dictature une fois établie, de l'organisation socialiste du pays. C'est en partant de là que les communistes doivent tendre à réaliser dans la mesure du possible une union parfaite entre les syndicats et le parti communiste, en les subordonnant à ce dernier, avant-garde de la révolution. Dans ce but, les communistes doivent organiser dans tous les syndicats et les conseils d'usines des fractions communistes, qui les aideront à s'emparer du mouvement syndical et à le diriger. »*

Les communistes constataient alors déjà ce phénomène typique de l'ère impérialiste du capitalisme, qui a assumé de nos jours des aspects encore plus accentués, vu la phase ultérieure de déclin du capitalisme successive à la seconde guerre mondiale.

## **TROISIÈME PHASE : ASSUJETTISSEMENT**

C'est au lendemain de la première guerre mondiale que la bourgeoisie passe de nouveau à l'offensive, et son attitude envers les syndicats se modifie : de la tolérance qui s'était démontrée être précieuse pendant la guerre, elle passe à l'assujettissement des syndicats, C'est-à-dire à leur utilisation comme instrument direct de la gestion de l'économie capitaliste et donc à leur reconnaissance juridique et institutionnelle. Ce processus revêt des aspects très divers dans tous les pays et se cumule avec l'affreuse défaite de la révolution communiste russe et la dégénérescence par conséquent de la troisième Internationale par le stalinisme, qui atteint son apogée avec l'entraînement du prolétariat sur le front de guerre du second massacre impérialiste mondial, au nom de la défense de la démocratie.

Nous ne brosons ici qu'à grands traits ce processus et ces événements, le Parti y ayant dédié de larges études et analyses et ayant aussi bâti sur leur interprétation marxiste ses thèses du second après-guerre. Ce que l'on veut en déduire ici en général est justement cet aspect de la tendance de l'impérialisme à la centralisation de tous les facteurs de la production capitaliste sous l'égide de l'État et donc aussi les syndicats, devenus désormais partie intégrante du contexte social et économique du capitalisme.

Pour délimiter sa tactique au niveau syndical, le Parti est donc contraint de prendre au maximum en considération ce phénomène et aussi d'en étudier les conséquences et les revers historiques particuliers qu'il a dû assumer au fur et à mesure en liaison avec l'involution du mouvement syndical et avec la destruction physique et programmatique de l'organe parti à l'échelle mondiale, jusqu'à nos jours et dans les années qui viendront.

Reprenons à ce propos, de l'article "Mouvement ouvrier et Internationales syndicales", paru le 29 juillet 1949 sur le bimensuel de l'époque du Parti Battaglia Comunista, un passage qui met bien en relief comment le processus de l'asservissement des syndicats à l'État fut, pour la Gauche, très clair

dans son déroulement essentiel :

*« Le problème de l'engrenage entre organismes politiques et organismes syndicaux de lutte prolétarienne, dans ses grandes lignes, doit tenir compte des faits historiques de la plus grande importance survenus après la fin de la première guerre mondiale. Il s'agit d'une part de la nouvelle attitude des États capitalistes vis-à-vis du fait syndical, d'autre part du dénouement du second conflit mondial, la monstrueuse alliance : entre la Russie et les États capitalistes, et les désaccords entre les vainqueurs.*

*De l'interdiction des syndicats économiques, conséquence cohérente dans la doctrine libérale bourgeoise pure, et de leur tolérance, le capitalisme passe à la troisième phase, leur insertion dans son ordre social et étatique. Politiquement, la dépendance existait déjà dans les syndicats opportunistes et jaunes, et avait fait ses preuves lors de la première guerre mondiale. Mais, pour la défense de son ordre constitué, la bourgeoisie devait faire plus. Depuis le début, la richesse sociale et le capital étaient entre ses mains, et elle allait en les concentrant toujours plus, laissant continuellement dans la situation de ne rien posséder les classes traditionnelles de producteurs libres. Elle avait bien en mains depuis les révolutions libérales le pouvoir politique et armé de l'État, et ce de la manière la plus parfaite dans les plus parfaites démocraties parlementaires, ainsi que le démontra, avec Marx et Engels, Lénine. Dans les mains de son ennemi le prolétariat, dont les effectifs augmentaient avec la croissance de l'accumulation expropriatrice, il existait une troisième ressource : l'organisation, l'association, le dépassement de l'individualisme, devise historique et philosophique du régime bourgeois.*

*La bourgeoisie mondiale a aussi voulu arracher à son ennemi cet unique avantage, elle a développé sa propre conscience et organisation de classe internes, elle a fait des efforts inouïs pour réprimer les poussées d'individualisme économique en son Sein et se donner une planification. Elle a dès le départ avec l'État un organisme de duperie et de répression policière ; elle s'efforce, dans les dernières décennies, d'en faire, toujours à son propre service, un organisme de contrôle et qui enrégimente économiquement.*

*Puisque l'interdiction du syndicat économique serait une incitation à la lutte de classe autonome du prolétariat, hé bien la consigne est devenue en tout opposée. Le syndicat doit être inséré juridiquement dans l'État et doit devenir un de ses organes. La voie historique pour parvenir à un tel résultat présente beaucoup d'aspects différents et même beaucoup de retours en arrière, mais nous sommes en présence d'un caractère constant et distinctif du capitalisme moderne.*

*En Italie et en Allemagne, les régimes totalitaires y arrivèrent par la destruction directe des syndicats rouges traditionnels et même des jaunes. Les États qui pendant la guerre ont vaincu les régimes fascistes empruntèrent d'autres moyens dans la même direction.*

*De manière temporaire, dans leurs territoires et dans ceux conquis, ils ont laissé agir des syndicats qui se disent libres et ils n'ont pas interdit et n'interdisent encore pas les agitations et les grèves.*

*Mais partout, la solution à de tels mouvements en arrive à une négociation dans un siège officiel avec les représentants du pouvoir politique étatique qui jouent les arbitres entre les parties économiquement en lutte, et c'est bien sûr le patronat qui joue ainsi le rôle de juge et de décideur.*



*Cela est sans doute un prélude à l'élimination juridique de la grève et de l'autonomie d'organisation syndicale, déjà dans les faits dans tous les pays, et crée naturellement une nouvelle approche des problèmes de l'action prolétarienne.*

*Les organismes internationaux réapparaissent comme émanation de pouvoirs étatiques constitués. De la même façon que la seconde Internationale renaquit avec la permission des pouvoirs vainqueurs d'alors sous la forme de bureaux domestiqués, nous avons aujourd'hui des bureaux des partis socialistes dans l'orbite des États occidentaux, et un soi-disant bureau d'information communiste au lieu de la glorieuse troisième Internationale. »<sup>4</sup>*

Le processus d'assujettissement des syndicats remonte au début de la phase de l'impérialisme et assume au début la forme de la création de syndicats qui renient la lutte de classe, les dits syndicats blancs, nés du patronage initial de l'Église catholique fidèle alliée de fer du capitalisme, et financés directement par certains secteurs du patronat ; ils eurent un certain développement dans les premières années de 1900, pour se constituer en Confédération internationale en 1910.

La bourgeoisie ayant constaté que l'association des ouvriers était une donnée de fait irréversible dans son système social, tenta de s'en créer un pour son usage personnel. Mais cela n'était évidemment pas suffisant. Pour atteindre le but de la conservation sociale, un syndicat doit avant tout recevoir la crédibilité de larges couches ouvrières. Ce ne pouvait être le cas pour les syndicats blancs qui ne jouissent jamais d'une solide base ouvrière. L'opportunisme de type réformiste social-démocrate se révéla beaucoup plus profitable : il possédait de solides racines parmi de larges couches de l'aristocratie ouvrière née des miettes permises par les profits colossaux de la première phase d'expansion pacifique du capitalisme libéral.

Cependant, dans des pays comme l'Allemagne et l'Italie, en particulier dans ce dernier où la radicalisation des luttes prolétariennes conduites sur des bases classistes avait assumé de tels aspects et une telle consistance au point de menacer sérieusement les bases de l'ordre social capitaliste, la bourgeoisie se vit contrainte d'abandonner le modèle de la concurrence entre syndicats rouges d'un côté, blancs et jaunes de l'autre, pour recourir à la destruction de tous, des rouges plus particulièrement bien sûr, pour arriver à la tentative de créer des appareils syndicaux d'émanation étatique directe.

La Gauche, face à cette nouvelle attitude de la bourgeoisie et, par la suite face au danger que, en Italie, la C.G.L. ( Confédération Générale du travail) ne s'affaisse sous les coups du fascisme, lança alors le mot d'ordre de renaissance des syndicats libres, indication qui n'eut pas une suite déterminante grâce au sabotage des réformistes qui, respectueux jusqu'au bout du bon vouloir fasciste, ont dissous la Confédération jusqu'à des temps meilleurs.

La vague affreuse de la contre-révolution stalinienne emporta en outre dans le monde entier le mouvement communiste révolutionnaire, laissant la voie libre dans les syndicats à toutes les variantes de l'opportunisme dominant. Les Partis communistes de tous les pays occidentaux abandonnèrent toute forme de défense syndicale classiste, enchaînant les intérêts prolétariens, dans les pays où ils avaient une certaine influence, à la défense des intérêts de l'État russe, alors inséré dans le circuit des pays capitalistes, orientant les ouvriers vers la défense de la démocratie, dans la politique des fronts

---

<sup>4</sup> Le texte complet, reproduit une première fois dans notre organe d'alors Il Programma Comunista n°9 de 1977, est traduit en fin de volume, en Archives de la Gauche.

populaires et l'alliance entre toutes les classes, ou, carrément, toujours en accord avec la défense des intérêts contingents de l'État russe, le faisant passer pour la « patrie du socialisme », de connivence avec le fascisme, comme dans la campagne d'alliance populaire en Italie en 1935-36.

Il nous semble utile de reprendre maintenant de larges passages d'un long travail paru dans notre mensuel en langue italienne *Il Partito comunista* dans plusieurs numéros de 1977 sous le titre "Bases d'action du Parti sur le terrain des luttes économiques prolétariennes », qui expose la suite de cette analyse historique avec beaucoup de clarté, n'ayant rien à ajouter à des travaux de parti qui ont déjà exprimé de la meilleure des façons ce que l'on veut dire ; il est aussi un devoir pour les militants de reprendre ces travaux chaque fois qu'on le juge nécessaire. Comme toujours, l'essence de nos travaux consiste à préciser mieux, à « graver », les questions à partir desquelles s'articule notre travail de défense des justes positions marxistes, et non à apporter des "positions personnelles", des "enrichissements personnels !" ou des élucubrations d'intellectuels qui prétendraient être meilleurs ! ou « mieux préparés », vieux gadgets appartenant à l'idéologie individualiste typiquement bourgeoise et que nous pensons avoir pour toujours dépassée, en tant que Parti. Mieux vaut répéter jusqu'à en être malade ce qui a déjà bien été dit, plutôt que dire des âneries "innovatrices !".

« Le parti communiste révolutionnaire n'existe plus et les forces qui s'étaient battues contre la domination de l'opportunisme stalinien ou bien se maintinrent sur des positions marxistes cohérentes, cherchant de tirer un bilan de cette affreuse vague contre-révolutionnaire - mais se réduisirent en conséquence du point de vue organisatif -, ou bien abandonnèrent le terrain même du marxisme révolutionnaire, retombant d'un côté dans l'anarcho-syndicalisme, de l'autre, comme le courant de Trotsky, adoptant une pratique opportuniste visant à remonter le courant contraire par tous les moyens et avec tous les expédients, s'autodétruisant donc ainsi comme force révolutionnaire.

La trahison des partis de la III<sup>e</sup> Internationale permit au capitalisme de dépasser avec facilité la crise économique de 1929-33. Aux U.S.A., comme dans tous les États européens, toutes les forces politiques s'unirent sur la nécessité de ne pas affaiblir l'économie nationale et non seulement ne se dirigèrent donc pas vers des actions révolutionnaires, mais s'unirent ouvertement contre les actions de défense du pain et du travail qu'entreprenait spontanément le prolétariat. Cela permit à l'État capitaliste de lancer les mesures d' « assistance » et de corruption de la classe ouvrière avec le New Deal américain repris du fascisme, mais qui eurent leur correspondant dans tous les pays d'Europe. Le prolétariat en arrivait à être peu à peu habitué à se considérer non plus comme une classe ayant des intérêts opposés à ceux des autres classes de la société et liée organiquement à l'échelle internationale, mais comme une composante de la nation, du peuple, dont les intérêts généraux devaient passer avant ses propres besoins. D'un côté comme de l'autre des futurs fronts de guerre, ce fut le même drapeau qu'on agita : solidarité naturelle entre les classes, défense nationale, concept de peuple au lieu de celui de classe. C'était le drapeau puant du fascisme et de ses pseudo-syndicats contre les syndicats rouges et les classes traditionnelles.

Il est donc clair que, pendant que dans les pays à régime de dictature ouverte (Allemagne et Italie) aucune action n'était entreprise pour s'opposer valablement aux syndicats étatiques et faire resurgir les syndicats de classe, mais qu'au contraire on dirigeait les énergies prolétariennes vers la lutte populaire contre le fascisme d'après la thèse selon laquelle il ne défendait pas bien les intérêts de toute la nation, dans les pays où se maintenait la dictature masquée de forme démocratique, s'affirma au sein du prolétariat la tradition d'un syndicalisme disposé à tout sacrifier à la défense des institutions et du

régime, prêt à saboter toute grève dans la mesure où elle affaiblit l'économie nationale, prêt à signer, comme en Suisse, une paix éternelle entre le travail et le capital, sur la base des intérêts communs à toutes les classes. En Espagne, en France, en Angleterre, en Suisse, et même en Italie, le processus de formation de ce syndicalisme que le Parti a fort justement dénommé « tricolore » est particulièrement visible.

La différence entre le syndicalisme fasciste et le syndicalisme tricolore ne réside donc pas dans leurs politiques différentes : toutes les deux subordonnent la défense des intérêts économiques immédiats des travailleurs aux exigences de la patrie et de l'économie nationale. La différence, fondamentale, réside dans la forme organisée : dans quelques États capitalistes, dans les plus forts, et dans ceux où la lutte de classe n'a pas atteint des limites critiques, il a été possible à l'État capitaliste de maintenir les formes démocratiques, il a été possible de maintenir des syndicats formellement "libres", formellement à adhésion volontaire de la part des travailleurs même s'ils étaient totalement liés au sort du régime capitaliste et à sa conservation. Cette différence formelle est lourde de sens, étant le résultat d'événements historiques grâce auxquels l'État capitaliste a pu convaincre le prolétariat sans devoir recourir à la manifestation suprême de force qu'il a, quand l'État est contraint à se présenter face aux masses bardé de fer et ouvertement comme l'expression des intérêts des classes dominantes, essayant de combattre les luttes prolétariennes par la violence directe et d'embrigader, nécessité oblige, le prolétariat dans des organismes à caractère forcé et coercitif, c'est-à-dire des syndicats obligatoires ouvertement dépendants de l'État et faisant partie de son appareil.

Le fait que l'État capitaliste ait réussi à soumettre les organismes ouvriers à la défense de ses propres intérêts, de fait et grâce à mille liens, mais qu'il ait pu obtenir ce résultat en maintenant l'organisation formellement libre et volontaire, est un fait négatif et de très grande importance. Il signifie que la bourgeoisie a réussi à corrompre le prolétariat et qu'elle n'a pas eu besoin de détruire ses organismes de classe, mais que ces dernières se sont volontairement soumis, par l'intermédiaire de ses propres chefs opportunistes et par l'influence des catégories ouvrières privilégiées, aux exigences de l'État et du Capital ; cela montre que la classe ouvrière n'a pas eu la force d'empêcher que ses propres structures d'organisation ne tombent entre les mains de l'ennemi de classe et que le prolétariat organisé accepte que ses intérêts économiques soient subordonnés aux intérêts supérieurs de la nation. Ce résultat, essentiel à sa conservation, le capital a réussi à l'obtenir aux lendemains de la défaite de la grande secousse révolutionnaire du Premier après-guerre, non parce qu'il aurait découvert de nouvelles recettes inconnues pour survivre, comme des générations entières d'antimarxistes ont feint de le croire, mais parce que le rapport de forces à l'échelle mondiale lui était devenu favorable, soit à cause de la démoralisation de la classe consécutive aux grandes défaites, soit essentiellement par suite de la destruction du parti de classe révolutionnaire, après la victoire stalinienne en Russie et le passage des partis de la III<sup>e</sup> Internationale, avec armes et bagages, dans le camp des opportunistes. Ces partis, après avoir fait cause commune avec les vieux partis sociaux démocrates de tous les pays, ont travaillé corps à corps avec eux pour étouffer dans l'œuf au sein des masses ouvrières toute velléité de libération, pour mettre dans la tête des prolétaires l'idée qu'il y a un lien nécessaire entre leurs propres intérêts et celui de l'économie, de « leur » nation, de « leur » patrie.

C'est l'effet conjugué de toutes ces entreprises négatives qui a permis à l'État capitaliste de faire pleuvoir sur la classe ouvrière des différents pays les mesures de réforme et d'assistance, d'instituer par leur intermédiaire le minimum nécessaire à la survie des masses prolétariennes des pays

industrialisée et de conforter en eux l'illusion » durement payée par le sang et par l'écrasement des populations coloniales et sous-développées, qu'il était possible de défendre des intérêts économiques de classe en les subordonnant aux intérêts généraux de la nation et de l'État. »

C'est sous l'effet conjoint de ces divers événements, des rapports de classe de ces dernières cinquante années, au détriment très net du prolétariat, qu'a pu être possible l'apparition au niveau mondial, avec la fin des syndicats de classe du premier après-guerre, des syndicats tricolores du Second après-guerre et d'aujourd'hui.

## **LE BILAN DE LA GAUCHE COMMUNISTE SUR LE TERRAIN SYNDICAL DANS L'IMMÉDIAT SECOND APRÈS-GUERRE, SUR LE FIL ROUGE DU MARXISME RÉVOLUTIONNAIRE**

La trajectoire précise de cette évolution est à étudier en se référant à chaque pays capitaliste avancé, de la même façon qu'en général la question syndicale est à affronter, à l'échelle mondiale, en analysant les caractéristiques des syndicats actuels dans chaque pays, ou au moins dans chaque aire géopolitique en laquelle on peut subdiviser la planète, afin de pouvoir parvenir à une solution tactique qui ne peut pas ne pas être diversifiée suivant les situations particulières des différents pays. Une analyse de ce genre, toutefois, est aujourd'hui impossible vu l'exiguïté de nos forces, et il ne peut en être autrement car nous ne pouvons pas nous baser exclusivement sur des matériaux écrits existants, quand il manque la présence directe du Parti dans les différents pays.<sup>5</sup> La tactique d'intervention ne peut en fait qu'être le résultat de l'expérience directe du travail pratique ou tout au moins de la possibilité de vivre directement la situation pour pouvoir en percevoir les caractères fondamentaux qui sont, en plus de la nature et des caractéristiques spécifiques des Organisations syndicales avec lesquelles on doit compter, le comportement des prolétaires à leur égard et leur attitude en général et leur prédisposition à la lutte, que seule la présence physique des militants peut permettre de sentir correctement.

Cependant, cela n'exclut pas le fait qu'il soit possible de délimiter des lignes de force particulièrement valides pour l'ensemble des pays capitalistes développés, lignes qui, si elles ne permettent pas de définir une tactique spécifique valide partout, permettent de mettre en relief les lignes perspectives classiques du marxisme révolutionnaire et permettent en tout cas d'exclure que la dynamique du futur incendie mondial de classe puisse emprunter des voies originales, que l'on ignore, au point de modifier la pratique générale des conflits de classe telle que l'a décrite le marxisme. Ce n'est pas un hasard si notre texte classique « Parti révolutionnaire et action économique » affirme en toutes lettres :

« Au-delà du problème contingent dans tel ou tel pays sur la participation au travail dans des types de syndicats ou bien sur le fait que le parti communiste révolutionnaire doive y rester en dehors, les éléments de la question abordée jusqu'ici amènent à la conclusion que, dans toute perspective pour tout mouvement général révolutionnaire ces facteurs fondamentaux ne peuvent pas ne pas être présents :

- 1) un prolétariat ample et nombreux de purs salariés ;

---

<sup>5</sup> Ce travail est en cours à l'échelle du mouvement ouvrier français et a déjà commencé à être exposé lors de nos réunions générales ; un premier compte rendu en ce numéro à la rubrique « Vie du parti ».

2) un grand mouvement d'associations à contenu économique qui comprend une partie imposante du prolétariat ;

3) un parti de classe révolutionnaire fort dans lequel milite une minorité de travailleurs mais auquel le déroulement de la lutte a permis d'opposer de manière valide et étendue son influence dans le mouvement syndical face à celle de la classe et du pouvoir bourgeois.

Les facteurs qui ont conduit à démontrer la nécessité de chacune et de l'ensemble de ces trois conditions - l'issue de la lutte dépendra de la juste combinaison de ces conditions - proviennent : de l'orientation correcte de la théorie du matérialisme historique qui lie le besoin économique primitif de chacun à la dynamique des grandes révolutions sociales ; de la perspective juste de la révolution prolétarienne vis-à-vis des problèmes de l'économie, de la politique et de l'État ; des enseignements de l'histoire de tous les mouvements associatifs de la classe ouvrière tant dans leurs périodes de domination et dans leurs victoires que dans leurs corruptions et dans leurs défaites.

Les lignes générales de la perspective développée n'excluent pas qu'il puisse y avoir des conjonctures plus diverses dans le cadre de la modification, de la dissolution, de la reconstitution des associations de type syndical, de toutes ces associations qui se présentent dans les différents pays, soit liées aux organisations traditionnelles qui déclarent se fonder sur la méthode de la lutte de classe, soit plus ou moins liées aux diverses méthodes et orientations sociales mêmes conservatrices."

C'est pour cela que le Parti, reconstitué sur des bases correctement marxistes dans l'immédiat second après-guerre, n'eut pas à exposer de nouvelles positions quant à son comportement vis-à-vis des luttes prolétariennes et des organisations économiques, ni à dicter de nouvelles normes. Le problème des rapports entre le parti et la classe prolétarienne, entre lutte révolutionnaire politique de classe et lutte économique immédiate, entre organisme politique révolutionnaire et organisations économiques de défense, entre parti communiste et autres partis et tendances ayant des racines au sein des masses ouvrières, est à considérer comme étant complètement, et définitivement résolu par la tradition marxiste dans un arc de 70 années de luttes et d'expériences mondiales, partant du Manifeste de 1848 pour arriver aux thèses citées du II<sup>o</sup> congrès mondial de 1920 de la III<sup>o</sup> Internationale, aux thèses de Rome en 1922 et à celles de Lyon en 1926.

Il s'agissait, dans l'immédiat après-guerre, de tirer un bilan de la tragédie qui s'était abattue sur le prolétariat mondial aussi au niveau syndical, d'évaluer avec la rigueur marxiste la signification et la nature des organisations syndicales nées depuis la fin du second massacre impérialiste et, une fois réaffirmée la solution classique du marxisme sur le rapport Parti - classe - organismes intermédiaires, dans la perspective de la reprise future du mouvement de classe, que l'on savait ne pouvant avoir lieu dans un futur proche, il fallait indiquer une solution tactique valide pour l'intervention des communistes dans les luttes prolétariennes dans les pays où le Parti avait des effectifs, même extrêmement réduits, en Italie et en France, en Italie en particulier.

Dés 1945, la "Plate-forme politique du Parti" énonça en des termes classiques les tâches des communistes vis-à-vis du mouvement syndical :

« Au premier rang des tâches politiques du parti se trouve le travail dans l'organisation économique des travailleurs pour son développement et son renforcement. On doit combattre le fait, désormais

commun à la politique syndicale tant fasciste que démocratique, d'attirer le syndicat ouvrier parmi les organismes étatiques, avec les différentes formes de sa mise au pas grâce à tout un échafaudage juridique. Le parti aspire à la reconstruction de la Confédération syndicale unitaire, avec une direction autonome par rapport aux bureaux de l'État, agissant avec les méthodes de la lutte de classe et de l'action directe contre le patronat, depuis les revendications locales particulières et catégorielles aux revendications générales de classe.

Dans le syndicat ouvrier, se regroupent des travailleurs appartenant individuellement à divers partis ou à aucun parti ; les communistes n'avancent pas ni ne provoquent la scission des syndicats en invoquant le fait que leurs directions sont conquises ou tenues par d'autres partis, mais proclament de la manière la plus ouverte possible que la fonction syndicale se complète et s'intègre seulement quand la direction des organismes économiques se confond avec le parti de classe du prolétariat. Toute influence différente sur les organisations syndicales prolétariennes non seulement lui enlève son caractère fondamental d'organe révolutionnaire éprouvé par toute l'histoire de la lutte de classe, mais le rend stérile aux buts mêmes de l'amélioration économique immédiate et instrument passif des intérêts du patronat. La solution en Italie à la formation de la centrale syndicale passant par un compromis, non alors entre trois partis prolétariens de masse, qui n'existent pas, mais entre trois groupes hiérarchiques de cliques extraprolétariennes prétendant à la succession du régime fasciste, doit être combattue en invitant les travailleurs à renverser de tels échafaudages opportunistes de contre-révolutionnaires professionnels."

Il est donc clair que la Gauche situe le syndicalisme né de la résistance et de l'« antifascisme » démocratique dans une position antithétique à celle de la période du premier après-guerre et, comme nous le verrons, en identifie la raison dans la tendance de l'impérialisme au monopole des moyens de production et de la force de travail. L'argument est répété à cette période en de nombreux écrits, en particulier dans les « Fils du temps » parus en 1949. Ainsi, en reprenant encore le texte déjà cité "Mouvement ouvrier et Internationales syndicales", nous lisons :

« Les syndicats se regroupent en congrès et conseils dont ils ne peuvent prouver aucun lien avec la classe ouvrière et qui, de toute évidence, montrent que leur présence est justifiée par l'un ou l'autre groupe des gouvernements. Le salut de la classe ouvrière, sa nouvelle ascension historique, après des luttes et des adversités terribles, n'est en rien auprès de tels organismes. » (Battaglia Comunista 21/1949)

Le syndicalisme tricolore était le digne héritier du syndicalisme fasciste, de la même façon que la démocratie « rétablie » par les bombardiers et les canons des alliés n'aurait pu être autre chose que la continuation du réformisme totalitaire fasciste. Ce n'est pas à travers lui qu'aurait pu passer la reprise de classe. Dans cette affirmation, se trouve déjà de façon implicite l'assertion selon laquelle, même si on se place d'un point de vue tactique à son égard, qu'on y travaille à l'intérieur ou à l'extérieur, il est clair que cette position ne pouvait pas être la même que celle prise par les communistes face aux syndicats rouges du premier après-guerre : la tactique à adopter à leur égard ne pouvait être la répétition mécanique de celle du Parti Communiste d'Italie vis-à-vis de la Confédération Générale du Travail (CGL). On aurait dû par la force des choses tenir compte de la différence substantielle entre les deux et surtout de la tendance irréversible de l'État bourgeois à l'assujettissement des centrales syndicales et, dialectiquement, de la tendance de ceux-ci à réclamer l'institutionnalisation formelle et substantielle de leur fonction ; cette dernière tendance apparaîtra avec clarté dans les événements

syndicaux du second après-guerre et passera par des étapes toujours plus décisives en ce sens, la première d'entre toutes étant l'appartenance directe des syndicats aux organes institutionnels préposés au contrôle de l'économie capitaliste, puis la prise en charge de l'organisation financière et des comptes par le patronat, à travers l'introduction de la méthode de l'inscription au syndicat par l'intermédiaire de la délégation aux directions d'entreprise pour le versement des cotisations syndicales, c'est-à-dire la reconnaissance avancée par les derniers gouvernements comme contre-partie active de l'élaboration des programmes économiques des différents ministères visant à détériorer les conditions de vie ouvrière dans l'effort national pour « sortir de la crise » jusqu'à la demande explicite récente formulée envers leurs adhérents qui ont la fonction de délégués syndicaux, sous le prétexte de la « lutte contre le terrorisme » de déclarer explicitement rejeter la violence dans la lutte de classe et jurer sa fidélité inconditionnelle aux « valeurs de la démocratie » et de la Constitution républicaine, dernier pas qui efface jusqu'à la dernière caractéristique formelle de syndicat libre.

Le positionnement net du syndicalisme tricolore dans le camp bourgeois et impérialiste est établi avec une extrême clarté dans le Fil du Temps « Les scissions syndicales en Italie » publié dans Battaglia comunista n° 21 de 1949 (reproduit entièrement en Archives dans ce numéro) :

« Les syndicats fascistes se présentèrent sous de nombreuses étiquettes syndicales, tricolores par opposition aux rouges, blanches et jaunes, mais le monde capitaliste était désormais un monde monopoliste et ils se transformèrent en un syndicat d'État, en un syndicat obligatoire qui encadre les travailleurs dans la structure du régime dominant et détruit en fait et en droit tout autre organisation.

Ce fait important et nouveau de l'époque contemporaine était irréversible ; il est la clef pour comprendre le développement syndical dans tous les grands pays capitalistes. L'Angleterre et l'Amérique parlementaires sont monosyndicales et les hiérarchies des syndicats servent les gouvernements comme en Russie.

La Victoire des Démocraties et le retour en Italie de personnages qui ont été plutôt des distributeurs d'huile de ricin que ceux à qui elle a été administrée n'ont donc pas été une réversion du fascisme, lequel fut beaucoup plus progressiste que les autres (et tu noteras en passant, Tonino, que nous, monomaxistes, etc., plus nous donnons le titre de progressiste à quelqu'un, plus nous désirerions le voir pendu).

Si la situation italienne eut été réversible, c'est-à-dire si la position stupide des partisans d'un second Risorgimento et de la nouvelle lutte pour la Nation et pour l'Indépendance, cheval de bataille des staliniens eux-mêmes, avait eu un quelconque fondement, eh bien, la tactique consistant à créer une confédération unique de rouge, de jaune, de blancs et de noirs, n'aurait pas connu une seule minute d'existence ; et sans l'influence des facteurs de forces historiques, qui, si l'on veut leur donner un nom, prennent celui de Mussolini, les n'auraient pas subi cet ordre bestial contenu dans l'encyclique moscovite de Pâques 1944.

Les scissions successives de la Confédération Italienne Générale du Travail avec le départ des démocrates-chrétiens, puis celui des républicains et des socialistes de droite, même si elles conduisent aujourd'hui à la formation de confédérations différentes et même si la constitution admet la liberté d'organisation syndicale, ces scissions donc n'interrompent pas le processus social d'asservissement du syndicat à l'État bourgeois, et elles ne sont qu'une phase de la lutte capitaliste pour enlever aux

mouvements révolutionnaires de classe future la solide base d'un encadrement syndical ouvrier véritablement autonome.

Dans un pays vaincu et où la bourgeoisie locale se voit privée de l'autonomie de son État, les effets des influences des grands complexes étatiques étrangers qui se taquinent sur ces terres de personne, ne peuvent masquer le fait que même la Confédération qui reste avec les social-communistes de Nenni et de Togliatti n'est pas fondée sur l'autonomie de classe. Ce n'est pas une organisation rouge mais c'est une organisation tricolore cousue sur le modèle mussolinien.

L'histoire de la « renaissance » syndicale de 1944 est là pour le démontrer avec ses rubans tricolores et ses gouttes d'eau lustrale sur les drapeaux ouvriers, avec ses basses consignes d'Union Nationale, de guerre anti-allemande, de nouveau Risorgimento Libéral, avec sa revendication, toujours actuelle, d'un ministère de concorde nationale ; toutes ces directives qui auraient fait vomir un bon organisateur rouge - même s'il était de tendance réformiste pure. »

## **SYNDICATS ROUGES TRADITIONNELS, ANTITHÈSE DES SYNDICATS TRICOLORES**

Quelle est la grande et substantielle différence entre les syndicats rouges de la première période de l'impérialisme, celle du premier après guerre, et ceux d'aujourd'hui ? Les premiers, tout en étant dirigés par l'opportunisme réformiste, étaient des syndicats forgés dans le processus d'organisation progressive du prolétariat comme classe en lutte contre le capitalisme, dans la tentative de dépassement des divisions par usine, territoire et catégorie. Ils avaient surgi dans les premières années du siècle, stimulés par de puissants mouvements de classe, et se reflétaient en eux, en opposition entre elles, avec droit d'organisation autonome, toutes les composantes politiques qui se réclamaient de la classe ouvrière et qui avaient dans cette classe de solides racines. La nature même de l'organisation, fondée sur le principe de la lutte de classes et de l'inconciliabilité des intérêts entre capital et force de travail, ainsi que sur l'indépendance et sur l'autonomie par rapport à l'État faisait tant que même les dirigeants réformistes les plus droitiers n'ont jamais pu la considérer comme un organisme aspirant à s'insérer dans les engrenages institutionnels et d'entreprise de l'économie capitaliste. Les chefs opportunistes étaient contraints alors à se limiter à jouer les pompiers face aux luttes ouvrières pour éviter que l'action anti-capitaliste des masses prolétarienne n'atteigne ses conséquences extrêmes. On ne peut certainement pas dire que l'œuvre du réformisme et sa tendance au collaborationnisme avec le patron et les institutions de l'État fut au fond bien différente. Du point de vue politique, nous voyons mille fois démontré la parfaite continuité historique entre réformisme social démocrate, fascisme et réformisme démocratique stalinien et post-stalinien moderne. Mais l'action du premier, tout en se plaçant dans le sens de la conservation capitaliste, se déroulait à l'intérieur d'une organisation classiste, s'appuyant sur des masses prolétariennes dans lesquelles l'idée de lutte de classe était vive, attisée continuellement par la propagande et par l'action des communistes et des forces qui syndicalement se plaçaient sur le terrain de la juste lutte de classe. La CGL reflétait exactement cette situation et était justement définie comme « rouge » par les communistes eux-mêmes en opposition au syndicalisme blanc et jaune émanant directement du patron ou subventionné par les États capitalistes.

La CGIL unitaire, accouchée en 1945, n'a plus rien à voir avec ces caractéristiques, si ce n'est la forme organisationnelle. Au lieu d'être une organisation de classe contrôlée par l'opportunisme, c'est un syndicat mis sur pied par un bloc de forces politiquement bourgeois et des partis soi-disant



« ouvriers », le tout sous l'égide de l'impérialisme américain et la bénédiction de l'Église. Il suffit de constater cette entente et son patronage, qui aurait été impossible si s'était maintenu les caractéristiques de l'organisation du premier après guerre, pour en constater le caractère ouvertement bourgeois et, comme il est affirmé dans le Fil du Temps cité, la scission de la CGIL des forces syndicales inspirées par les partis bourgeois et ouvertement opportunistes, ne changera rien. Ce qui guidera la logique de ces scissions, ce ne sera pas des considérations de classe, mais les oppositions inter-impérialistes des nations sorties victorieuses du massacre qui venait de se terminer.

Cette différence profonde se reflète aussi dans les statuts des deux confédérations. Confrontons en brièvement les passages les plus significatifs<sup>6</sup> :

Extrait du statut de la CGL du 10-12-1924 :

« Article 1 : Se constitue en Italie la Confédération Générale du Travail (CGL) pour organiser et discipliner la lutte de la classe laborieuse contre l'exploitation capitaliste de la production et du travail ; et pour développer dans la classe elle-même les capacités morales, techniques et politiques qui doivent la porter au gouvernement de la production socialement ordonnée et à l'administration des intérêts publics généraux. »

Fin de l'article 31 : « La CGL organise le mouvement prolétarien sur le terrain de la résistance, de façon à ce qu'aux luttes de catégorie se substituent toujours plus les luttes d'ensemble tendant à élever le niveau de vie de toute la classe laborieuse et à lui donner la conviction que toute amélioration obtenue au niveau du salaire et moyennant la lutte de catégorie, à longue échéance, est destinée à devenir vaine là où la classe laborieuse n'avance pas dans une action des plus étroites contre le pouvoir politique et économique, dans le sens de la transformation radicale de l'institution de la propriété privée. »

Au delà des considérations que l'on peut faire du point de vue théorique marxiste sur la tendance implicite à l'éducationnisme technicien comme prémisses à la conquête du pouvoir politique, - mais on ne peut oublier que l'on a affaire au statut d'un syndicat, et non au programme politique d'un parti, il est évident que la finalité de l'organisation est de réunir les luttes au dessus des catégories dans une bataille déclarée contre l'oppression capitaliste, vers l'émancipation complète de la classe laborieuse du travail salarié. Voici au contraire la perle du statut de la CGIL de 1965 :

« La CGIL met à la base de son programme et de son action la constitution de la république italienne et en poursuit l'application intégrale particulièrement en ce qui concerne les droits qui y sont proclamés et les réformes économiques et sociales qui y sont inscrites. La CGIL considère la paix entre les peuples comme le bien suprême de l'humanité et la condition indispensable du progrès civil, économique et social. »

C'est le statut d'un syndicat qui se considère désormais de manière irréversible partie intégrante de la société à laquelle il appartient et du régime politique qui la défend, et donc disposé à sacrifier tout intérêt, y compris celui de la classe qu'il prétend représenter officiellement, à la défense des institutions étatiques et de l'économie nationale, ce par tous les moyens. C'est ce que nous avons défini comme étant un syndicat du régime, c'est-à-dire un syndicat qui représente la voix et l'idéologie de la classe dominante au sein des masses ouvrières. Pas encore un syndicat d'État, mais seulement formellement et avec tous les présupposés programmatiques pour le devenir aussi

<sup>6</sup> Cette confrontation a été effectuée pour la CGT française dans notre revue n°3, 1983, p56.

juridiquement.

Dans l'étude sur les syndicats fascistes parue dans notre revue théorique en langue italienne, *Comunismo*<sup>7</sup>, nous avons justement mis en évidence cette continuité, juridique aussi, entre syndicalisme fasciste et syndicalisme tricolore démocratique, en ce sens que, tant dans la juridiction fasciste que dans celle démocratique, le syndicat est décrit comme un « organe indirect » de l'État, à savoir une organisation qui développe une activité objective d'appui et de revitalisation des institutions étatiques même s'il n'appartient pas organiquement à l'État, n'étant pas un organe en tant que tel de l'État, comme par exemple l'étaient les corporations.

Ce résultat correspond à la dynamique même de l'impérialisme et est désormais une donnée de fait caractéristique de toutes les nations, même s'il présente des aspects formels différents suivant les pays.

## LA DYNAMIQUE DE LA LUTTE SYNDICALE À L'ÉPOQUE DE L'IMPÉRIALISME

Reprenons de nouveau de larges passages du rapport de 1977 : « Bases d'action du Parti .... » :

« Qu'y a-t-il de changé dans la dynamique syndicale de l'époque impérialiste ? L'époque impérialiste se distingue par la concentration extrême de la production et du capital financier, mais aussi par une ingérence intensifiée de l'État dans tous les aspects de la vie économique et sociale. Non seulement l'État se manifeste toujours plus comme le « comité d'administration de la classe dominante », son appareil de domination, la concentration de sa force armée contre le prolétariat, mais il devient aussi le garant de l'économie capitaliste obéissant toujours plus aux nécessités de son fonctionnement et s'engageant au premier plan dans la gestion du mécanisme productif de l'économie capitaliste.

Cette accentuation des fonctions de l'État se reflète nécessairement aussi sur les organismes prolétariens : ils ne sont laissés libres de se développer que s'ils ne s'inscrivent pas dans une perspective révolutionnaire, et ils sont mis sous contrôle dans leurs actions revendicatives et économiques. La classe bourgeoise n'a pas oublié la leçon de 1917-1926, quand les syndicats ouvriers, bien qu'ils fussent dirigés par des opportunistes et des réformistes déclarés, avaient été sur le point de déchaîner la lutte révolutionnaire entre les classes, et d'être conquis à l'orientation du parti de classe.

Comme nous l'avons vu, les thèses de l'Internationale notaient déjà cette situation et indiquaient que « la lutte économique, à l'époque impérialiste, se transforme en lutte politique révolutionnaire beaucoup plus rapidement qu'à l'époque précédente de développement pacifique du capitalisme. »

**A l'époque impérialiste, le capitalisme ne peut plus permettre le libre déroulement de la lutte économique, ni de l'organisation ouvrière, car il a tiré de l'expérience historique que l'apparition de luttes économiques généralisées en présence d'un cycle critique de l'économie capitaliste peut déboucher dangereusement, dans la lutte politique, en assaut au pouvoir politique** : la lutte des prolétaires sur le terrain économique, du fait des conditions dans lesquelles elle se déroule, est beaucoup plus facilement susceptible d'être influencée par l'orientation du parti

<sup>7</sup> *Comunismo* n°4 de 1980 et 6 de 1981, sous le titre : « La logique du syndicalisme fasciste et du syndicalisme tricolore : la défense du capital ».

révolutionnaire.

Se tirant de justesse du danger révolutionnaire en 1919-1926, l'État capitaliste ne permettra plus aucun libre développement des conflits sociaux, car il sait bien que ce « libre développement » peut produire des effets désastreux pour la conservation du régime. Il n'abolit certes pas l'organisation économique ouvrière, mais il s'efforce par tous les moyens de la contrôler et d'en soumettre l'action à des limites bien précises, de se la lier, de la lier à ses buts par mille fils et d'en faire un de ses appendices pour arriver, aux moments critiques de la lutte de classe, à la transformer ouvertement en un engrenage de la machine étatique. Ce résultat, à savoir la possibilité de contrôler le mouvement ouvrier économique dans les moments inévitables du krach productif et de la crise économique, est essentiel pour la survie du régime capitaliste, car c'est le seul élément qui peut empêcher le passage de la crise économique à la crise sociale et politique.

Le capitalisme de l'époque impérialiste tente, du fait de l'aiguïsement de ses contradictions internes, de contrôler à l'échelle mondiale le développement anarchique du processus économique et productif d'où proviennent les tensions sociales croissantes. C'est pour cela que l'État ressent la nécessité du contrôle direct sur les syndicats ouvriers, ce qui est une preuve de faiblesse extrême et de vulnérabilité du capitalisme dans la phase impérialiste. Contrôle qui peut revêtir diverses formes, dont la plus adéquate et la plus parfaite est celle de l'insertion du syndicat ouvrier dans les structures étatiques, par le moyen duquel l'État cherche à rendre compatible le niveau des salaires avec le profit, le coût du travail avec le rendement économique, et tolérables pour le système capitaliste les oppositions non éliminables entre les besoins des salariés et ceux des entreprises ; brièvement, l'État œuvre à régler les rapports entre ouvriers et patrons dans le cadre de la conservation du régime. C'est ainsi que le syndicat libre devient forcé ; d'organe de la classe ouvrière, il se transforme en organe de l'État bourgeois, de la défense des prolétaires, il passe à la défense de l'économie nationale.

En effet, l'époque impérialiste se caractérise par cette nécessité : ou le mouvement ouvrier se soumet aux intérêts de la nation, ou bien il devient objectivement et matériellement révolutionnaire. Un syndicalisme de classe n'est possible que dans la mesure où il se retourne contre les bases mêmes de la survie du régime ou, mieux, les abat inévitablement. L'explication de cela se trouve déjà dans les thèses de l'Internationale communiste : l'impossibilité pour le capitalisme de réorganiser l'économie après la guerre si ce n'est en écrasant le mouvement ouvrier.

Le capitalisme international, alors, n'aurait pu sortir de sa crise et n'aurait pu réorganiser son économie sans écraser les luttes économiques et sociales du prolétariat ; il ne pouvait dans les faits se permettre de maintenir les conditions économiques du prolétariat au niveau d'avant guerre.

En conséquence, les luttes économiques prolétariennes assumaient un aspect objectivement révolutionnaire et étaient la base de mobilisation du parti.

La lutte économique du prolétariat ne pouvait rester sur un terrain neutre de conflit entre prolétaires et bourgeois, car elle heurtait les bases mêmes du régime, et devenait par conséquent lutte contre l'État.

Les syndicats de classe ou bien auraient dû limiter la défense des conditions de vie au cadre des nécessités bourgeoises, ou bien auraient dû devenir des syndicats rouges dirigés dans le sens de l'attaque révolutionnaire.

A l'époque impérialiste, se modifient jusqu'aux bases mêmes de l'action syndicale qui, en périodes critiques, en arrivent rapidement à la lutte insurrectionnelle ou au sacrifice total des conditions ouvrières.

**Mais cela signifie aussi qu'un syndicat dirigé par un quelconque parti qui n'est pas le parti révolutionnaire de classe, ne peut en ces périodes critiques conduire la lutte économique de manière conséquente**, chose qui était au contraire possible du temps du développement « pacifique » du capital. A cette époque, les luttes économiques du prolétariat pouvaient aussi s'opposer à la lute révolutionnaire, comme elles le peuvent aujourd'hui en des moments non critiques, mais à l'époque impérialiste, le lien est plus étroit.

De cela découlent la valeur et l'immense importance assumées par les mouvements élémentaires du prolétariat tendant à défendre le pain et le travail. Bien loin d'en nier la valeur essentielle, à savoir le fait qu'ils passent facilement sur le terrain politique, le parti en souligne au contraire la nécessité. C'est justement cette situation qui place le parti de classe sur le terrain de la défense prolétarienne, alors qu'elle place contre elle, contre cette existence élémentaire des ouvriers, tous les partis de la bourgeoisie et toutes ses forces étatiques. Toutes les forces de la conservation sociale sont prêtes à empêcher la manifestation libre et ouverte de la lutte économique, à maintenir toutes les entraves légales qui la caractérisent aujourd'hui. Il n'y a que les forces du parti à se situer résolument dans le soutien au libre élan des luttes ouvrières. Le capitalisme ne permettra plus le resurgissement de syndicats libres ; ni ne favorisera à plus forte raison leur manifestation comme dans l'époque précédente. C'est pour cela qu'est close l'époque où il pouvait permettre l'organisation libre des ouvriers et tenter de concurrencer la révolution sur le terrain syndical. »

De cette dynamique syndicale de l'époque impérialiste, quelques pseudo-révolutionnaires plus ou moins partisans du fusil<sup>8</sup> en déduisent qu'est terminé le temps des revendications syndicales et des organismes ouvriers de défense, et que rien ne peut être conçu désormais en termes de « lutte contre le système », qui ne soit pas immédiatement et délicieusement politique, dénonçant les luttes de défense économique comme « arriérées », « internes au système », quand ce n'est pas carrément « réactionnaires » ou « corporatives », rejoignant par ce jugement les opportunistes officiels. D'autres, qui prétendent même se réclamer – de moins en moins – de la Gauche communiste (et de plus en plus ouvertement, parmi les résidus, de « l'action », du « mouvement », de la fascinante et vertigineuse immédiateté petite-bourgeoise louée par Kautsky et tant dénoncée par le communisme), ceux-là en déduisent que le resurgissement d'organismes intermédiaires entre le parti et la classe pourra se représenter selon un processus original – eux, par contre ne le sont guère ! –, non prévu dans nos corps de thèses, par lequel ces organismes pourront aussi avoir des contenus immédiatement politiques (tiens, tiens ...), sautant la phase économique. Une telle conception met automatiquement celui qui la soutient hors du camp du marxisme révolutionnaire et du matérialisme historique, et le ramène à l'idéalisme, pour lequel les hommes seraient poussés à agir non pas d'après les conditions économiques immédiates, mais d'après des concepts idéologiques et politiques au mieux acquis sur le terrain de la lutte de classe.

La constatation qu'en régime impérialiste la défense conséquente des intérêts économiques de classe pose de manière drastique et catégorique l'incompatibilité entre les exigences les plus élémentaires de vie du prolétariat et la stabilité du système capitaliste et assume donc immédiatement

8 Voir à ce sujet le numéro 3 de 1982 de notre revue : « Terrorisme petit bourgeois et communisme de gauche ».

un contenu éversif intolérable pour les institutions bourgeoises, cette constatation amène, au contraire, à mieux confirmer que les futures organisations de classe ne pourront tirer leurs origines que de la bataille pour la défense désespérée des exigences de vie et de travail des masses ouvrières, et ne pourront donc qu'avoir un contenu immédiat essentiellement économique.

Cette coalition des forces qui, d'une manière ou d'une autre, nient la validité marxiste de la perspective du resurgissement des organismes économiques immédiats de classe, rend plus difficile la reconstitution d'un réseau organisationnel économique de classe et lui tend mille pièges, mais rend dans le même temps nets et insubstituables le travail et l'orientation du Parti en ce sens. Il n'est pas rien de constater que, face à toutes les organisations qui sous diverses étiquettes prétendent se réclamer de la Gauche communiste, nous nous distinguons aussi, nettement, en cela : nous sommes restés les seuls à défendre la perspective de la renaissance des organisations économiques classistes.

Sur ces questions, il est important de mettre en relief l'analyse faite par **Trotsky dans son texte : « Les syndicats à l'époque de la décadence de l'impérialisme »**<sup>9</sup>, qui, même si elle fut écrite dans une période où ses positions politiques divergeaient toujours plus des nôtres, ressort être identique à celle faite par la Gauche, et est donc à considérer comme un point de repère fondamental pour la compréhension de la dynamique syndicale qui caractérisera la future reprise du mouvement de classe .

**« Il y a un aspect commun dans le développement, plus exactement, dans la dégénérescence des organisations syndicales modernes dans le monde entier : c'est leur rapprochement et leur fusion avec le pouvoir d'État .**

*Ce processus est également caractéristique pour les syndicats neutres, sociaux démocrates, communistes et anarchistes. Ce fait seul indique que la tendance à fusionner avec l'État n'est pas inhérente à telle ou telle doctrine, mais résulte des conditions sociales communes à tous les syndicats.*

*Le capitalisme monopolisateur n'est pas basé sur la concurrence et sur l'initiative privée, mais sur un commandement central. Les cliques capitalistes, à la tête de trusts puissants, des syndicats, des consortiums bancaires, etc..., contrôlent la vie économique de la même hauteur que le fait le pouvoir d'État, et à chaque instant elles ont recours à la collaboration de ce dernier. A leur tour, les syndicats, dans les branches les plus importantes de l'industrie, se trouvent privés de la possibilité de profiter de la concurrence entre les divers entreprises. Ils doivent affronter un adversaire capitaliste centralisé, intimement lié au pouvoir de l'État. De là découle pour les syndicats, dans la mesure où ils restent sur des positions réformistes – c'est-à-dire sur des positions basées sur l'adaptation à la propriété privée – la nécessité de s'adapter à l'État capitaliste et de lutter pour la coopération avec lui. Aux yeux de la bureaucratie du mouvement syndical, la tâche essentielle consiste à libérer l'État de l'emprise capitaliste en affaiblissant sa dépendance envers les trusts et en l'attirant de leur côté. Cette position est en complète harmonie avec la position sociale de l'aristocratie et de la bureaucratie ouvrière, qui combattent pour obtenir quelques miettes dans le partage des surprofits du capitalisme impérialiste.*

---

9 Ce texte sous formes de notes fut trouvé en août 1940 sur le bureau de Trotsky, au Mexique, après son assassinat ; texte reproduit pour l'essentiel en italien dans Battaglia comunista n°7 de 1945 et sur le site : [http://classiques.uqac.ca/classiques/trotsky\\_leon/syndicats\\_epoque\\_decadence/syndicats\\_epoque\\_decadence\\_texte.html](http://classiques.uqac.ca/classiques/trotsky_leon/syndicats_epoque_decadence/syndicats_epoque_decadence_texte.html)

Dans leurs discours, les bureaucrates ouvriers font tout leur possible pour essayer de prouver à l'État "démocratique" **combien ils sont convenables et indispensables en temps de paix et spécialement en temps de guerre. Par la transformation des syndicats en organes d'État, le fascisme n'invente rien de nouveau, il ne fait que pousser à leurs ultimes conséquences toutes les tendances inhérentes à l'impérialisme.** (...)

De ce qui précède, il semble facile à première vue de tirer la conclusion que les syndicats renoncent à être des syndicats dans l'époque impérialiste. **Ils ne laissent presque plus de place à la démocratie ouvrière** qui, dans les bons vieux jours, quand le libre échange dominait sur l'arène économique, constituait le contenu même de la vie intérieure des organisations ouvrières. En l'absence de démocratie ouvrière, il ne peut y avoir une lutte libre pour exercer une influence sur les membres des syndicats. Et de ce fait, l'arène principale du travail révolutionnaire au sein des syndicats disparaît. **Cependant, une telle position serait fondamentalement fausse.** Nous ne pouvons pas choisir le champ et les conditions de notre activité pour suivre nos seuls désirs et aversions. C'est infiniment plus difficile de lutter pour influencer la masse ouvrière dans un État totalitaire ou semi-totalitaire que dans une démocratie ; cela s'applique également aux syndicats dans toute la destinée reflète l'évolution des États capitalistes. Mais nous ne pouvons pas renoncer à l'effort d'acquérir de l'influence sur les ouvriers en Allemagne simplement parce que le régime totalitaire y rend un tel travail extrêmement difficile.

Pour la même raison, nous ne pouvons renoncer à la lutte dans les organisations du travail obligatoire, créées par le fascisme. **A plus forte raison, nous ne pouvons pas renoncer à un travail systématique au sein des syndicats d'un type totalitaire ou semi-totalitaire, simplement parce qu'ils dépendent directement ou indirectement de l'État ouvrier ou parce que la bureaucratie prive les révolutionnaires de la possibilité de travailler librement dans ces syndicats.** Il est nécessaire de conduire la lutte sous toutes ces conditions concrètes, qui ont été créées par le développement précédent, y compris les fautes de la classe ouvrière et les crimes de ses chefs. Dans les pays fascistes et semi-fascistes, il est impossible d'exécuter un travail révolutionnaire qui ne soit pas caché, illégal, conspirateur. Dans les syndicats totalitaires, il est impossible ou presque impossible d'exécuter un travail autre qu'un travail conspirateur. Il est nécessaire de nous adapter nous-mêmes aux conditions concrètes existant dans les syndicats de chaque pays, afin de mobiliser les masses non seulement contre la bourgeoisie, mais aussi contre le régime totalitaire régnant dans les syndicats eux-mêmes et contre les leaders qui renforcent ce régime. **Le premier mot d'ordre pour cette lutte est : "complète ou inconditionnelle indépendance des syndicats vis-à-vis de l'État capitaliste". Ceci signifie : lutte pour transformer les syndicats en organes des masses exploitées et non en organes d'une aristocratie ouvrière.**

**Le second mot d'ordre est : "démocratie dans les syndicats".** Ce second mot d'ordre découle directement du premier et présuppose pour sa réalisation, la complète liberté des syndicats vis-à-vis de l'État impérialiste ou colonial.

En d'autres mots, à l'époque actuelle, les syndicats ne peuvent pas être de simples organes de la démocratie comme à l'époque du capitalisme libre échangiste, et ils ne peuvent pas rester plus longtemps politiquement neutres, c'est-à-dire se limiter à la défense des intérêts journaliers de la classe ouvrière. Ils ne peuvent pas être plus longtemps anarchistes, c'est-à-dire ignorer l'influence décisive de l'État sur la vie des peuples et des classes.

*Ils ne peuvent pas être plus longtemps réformistes, parce que les conditions objectives ne permettent plus de réformes sérieuses et durables. Les syndicats de notre époque peuvent ou bien servir comme instruments secondaires du capitalisme impérialiste pour subordonner et discipliner les travailleurs et empêcher la révolution, ou bien au contraire devenir les instruments du mouvement révolutionnaire du prolétariat.*

*La neutralité des syndicats est complètement et irrémédiablement chose passée et morte avec la libre "démocratie" bourgeoise.*

*De ce qui précède, il découle clairement qu'en dépit de la dégénérescence continue des syndicats, et de leur intégration progressive dans l'État impérialiste, **le travail au sein des syndicats non seulement n'a rien perdu de son importance**, mais reste comme auparavant et devient dans un certain sens même révolutionnaire. L'enjeu de ce travail reste essentiellement la lutte pour influencer la classe ouvrière. Chaque organisation, chaque parti, chaque fraction qui se permet une position ultimatisante<sup>10</sup> à l'égard des syndicats, c'est-à-dire qui en fait tourne le dos à la classe ouvrière, simplement parce que ses organisations ne lui plaisent pas, est condamnée à périr. Et il faut dire qu'elle mérite son sort. (...)*

*Le capitalisme monopolisateur est de moins en moins prêt à se réconcilier avec l'indépendance des syndicats. Il réclame de la bureaucratie réformatrice et de l'aristocratie ouvrière, qui ramassent les miettes de sa table, qu'elles soient toutes les deux transformées **en sa police politique aux yeux de la classe ouvrière**. Si cela ne se réalise pas, la bureaucratie ouvrière est supprimée et remplacée par les fascistes. Alors tous les efforts de l'aristocratie ouvrière, au service de l'impérialisme, ne peuvent la sauver longtemps de sa destruction.*

*L'intensification des contradictions de classe dans chaque pays et des antagonismes entre les nations, produit une situation dans laquelle le capitalisme impérialiste ne peut tolérer (c'est-à-dire à un certain moment) une bureaucratie réformatrice que si cette dernière agit directement comme actionnaire, petite mais active, dans les entreprises impérialistes, dans leurs plans et leurs programmes, au sein même du pays aussi bien que sur l'arène mondiale. **Le social-réformisme doit être transformé en social-impérialisme, dans le but de lui prolonger l'existence et rien de plus**. Car en suivant cette voie il n'y a en général aucune issue. (...)* »

Nous reviendrons à la fin de notre étude sur les aspects tactiques et stratégiques que Trotsky trace dans son article. Nous n'avons au contraire rien à modifier à son analyse qui va dans le même sens que ce qu'écrivait la Gauche dans l'immédiat après-guerre.

## **LA TACTIQUE DU PARTI DANS LES PREMIÈRES VINGT ANNÉES DU SECOND APRÈS-GUERRE**

Après avoir affirmé que la tendance à l'intégration du syndicat dans l'État bourgeois est un processus irréversible, ce n'est pas pour autant que la Gauche, comme du reste aussi Trotsky, nie la nécessité du travail des communistes à l'intérieur du syndicat, en particulier, – pour revenir à la situation réelle que nous examinons ici, c'est à dire le second après guerre italien – la nécessité de travailler à l'intérieur de la CGIL, née en tant qu'émanation du CLN<sup>11</sup> et puis tour à tour abandonnée

<sup>10</sup> Les ultimatisants étaient un groupe au sein des Bolchevicks, « gauchiste » par rapport à Lénine en 1907

<sup>11</sup> Comité de Libération National regroupant tous les partis anti fascistes (gouvernement provisoire sous l'occupation

par les démocrates chrétiens, les social-démocrates et les républicains pour des raisons d'oppositions sur la scène mondiale des blocs impérialistes, qui se reflétaient dans les composantes politiques de la Confédération unitaire, malgré l'autonomie sans cesse proclamée.

La Gauche, comme point cardinal de toute action tactique sur le terrain syndical, a toujours affirmé la nécessité pour les communistes de ne jamais se séparer du reste de la masse des travailleurs. En d'autres termes, face à la question du travail dans les syndicats existants, elle n'a jamais été scissionniste par principe.

La Gauche a, par exemple, combattu âprement la propension typique des Kapdistes du premier après guerre à se séparer des syndicats existants pour donner vie à de nouvelles organisations de classe en créant de minuscules syndicats « révolutionnaires » contrôlés par le Parti, constitués en fait uniquement de communistes ou d'ouvriers fortement politisés dans un sens « révolutionnaire ». Cette attitude aurait signifié l'isolement des communistes du reste des travailleurs, c'est à dire la réalisation du contraire de ce que les communistes se doivent de reproposer sans cesse.

Il ne suffit donc pas d'individualiser les tendances historiques de la forme syndicat et de vérifier que ces dernières sont attribuables à l'organisation en question pour savoir si l'on peut ou non y travailler. Il ne suffit pas de déduire la tactique de la nature politique de cet organisme, mais il faut surtout se référer à l'attitude des ouvriers envers celui-ci. En tant que matérialistes, nous ne pouvons attribuer aux travailleurs inscrits à un syndicat la conscience de ce que cet organisme représente pour nous. Si les travailleurs ou même une grande partie de ceux-ci, la partie la plus combative, voit dans ce syndicat son représentant, la seule voie pour sa défense, et lutte pour lui et avec lui, notre lieu de bataille ne peut être que dans ce syndicat. La tendance des masses ouvrières les plus combatives dans l'Italie de l'après guerre était précisément celle-ci et le Parti décida de militer dans la CGIL. Il le fit toutefois non sans se poser le problème du futur développement de la véritable lutte de classe libérée de l'influence de l'opportunisme, futur qui ne pouvait alors être vu que comme très éloigné dans le temps. Il se posa la question de façon extrêmement synthétique **en 1951**<sup>12</sup> :

« (...) La situation syndicale d'aujourd'hui diffère de celle de 1921 non seulement par l'absence d'un Parti communiste fort, mais par la progressive élimination du contenu de l'action syndicale avec le remplacement par des fonctions bureaucratiques de l'action de base : des assemblées, des élections, des fractions de partis dans les syndicats, et ainsi de suite, des fonctionnaires de métier aux chefs élus, etc.... Cette élimination défendue pour son intérêt par la classe capitaliste montre sur la même ligne historique les facteurs : corporatisme fasciste, syndicalisme type Di Vittorio<sup>13</sup> ou Pastore<sup>14</sup>.

**Ce processus ne peut être déclaré irréversible.** Si l'offensive capitaliste est affrontée par un Parti communiste fort, si le prolétariat se soustrait à la tactique [syndicaliste] CLN, s'il se soustrait à l'influence de l'actuelle politique russe, au moment X ou dans un pays X, **les syndicats classistes peuvent resurgir ou ex-novo, ou de la conquête, peut-être par la force** [conquista a legnate], **des syndicats actuels. Ceci n'est pas historiquement à exclure.** Ces syndicats se formeraient certainement dans une situation avancée ou de conquête du pouvoir. La différence entre les deux

américaine)

12 Dans la correspondance du parti sur la question syndicale :

<https://www.international-communist-party.org/Italiano/Qsindaca/Lettere1951QS.htm>.

13 Giuseppe Di Vittorio, membre du PCI, fut secrétaire de la CGIL de 1945 à 1957

14 Giulio Pastore, membre de la démocratie chrétienne, fut le premier secrétaire général des associations chrétiennes des travailleurs en 1944.



situations rend secondaire celle entre la direction D'Aragona<sup>15</sup> qui n'exclut pas notre action de fraction dans la CGL et celle de Di Vittorio. (...)

Étant donné que la force du Parti est limitée, et jusqu'à ce que sa force soit beaucoup plus grande, ce dont on ne sait pas si ce sera avant ou après la résurgence d'organisations de classe non politiques avec des grands effectifs, le Parti ne peut pas et ne doit pas proclamer un boycott des syndicats, des organes de l'entreprise et des agitations des travailleurs ; ni proclamer être présent toujours et partout aux élections d'entreprise, de syndicat, etc... avec ses listes propres ; ni utiliser dans les agitations ouvertes, là où il y a une prévalence locale des forces, le mot de boycott appelant à ne pas voter, à ne pas adhérer au syndicat, à ne pas faire grève ou similaire.

Au sens positif : dans la majorité des cas, abstention pratique et non boycott.

Dans les cas particuliers, d'un bon rapport de forces, jamais le mot de **boycott**, une décision éventuelle soit de se désintéresser de présenter des listes, soit leur présentation, selon les conséquences pratiques prévisibles, en tout cas avec un travail de diffusion de nos principes par le biais du groupe d'usine de membres émanant du Parti, subordonné à lui.

Il est nécessaire de faire la propagande de l'histoire syndicale, notamment en expliquant la tactique de l'Internationale communiste et du Parti communiste italien dans la phase favorable de l'après-guerre, les thèses de Moscou, de Rome, etc., l'histoire de la fraction syndicale communiste de la C.G.L., du syndicat des cheminots, etc. Principe : sans corps intermédiaires ouvriers entre le parti et la classe, il n'y a pas de possibilité révolutionnaire ; le parti n'abandonne pas ces corps simplement parce qu'il est minoritaire. Encore moins soumet-il ses principes ou ses directives à la volonté de ces majorités sous prétexte qu'elles sont "ouvrières". Cela vaut aussi pour les Soviets (voir Lénine, Zinoviev, etc.). »

Il est important de suivre avec rigueur ce que cet extrait soutient et de lire attentivement les passages qui à première vue pourraient sembler contradictoires. En effet, il commence par traiter de la différence substantielle existant entre l'organisation syndicale des années 1921 et celle des années 1951, différence caractérisée « par la progressive élimination du contenu de l'action syndicale avec le remplacement par des fonctions bureaucratiques de l'action de base ». Plus de chefs ouvriers librement élus et révocables n'importe quand, mais des « fonctionnaires de métier », auxquels le pouvoir central et les partis de la coalition CLN donnaient le droit de représenter officiellement les intérêts des travailleurs. Mais « ce processus ne peut être déclaré irréversible ». Seul le retour du prolétariat à la lutte de classe anti capitaliste et anti opportuniste, sous l'influence du parti révolutionnaire, pouvait inverser la tendance qui, comme nous l'avons vu, est irréversible du point de vue de la centralisation impérialiste. Étant données les prémisses de cette inversion de tendance, la résurgence de syndicats classistes n'était donc pas historiquement à exclure. En sachant que par syndicats classistes nous n'entendons pas une organisation économique nécessairement contrôlée par le Parti, mais un organisme dans lequel existe la pleine liberté d'action et de mouvement pour une fraction organisée en son sein. La résurgence de ceux-ci était donc liée à la reprise de la lutte de classe et n'aurait pu survenir que « dans une situation avancée » ou directement « de conquête du pouvoir ». La dynamique des événements et non les manœuvres volontaristes a priori aurait ensuite dénoué l'alternative, le fameux dilemme d'une conquête par l'intermédiaire soit des syndicats actuels « peut-

---

15 Ludovico D'Aragona fut dirigeant de la CGL de 1918 à 1925 et du PSI puis ministre du travail en 1946.

être par la force », soit de la « renaissance ex-novo ».

Ayant posé l'alternative en ces termes, le Parti ne pouvait certes pas assumer une attitude d'attente prudente, dans l'espoir que les événements dénouassent le nœud, et il décida de prendre la voie de « la conquête par la force » et de s'organiser là où ses très faibles effectifs ouvriers le permettaient, en fraction à l'intérieur de la CGIL. C'est dans ce sens qu'il faut comprendre la dernière expression : « la différence entre les deux situations (celle de 21 et celle de 51) rend secondaire celle entre la direction d'Aragona qui n'exclut pas notre action de fraction dans la CGL, et celle de Di Vittorio ». Ceci, comme nous l'avons dit, pourrait apparaître en contradiction avec l'affirmation initiale d'une différence nette entre les deux organisations syndicales du premier et du second après guerre. Mais la question est vue dans un sens dialectique, dans le sens précisément de la réversibilité du processus par le mouvement de classe, processus que le Parti aurait **dû et pu** favoriser (remarquons l'expression « s'il se soustrait... ») en s'orientant vers la conquête du syndicat existant.

Si la tendance irréversible du capitalisme est celle d'emprisonner le prolétariat dans les syndicats de régime ou dans ceux d'État, la tendance irréversible du prolétariat est celle de reconstituer ses organisations de bataille, les syndicats de classe. Déjà dans **la « Plate-forme politique » de 1945, le Parti reconnaissait au point 12<sup>16</sup>** que :

« On doit combattre le critère désormais commun à la politique autant fasciste que démocratique qui veut attirer le syndicat ouvrier dans les organes étatiques, sous les formes variées de son assujettissement par des systèmes juridiques. Le Parti aspire à la reconstruction de la Confédération syndicale unitaire indépendante de la direction des bureaux de l'État, agissant avec les méthodes de la lutte de classe et de l'action directe contre le patronat pour de simples revendications locales et de catégories jusqu'à celle générales et de classe. »

La Gauche, dans l'immédiat après guerre n'a donc aucun doute sur la nature de la GGIL « cousue sur le modèle mussolinien » et la tactique, consistant à militer dans ses rangs avec la perspective de lutter contre les dirigeants opportunistes, ne s'appuie certes pas sur la considération qu'il s'agit d'un syndicat classiste contrôlé par l'opportunisme. La nature de ce syndicat ayant été posée et déduite selon la méthode marxiste de l'histoire, le Parti reconstitué sur des bases révolutionnaires précises et correctes ne peut éluder l'attitude à tenir lors de ses confrontations avec ce dernier et, en général, lors de confrontations avec des organisations analogues.

Dans les « Thèses caractéristiques » de 1951, année au cours de laquelle le Parti dépasse de nombreuses hésitations et une certaine confusion qui s'est exprimée dans les années suivant l'après guerre sur ce point, après avoir affirmé, comme tous les corps de thèses successifs le répéteront, que :

« Le Parti en phase de reprise ne se renforcera pas de façon autonome si ne resurgit pas une forme d'associationnisme économique syndicale des masses »,

et on ajoute :

« Le syndicat (...) est l'objet de l'intérêt du Parti qui ne renonce pas volontairement à travailler en son sein, se distinguant nettement de tous les autres regroupements politiques. Le Parti reconnaît qu'aujourd'hui il peut, seulement de façon sporadique, faire œuvre de travail syndical et à partir du

---

16 <https://www.international-communist-party.org/BasicTexts/Francais/45Platef.htm>

moment où le rapport numérique concret de ses membres, les sympathisants et les organisés dans un corps syndical donné, est appréciable et cet organisme est tel qu'il n'a pas exclu l'ultime possibilité d'activité virtuelle et statutaire autonome classiste, le Parti s'exercera à la pénétration, tentera la conquête de la direction de celui-ci. »

**Quelle était donc la tâche du petit parti du second après guerre face aux syndicats tricolores et à leur tendance à se fasciser ?** Le déroulement de ce processus dans un sens ou dans l'autre n'est pas indifférent pour la reprise de la future lutte de classe et celle-ci sera plus difficile et pénible si la bourgeoisie peut réaliser l'intégration du syndicat dans les institutions du régime bourgeois sans coup férir, sans devoir recourir à l'enrégimentement ouvert et féroce du prolétariat dans les syndicats d'État type fasciste.

Nous devons donc nous opposer de toutes nos forces à ce processus, même si l'on prévoyait qu'en l'absence d'une forte poussée prolétarienne nous aurions été facilement emportés. Nous conduisîmes toujours cette bataille parmi les ouvriers au nom de **la renaissance des syndicats de classe**, contre les directions syndicales opportunistes, en dénonçant au fur et à mesure leur œuvre défaitiste et anti prolétarienne. Nous dénonçâmes continuellement les orientations des trois centrales syndicales qui, avec leurs dirigeants, leur politique, leur structure interne, agissaient toujours d'un commun accord contre les intérêts généraux du prolétariat et pour la défense du régime capitaliste ; en ce sens, nous fûmes toujours très clairs : **aucun des trois syndicats n'avait l'apparence d'un syndicat de classe.**

Nous reconnûmes cependant une différence entre **CISL et UIL** d'un côté, et **CGIL** de l'autre. Les deux premières étaient des organisations ouvertement patronales forgées par l'impérialisme américain et par de vastes secteurs de la bourgeoisie italienne, créées dans le but précis de diviser la masse des travailleurs et reconnues comme telles par tous les ouvriers combattifs ; le syndiqué à la CISL était généralement la grenouille de bénitier, le jaune, le protégé du prêtre, le sbire du patron ; la UIL organisait surtout ceux qui aujourd'hui sont appelés « les cadres intermédiaires ». Dans la CGIL se retrouvait au contraire la partie la plus combative du prolétariat italien qui voyait en elle le syndicat « rouge », un sigle, le symbole d'une tradition non encore disparue. Pour pouvoir contrôler et encadrer les ouvriers italiens, les opportunistes furent en effet contraints de se référer en paroles aux glorieuses traditions des luttes prolétariennes passées, d'agiter de temps en temps le drapeau rouge. Nous vîmes en ceci un élément positif : pour tromper les ouvriers italiens, il fallait justement déployer le drapeau rouge ce qui voulait dire que les ouvriers italiens se laissaient encore émouvoir par le drapeau rouge. La CGIL représentait alors pour une bonne partie du prolétariat italien une enseigne, un symbole. Mais sous cette enseigne, les ouvriers déchaînèrent de fortes grèves sortant quelques fois des directives données par les sommets opportunistes, se heurtant avec un courage formidable aux forces de police qui se montrèrent souvent incapables d'en contenir la rage, affrontant les licenciements, les bastonnades, la prison, et laissant sur le pavé des centaines de morts.

Ce fut l'état d'âme du prolétariat italien – et non autre chose – qui nous amené à ne pas exclure la possibilité d'une reconquête « par la force » de la CGIL pour une direction classiste. Cette reconquête ne pouvait être graduelle, mais aurait été rendue possible seulement par la vérification d'un puissant mouvement prolétarien qui aurait renversé les directions opportunistes et brisé la structure mise sur pied par ces dernières.

La CGIL représentait pour les ouvriers le symbole d'une tradition que les dirigeants cherchaient par tous les moyens à éliminer pour leur enlever leur point de référence, ce fil très mince qui les reliait

à un passé glorieux.

Par notre action dans la CGIL, nous cherchâmes donc toujours à défendre et à valoriser cette tradition – force matérielle de première importance – en lutte ouverte et féroce avec les directions, au nom de la renaissance du syndicat de classe.

De cette façon, il ne s'est pas agi, comme on l'a dit en banalisant la question, d'une reprise mécanique des positions tactiques de 1921 sur le terrain syndical et de leur report telles quelles sur la situation du second après guerre. Nous avons démontré à foison que le Parti était pleinement conscient de la différence entre les situations, particulièrement en ce qui concernait la nature différente des organisations syndicales qu'il combattait. Il ne pouvait donc pas considérer dans le même esprit qu'alors l'indication d'une conquête interne de la CGIL. Il n'aurait pas pu s'agir d'une « conquête » au sens d'une simple substitution de la fraction communiste à la tête du syndicat à travers une bataille menée par ces méthodes de congrès, même entendues comme l'expression formelle et statutaire de grandioses batailles prolétariennes de classe conduits dans la rue, c'est à dire de la conquête d'un syndicat « libre » des pressions de l'État bourgeois et du patronat, et donc ouvert aux libres confrontations et heurts entre les forces politiques qui se réclament de la classe ouvrière. **La « conquête », en pleine phase avancée de l'impérialisme, ne pouvait être entendue que comme la destruction de tout l'édifice organisationnel d'un syndicat désormais lié par mille fils aux institutions de l'ennemi de classe, sous la poussée et dans le vif de l'action d'une classe qui a rejoint la voie de la vraie lutte sociale anti capitaliste et anti opportuniste.**

L'éventuelle future CGIL « rouge » n'aurait pu resurgir que **sur les ruines** de celle face à laquelle les communistes se trouvaient et qui déjà alors tolérait leur présence seulement parce que réduite à des forces insignifiantes sur le plan de l'influence sur la classe.

En posant sa tactique « entriste » à l'égard de la CGIL, le Parti de 1951 se réclamait en un certain sens de la « mémoire historique » du prolétariat, de la même façon que le stalinisme œuvrant se réclamait de cette « mémoire » persistante parmi les générations ouvrières qui avaient vécu les années du fascisme et celles le précédant immédiatement, et organisait le syndicat tricolore unitaire, recopiant les schémas organisationnels de la vieille CGL : collecteurs du syndicalisme, alors très vif dans les esprits et dans les cœurs des prolétaires qui, **après les souffrances de la guerre, étaient contraints de vivre celles de la reconstruction faite de misère, de bas salaires et de rythmes de travail à la limite de la tolérance physique.**

Comme nous l'avons déjà dit, le clou central de la bataille du Parti au sein de la CGIL est la revendication du retour au syndicalisme de classe, contre la politique renonciatrice des sommets syndicaux asservis aux intérêts du capital national et international, et ce fut le cheval de bataille de toute l'action du Parti jusqu'au début des années 1970 ; il ne s'exprima pas seulement par des déclarations verbales et écrites, mais « dans chaque brèche qui, sur le terrain syndical, se prêtait à la possibilité d'intervention active, les militants communistes ne manquèrent jamais d'intervenir, faisant entendre la voix du Parti, participant aux luttes ouvrières et aux tentatives d'organisation des ouvriers les plus combattifs. Notre action s'appuyait constamment sur une tactique liée aux principes généraux du Parti et adaptée aux situations particulières : aucune action de sabotage ou de boycottage des luttes syndicales et des grèves organisées et contrôlées par les syndicats, participation à celles-ci en œuvrant constamment à dénoncer activement la politique anti-ouvrière des centrales syndicales, à indiquer aux prolétaires des objectifs généraux de classe sur lesquels lutter pour tendre à l'unification de toutes les

catégories ouvrières, à désigner les méthodes classistes de lutte, d'abord entre toutes, la grève générale sans limite de temps et sans préavis, à relier constamment ces indications immédiates d'objectifs de lutte au but politique ultime de l'action du parti.

On retrouve une synthèse organique très significative des positions du Parti durant toute cette période – synthèse dont nous revendiquons pleinement les manifestations théoriques et pratiques par lesquelles elle s'exprime – dans les « **Thèses sur le bilan de faillite de la politique contre-révolutionnaire des centrales syndicales et la ligne programmatique et tactique du Parti Communiste International** », rédigées pour être présentées au VIII<sup>e</sup> congrès de la CGIL, et parues sur le numéro **25 de février 1965** de « **Spartaco** », alors la page syndicale de notre bimensuel « *Programma comunista* ». Nous en reportons ici les paragraphes 17 à 28 de la conclusion intitulée : « Pour une direction révolutionnaire du syndicat »<sup>17</sup> :

*« 17. - Le début de marasme économique de certains secteurs (dans l'automobile notamment) a mis en lumière l'incapacité des chefs syndicaux de proposer au prolétariat des solutions efficaces en vue de la défense du salaire et de l'emploi ; il a démontré clairement aussi l'impossibilité absolue en régime capitaliste d'éviter les désastres économiques et d'obtenir une évolution harmonieuse de l'économie. De nouvelles crises, plus profondes, entraîneront le heurt inéluctable entre prolétariat et Etat capitaliste, pour mettre un terme à cette course folle vers la destruction des hommes, des ressources et des énergies.*

*18. - Les communistes révolutionnaires, sur la foi de l'expérience séculaire des luttes prolétariennes, constatent que **les traîtres qui dirigent les syndicats n'abandonneront leur poste que s'ils en sont chassés par les ouvriers, à la suite de la lutte longue et générale qui doit épurer les rangs du prolétariat de tous les agents, déclarés ou déguisés, de la bourgeoisie.** Cette lutte, forme évoluée de la lutte de classe, ne pourra voir le jour que si les prolétaires cessent d'obéir passivement aux directives opportunistes pour affirmer énergiquement leur volonté de défendre, par tous les moyens, leur existence, leurs salaires, leurs emplois. Elle ne sera effective que si les prolétaires se refusent à la défense des intérêts nationaux, patriotiques, démocratiques, constitutionnels, derrière lesquels se cachent toujours les privilèges capitalistes. Elle ne sera efficace qu'à la condition de ne pas subordonner les revendications économiques à la revendication démagogique des réformes de structure.*

*19. - Cette lutte ne sera donc possible que si le prolétariat fait sien le programme révolutionnaire communiste ; elle ne sera victorieuse que si le prolétariat est dirigé par son parti de classe, le parti communiste International. Pour atteindre ce but les communistes révolutionnaires ne se proposent pas de créer de nouveaux syndicats. Tant qu'il sera possible de développer une activité révolutionnaire dans ceux qui existent actuellement ; tant que la CGIL - ou la CGT - ne renoncera pas formellement à la tradition de classe dont elle se réclame et tant que ses dirigeants n'opposeront pas d'obstacles insurmontables à l'activité des communistes en son sein, ces derniers continueront à y lutter en œuvrant à la constitution de groupes communistes révolutionnaires défendant le*

<sup>17</sup> Traduit et publié dans Le Prolétaire n°21 de mai 1965

[https://www.pcint.org/40\\_pdf/03\\_LP-pdf/001-100/lp-021-w.pdf](https://www.pcint.org/40_pdf/03_LP-pdf/001-100/lp-021-w.pdf) ; et « Pour une direction révolutionnaire des syndicats » dans Le Prolétaire n° 23 de juillet-août 1965 p4 [https://www.pcint.org/40\\_pdf/03\\_LP-pdf/001-100/lp-023-w.pdf](https://www.pcint.org/40_pdf/03_LP-pdf/001-100/lp-023-w.pdf).

Il est à noter que les camarades traducteurs ont remplacé la CGIL par la CGT ou ajouter les syndicats français !

*programme du parti et postulant à la direction du syndicat.*

20. - *L'affirmation du programme communiste révolutionnaire au sein des syndicats garantira le développement révolutionnaire de la lutte des masses, condition préalable et essentielle pour que les syndicats ne soient pas absorbés par l'Etat capitaliste et puissent constituer l'organisation unitaire du prolétariat en vue de la défense de ses intérêts économiques et de la préparation de l'assaut pour la prise du pouvoir.*

21 - (...) *Mais cette attitude équivoque devient de plus en plus difficile à maintenir au fur et à mesure que s'aiguisent les conflits entre les masses déshéritées d'une part et les classes privilégiées et leur Etat d'autre part. La CGIL – C.G.T - ne saurait indéfiniment dissimuler le contenu réel de sa politique. En réalité, comme elle se déclare gardienne fidèle des principes démocratiques, elle se met objectivement au service du capital et enchaîne les conditions et la destinée du prolétariat à celles de l'Etat capitaliste. D'après l'enseignement de Lénine et de la gauche communiste internationale, les syndicats ne peuvent poursuivre une politique indépendante des partis : ou ils sont sous l'influence des partis opportunistes, c'est-à-dire des agents du capitalisme, ou ils sont guidés par le parti communiste révolutionnaire. (...)*

22. - *L'action des communistes révolutionnaires au sein des organisations de masse est donc essentielle car elle permet de démasquer la politique contre-révolutionnaire des dirigeants, engage les prolétaires à exiger plus de fermeté dans la conduite de la lutte et le choix des objectifs contingents et à veiller à ce que ne se produisent pas de collusions entre les chefs syndicaux et les directions d'entreprise. Par la constitution des sections syndicales d'entreprise, les centrales visent à confiner encore plus les prolétaires dans les lieux de travail et à restreindre davantage les possibilités d'une action générale des masses.*

*La première tâche des communistes est justement de lutter contre le corporatisme engendré par l'action limitée à l'entreprise et de donner à tout le prolétariat une vue générale des problèmes économiques et politiques, d'imprimer aux luttes un caractère de classe qui dépasse non seulement les limites restreintes de l'entreprise mais aussi celles de la catégorie et du secteur, de la région et de la nation, de réaffirmer que la lutte du prolétariat doit être une lutte internationale contre un régime, le capitalisme, qui étend sa domination au monde entier.*

23. *Les communistes révolutionnaires appellent les prolétaires à faire cesser la pratique ignoble des grèves chronométrées avec préavis aux directions patronales, à l'autorité gouvernementale et à la police. Ces grèves n'inspirent aucune crainte à la bourgeoisie et quand elles prennent un caractère de classe imprévu du fait de l'initiative spontanée des ouvriers, elles donnent l'occasion au patronat de donner libre cours à sa haine de classe qui se traduit par des vexations, des licenciements et des arrestations de prolétaires. La grève telle qu'elle est utilisée actuellement par les centrales contre-révolutionnaires est une arme émoussée qui se retourne contre les ouvriers. Seule la grève surprise la plus étendue possible atteint réellement les intérêts économiques du capitalisme tout en l'empêchant de préparer des moyens de défense et de contre-attaque immédiats et efficaces.*

24. - *Les communistes révolutionnaires ne prétendent pas détenir une formule magique qui leur permettrait, dès qu'ils auraient la direction des syndicats, de garantir le succès entier et permanent des luttes revendicatives.*

*Militants du parti de classe, ils savent bien que toute conquête est éphémère en régime capitaliste*

et que le succès immédiat des luttes revendicatives est subordonné à la prise de conscience, par les masses, de l'inévitabilité de la victoire finale du communisme sur le capitalisme. C'est pourquoi ils proposent toujours des objectifs immédiats qui renferment des éléments capables d'unir et non de diviser les innombrables catégories en lesquelles le capitalisme a fractionné les travailleurs pour en dominer plus aisément les forces et les intérêts ; des éléments qui donnent aux luttes ouvrières un caractère général afin de les élever à la forme politique supérieure des combats de classe ; des objectifs dont la réalisation, ou même seulement la forme de lutte qu'ils impliquent entament les intérêts capitalistes et obligent l'État capitaliste à jeter son masque infâme d'État de la nation et du peuple, d'État démocratique et à présenter son visage réel d'instrument de la dictature du capital.

Les objectifs caractéristiques de cette méthode révolutionnaire communiste sont : la réduction de la journée de travail sans diminution de salaire ; l'augmentation des salaires, substantielle et égale pour tous ; le paiement de leur salaire aux ouvriers expulsés de la production et mis au chômage (au lieu des aumônes et des subsides de misère) ; la suppression des primes de rendement, de production et des heures supplémentaires à remplacer par une augmentation générale des salaires.

25. - *Le mythe des conventions collectives, de même que tout type d'accord contractuel, affaiblit la lutte ouvrière en la déplaçant du terrain des conflits sociaux pour la porter sur le terrain des contestations juridiques. En adoptant la pratique chicanière des "discussions" autour du tapis vert, les centrales syndicales minent l'instinct de classe des ouvriers et lui substituent insidieusement la conviction trompeuse selon laquelle tout peut se résoudre à l'aide d'une "bonne" convention collective. Lorsque les directions d'entreprise durcissent leur position, les Centrales entament des controverses dans les bureaux ministériels pour glaner quelques ajustements de forme et des compromis équivoques à seule fin de détourner l'attention des travailleurs de l'importance politique de classe des luttes revendicatives. Ainsi elles parviennent à émousser la colère des ouvriers en les laissant dans l'attente de la solution juridique du différend. Les conditions de travail et de salaires sont essentiellement déterminées par l'état du rapport des forces entre prolétariat et capital. Le contenu plus ou moins favorable ou désavantageux des contrats et conventions se définit dans la lutte, dans les grèves, dans la rue. Il n'existe pas de convention présentant la moindre garantie pour les prolétaires s'ils ne se défendent pas par le moyen d'actions quotidiennes frappant durement les classes bourgeoises.*

26. - *Afin de regrouper les forces prolétariennes, d'unifier leurs efforts et leurs luttes, les communistes révolutionnaires proposent de revenir à la fonction traditionnelle des Bourses du travail où s'assemblent tous les prolétaires, sans souci des catégories et des secteurs, des ateliers et des entreprises, en des rencontres où ils connaissent ce contact physique et naturel qui leur donne confiance dans leurs propres forces, rompt l'isolement auquel ils sont contraints sur les lieux de travail, rappelle à leur conscience qu'ils sont une classe et non de simples appendices de l'appareil de production capitaliste. Les communistes révolutionnaires revendiquent donc des assemblées et des rencontres fréquentes entre prolétaires par quartiers et arrondissements et non, comme cela se produit presque toujours, des réunions d'un nombre restreint de dirigeants qui, dans le secret de leurs bureaux, s'emploient avant toute chose à défendre leurs positions de bureaucrates payés avec les cotisations des salariés.*

27. - *Dans la lutte qui ne manquera pas de reprendre, le prolétariat sera engagé sur deux fronts : contre les classes privilégiées et leur État central, contre les partis et les chefs syndicaux*

*opportunistes. Tous les travailleurs sont appelés à cette lutte et le Parti Communiste International fait confiance à la fraction du prolétariat la moins rétribuée et la plus exploitée pour apporter les ferments nécessaires à la lutte révolutionnaire de classe.*

*28. - A l'encontre de ce qu'avance le programme de la CGIL – ou de la C.G.T - qui ne veut que "réformer" le capitalisme et "améliorer" la démocratie, les prolétaires doivent se proposer, dans le syndicat comme hors du syndicat, la destruction du système social actuel. Sinon ils se condamnent à perpétuer leur condition d'esclaves modernes que le capital contraint périodiquement à verser leur sang sur l'autel de la défense de la patrie après les avoir contraints toute leur vie à verser leur sueur pour la défense de l'économie nationale. »*

Comme on le voit, l'activité du Parti au sein de la CGIL tendait, malgré l'infime exigüité de nos forces, à l'exaltation de la fonction du Parti, des communistes dans le syndicat, face au prolétariat. Le Parti, même dans des périodes aussi pourries, n'a jamais passé sous silence ses finalités maximales sur le plan de l'action pratique ; il les a même exaltées et posées constamment au centre de sa propagande et de son agitation.

## **LES BATAILLES LES PLUS SIGNIFICATIVES DU PARTI**

Notre œuvre incessante de dénonciation de l'opportunisme syndical fut toujours accompagnée de la constance participation aux luttes ouvrières, et partout où la moindre occasion se présentait, de la tentative d'organiser les forces ouvrières sur un plan de classe en opposition ouverte aux centrales syndicales.

Dans un de nos tracts de 1959, nous écrivions :

« Les communistes internationaux militent dans le syndicat comme de simples inscrits, non parce qu'ils attribuent une quelconque valeur à son action présente, mais **parce qu'ils ont le devoir de faire entendre la voix du parti de classe et de la tradition révolutionnaire à la masse organisée, et parce qu'ils sont certains que en phase de reprise prolétarienne, les superstructures imposées par l'opportunisme aux organisations économiques sauteront en l'air et les ouvriers piétineront les déguisements protégeant la collaboration de classe.** »

**En novembre 1961** sortit le « **Tramviere rosso** », bulletin des conducteurs des Tramways communistes adhérents à la CGIL dans le premier numéro duquel on pouvait lire :

« Nous communistes internationaux, continuateurs du glorieux parti de Livourne, des traditions de combat du syndicat, des organisations de combat du syndicat, des organisations prolétariennes dans toute la classe, nous n'avons pas cessé un instant de contester aux actuels dirigeants syndicaux (émanations des partis opportunistes) leur œuvre ruineuse de destruction du syndicat de classe. »

Le « Tramviere rosso » était l'instrument d'agitation et de propagande de notre minuscule groupe de travailleurs des tramways et il rapportait des correspondances sur les problèmes spécifiques à la catégorie de travailleurs, compte-rendus d'assemblées et de grèves exaltant toujours la combativité des travailleurs et mettant en évidence les trahisons des bonzes, mais aussi de petits articles de caractère général sur toutes les questions d'intérêt pour les ouvriers. Sa publication dura jusqu'en 1963.

**En mai 1962**, l'activité du parti s'étant élargie avec le développement de grandes grèves ouvrières,



paraissait « **Spartaco** », bulletin central d'orientation programmatique et de bataille des communistes internationaux adhérents à la CGIL :

« Nous nous battons pour que le syndicat ouvrier traditionnel, la CGIL, renaisse comme syndicat de classe, un syndicat qui affirme et défend exclusivement et sans quartier les intérêts concernant la vie et le travail des prolétaires, et n'accepte jamais de les subordonner aux soi-disant exigences supérieurs de l'entreprise, de l'économie nationale, de la patrie, et moins que jamais à la défense des institutions bourgeoises. » (Spartaco n°1 mai 1962)

Nous ne négligions jamais la moindre occasion d'organiser des groupes d'ouvriers qui ressentaient la nécessité de se mouvoir sur des positions classistes. Les bonzes procédaient systématiquement à démolir dans la CGIL tout élément rappelant la tradition rouge ; nous fûmes toujours les plus ardents défenseurs de cette tradition. En février 1962, nos camarades fondèrent directement une Chambre du Travail à Palmanova del Friuli (nord est de l'Italie), réussissant à en tenir la direction durant plusieurs mois.

**En 1961**, commença à être introduit en Italie le système consistant à déléguer aux bureaux étatiques et patronaux la perception des cotisations d'inscription au syndicat (**delega sindacale** en italien). Nous débutâmes immédiatement une campagne contre cette méthode et nous refusâmes de l'accepter, défendant l'inscription directe.

En ceci, nous fûmes aux côtés de nombreux ouvriers qui instinctivement se rebellaient contre cette directive tendant à mettre l'organisation syndicale dans les mains du patron et de l'État :

« Ce système de recueil mérite une critique en soi autant pour son effet sur les travailleurs que pour la reconnaissance de ce que la classe patronale montre ouvertement non seulement qu'elle n'a plus peur des syndicats, mais aussi qu'elle les considère comme des organes de conciliation permanente à l'intérieur desquels la classe ouvrière doit être canalisée pour pouvoir mieux la contrôler. Les directions se chargent de demander aux travailleurs à quel syndicat ils préfèrent s'inscrire, afin de procéder aux retenues mensuelles. Il est inutile de souligner quelle arme de chantage leur a été ainsi offerte ; ce qui est bien plus grave est le contrôle que les capitalistes pourront exercer sur une bonne parti de l'organisation et qui ne manquera pas tôt ou tard de porter ses fruits. » (**Programma comunista n°12, 1961**)

La constitution des **sections syndicales d'entreprise** fut un autre pas dans le démantèlement de tout ce qui dans la CGIL pouvait être utilisé pour une lutte ouvrière sérieuse. Cette initiative visait à prévenir toute généralisation possible des luttes et tendait à enfermer les ouvriers dans leurs entreprises propres en évitant les jonctions ; elle fut accompagnée d'une campagne destinée à démontrer que chaque groupe d'ouvriers avait sa « contre-partie » dans son entreprise, qu'elle fut grande ou petite, et que l'entreprise était donc le siège naturel du syndicat qui devait procéder aux pourparlers ou tractations avec les différentes directions. Ainsi, **tandis que le front patronal était uni par delà les limites de l'entreprise, on voulait briser le front prolétarien**. Nous soutenions au contraire que le siège naturel du syndicat était à l'extérieur de la prison de l'entreprise, c'est à dire en dehors des contrôles ou des chantages du patron :

« Selon cette « nouvelle » stratégie syndicale qui a la présomption d'apparaître comme une nouvelle politique syndicale, face à un système social, celui capitaliste, le prolétariat devrait se comporter non comme classe et procéder non comme une armée dont les régiments sont employés en

fonction des exigences stratégiques pour l'assaut final du camp ennemi, mais comme des régiments « autonomes » d'entreprise, chacun effectuant pour son propre compte et indépendamment des autres, des escarmouches à l'intérieur de l'entreprise (...). **Le syndicat de classe doit avoir ses organes de commande en dehors de la fabrique**, en dehors de la cellule économique du capitalisme. » (Spartaco, décembre 1963).

En 1965, commença la campagne pour la **réunification entre CGIL-CISL-UIL**<sup>18</sup> ; cette unification, qui rencontra initialement la résistance des ouvriers les plus combattifs, aurait définitivement effacer les dernières caractéristiques formelles et symboliques classistes de la CGIL et aurait signé le passage définitif au syndicat de régime.

Nous déclarâmes alors sur notre **Spartaco n°25** :

« L'unité syndicale exaltée et poursuivie par les chefs CGIL avec les centrales blanche et jaune CISL et UIL exprimant ouvertement les intérêts patronaux, en ne s'effectuant pas et en ne pouvant **s'effectuer** sur la base d'un programme d'intérêts généraux communs à tous les prolétaires, vise plutôt à l'objectif de la création d'une **organisation syndicale contre-révolutionnaire unique** qui emprisonne tous les salariés, de la même façon qu'hier l'unique organisation syndicale, la CGIL, fut brisée par la constitution de la CISL et de l'UIL, dans le but d'affaiblir le plus rapidement possible les résistances naturelles des ouvriers en divisant le front prolétarien. Le retour à l'unité prolétarienne, ou signifie comme actuellement l'abandon complet par la CGIL de toute apparence de classe, ou, comme nous le souhaitons, sera le produit de la mobilisation croissante de classe des salariés décidés à retrouver une organisation unique, compacte et invincible, ce qui présuppose le remplacement des chefs traîtres par des dirigeants fidèles aux intérêts ouvriers. »

Et dans **Spartaco n° 19 de 1966** :

« De cette façon se fera peut-être le « syndicat unitaire », mauvaise copie de celui corporatif fasciste ; mais dans le même temps, la CGIL se suicide. Les communistes ne verseront pas sur ceci des larmes brûlantes, mais si le dessein infâme de l'opportunisme devait se vérifier, un autre et solide rempart se trouverait érigé pour la défense du capitalisme et plus difficile serait la reprise de la lutte ouvrière. »

En juillet 1968, nous publiâmes « **Il Sindacato Rosso** », **organe mensuel du Bureau syndical central du Parti Communiste International**. Il portait le même nom que l'organe syndical du parti en 1921. Il avait comme manchette :

« Pour le syndicat de classe ! Pour l'unité prolétarienne contre l'unification corporative avec la CISL et l'UIL ! Pour l'unification et la généralisation des revendications et des luttes ouvrières contre le réformisme et les luttes tournantes. Pour l'émancipation des travailleurs du capitalisme ! Que surgissent les organes du Parti, les groupes communistes d'usine et les groupes syndicaux, pour guider révolutionnairement les masses ouvrières ! »

18 Rappelons que en 1944, les partis communiste, socialiste et catholique coexistaient sous le même toit, le CLN, au nom de la lutte contre le fascisme ! La CGIL renforçant ses relations avec le PCI, les divisions vont survenir.

La CISL (confédération italienne des syndicats de travailleurs) est le fruit d'une scission de la partie chrétienne de la CGIL en 1948 pour se former en 1950, avec l'aide américaine (comme ce fut le cas en France avec FO et la CGT !), tandis que survenait une autre scission en son sein avec l'UIL (union des travailleurs italiens). Dès 1969, l'Italie est le terrain du terrorisme des brigades rouges et de troupes néo fascistes. Dans les années 1950-60, le PCI est le parti communiste européen le plus important après celui russe avec 4 millions d'adhérents.

Le Sindacato Rosso était l'organe d'agitation et de propagande de nos groupes ouvriers et constituait à l'intérieur et à l'extérieur du syndicat l'unique voix qui s'élevait contre la trahison des intérêts ouvriers.

En 1969, les bonzes conclurent la campagne pour **les délégations** en faisant insérer dans les contrats la clause qui engageait les directions des entreprises à administrer la perception des cotisations syndicales. Cet acte qui fut naturellement présenté comme une victoire, sanctionnait définitivement la délégation comme unique forme d'adhésion au syndicat.

Nous organisâmes alors sur tous les lieux de travail où nous étions présents, une violente campagne revendiquant le retour à l'inscription directe par l'intermédiaire des « collecteurs », refusant et invitant les ouvriers à refuser la délégation. Nous réussîmes même dans quelques cas à organiser des groupes anti-délégation. En général, la nouvelle méthode passa, rencontrant seulement notre ardente résistance et celle spontanée de quelques groupes ouvriers. Les bonzes présentaient la chose comme un problème technique ; en réalité, il s'agissait d'un pas très grave vers l'insertion de l'organe syndical dans l'engrenage étatique et patronal : c'était un acte politique sur la voie du syndicalisme fasciste. La délégation servit même à expulser de la CGIL les révolutionnaires et les ouvriers les plus conscients puisque **les bonzes refusèrent de renouveler la carte de ceux qui n'acceptaient pas la délégation.**

Face à l'expulsion de nos camarades, nous ne renoncâmes pas à la lutte, mais nous répétâmes toujours en actes plus qu'en paroles qu'avec ou sans la carte, nous aurions continué notre bataille contre les traîtres, à l'intérieur ou à l'extérieur du syndicat, dans les assemblées, partout où l'occasion s'en présenterait :

« Refuser les délégations ne signifie pas sortir du syndicat. Au contraire, cela veut dire s'opposer à la dégénérescence définitive de la CGIL (...). Non aux délégations, oui au syndicat de classe. »  
(**Sindacato Rosso n°18-1969**).

« Nos camarades sont dans la CGIL et y restent : nous participerons aux assemblées ( les rares que les bonzes ont le courage d'organiser), nous interviendrons dans les luttes et les manifestations communes, nous ne tairons jamais leur programme, et non seulement nous n'inviterons pas les ouvriers à désertier l'organisation, mais nous les solliciterons à y rester pour poursuivre la dure bataille destinée à reconduire le syndicat aux fonctions dont une bande de vendus le prive. » (**Programma Comunista, février 1969, n°3**)

C'est en même temps la période des longues luttes contractuelles qui signèrent le sommet du mouvement syndical italien du second après guerre. Durant cette période, dans diverses grandes usines, à la Pirelli, à la Fiat, etc., surgirent les premiers **Comités Unitaire de Base (CUB)**, organisations ouvrières spontanées qui tentèrent dans certains cas de dépasser les syndicats et dans certaines occasions de les remplacer, suppléant aux déficiences organisatives des bureaucraties syndicales et promouvant des actions et des revendications opposées à la ligne syndicale officielle. Mais les centrales syndicales eurent alors beau jeu d'« enfourcher le tigre » ; elles surent guider, contrôler le mouvement et le diriger sur leurs objectifs, profitant encore de la période du boom économique qui permettait à la bourgeoisie de concéder, naturellement non sans de dures luttes, les miettes des somptueux profits en continuelle croissance. Les bureaucraties syndicales réussirent ainsi à s'emparer avec une certaine facilité de ces poussées organisatives de base et à institutionnaliser les CUB en les transformant en Conseil d'Usine, non sans l'aide explicite du patronat disposé à

reconnaître comme des représentants ouvriers seulement les délégués acceptés et reconnus aussi par les syndicats et en les important même de l'extérieur des entreprises où ils n'étaient pas nés spontanément. Les **CdU (Conseils d'Usine)** devinrent alors leur base d'organisation dans toutes les usines et lieux de travail.

C'est au cours de ces années et surtout celles qui les suivent immédiatement que se dessine lentement un processus de rapprochement progressif des syndicats des institutions étatiques et de la politique économique de la bourgeoisie et de ses partis ; et pire encore, c'est au cours de ces années que cette tendance implicite des syndicats de l'époque impérialiste et qui s'était déjà manifestée sans équivoque dans le syndicalisme « de type nouveau » immédiatement post-fasciste subit une sensible accélération. Ce n'était pas par conséquent un « tournant », une « trahison par rapport au passé », comme certains groupuscules poussés comme des champignons au cours de cette période, le présentèrent, mais ce phénomène correspondait à une accentuation de la propension naturelle des syndicats national-démocratiques à devenir des instruments du meilleur fonctionnement de la société capitaliste. **Ce coup d'accélération n'arrive pas par hasard, mais coïncide avec le début de la crise internationale du capitalisme qui s'approfondit depuis toujours plus et qui, rappelons le, eut sa première manifestation évènementielle en août 1971 avec la non-convertibilité du dollar en or imposée par les USA.**

Cette accentuation est rendue parallèlement possible par le mauvais effet causé sur la classe ouvrière par la politique collaborationniste de l'opportunisme et par **la réelle augmentation du niveau de vie de larges couches ouvrières** élevées à l'ombre de l'impressionnant développement de la production industrielle de la période immédiatement antérieure et rendu possible à son tour par l'exploitation intensive de la force-travail national dans les vingt ans d'après guerre 1945-65, et par **la spoliation de toutes les ressources humaines et matérielles des pays « sous-développés »** de la part de l'impérialisme mondial en général, avec la complicité des bourgeoisies nationales de ces mêmes pays.

Ainsi s'accroît un processus déjà bien individualisé dans notre texte de 1951, « **Parti révolutionnaire et action économique** » :

« Là où la production industrielle s'épanouit, pour les ouvriers occupés, toute la gamme des mesures réformistes d'assistance et de prévoyance pour le salarié **crée un nouveau type de réserve économique** qui représente une petite garantie patrimoniale à perdre, dans un certain sens analogue à celle de l'artisan et du petit paysan ; le **salarié a donc quelque chose à risquer**, et ceci ( phénomène d'autre part déjà vu par Marx-Engels-Lénine pour les soi-disant **aristocraties ouvrières** ) le rend **hésitant et même opportuniste** au moment de la lutte syndicale et pire de la grève et de la révolte. »

Dans les années suivant 1951, ce phénomène s'accroît sensiblement : des couches de prolétaires toujours plus vastes sont intéressées par cette acquisition d'un petit patrimoine de « garanties » et de « gains » présentés comme des « conquêtes définitivement acquises » et qui donnent l'illusion aux prolétaires d'avoir finalement accédé à un niveau de vie et à une sécurité sociale irréversibles et en croissance continue. Les années récentes de l'aggravation tangible de la crise économique ( nous sommes en 1982 ! ) sauront détruire les illusions et placer à nouveau les prolétaires devant la cruelle et dure réalité de la société capitaliste : diminution du pouvoir d'achat des salaires, perte du poste de travail, insécurité pour l'avenir, misère.

C'est l'aggravation de ce phénomène qui a fait dire à certains gauchistes – qui sont comme on le sait extrémistes seulement en paroles – de cette période que la classe ouvrière des pays industrialisés était désormais définitivement « intégrée » dans la société capitaliste et que d'autres « classes » d'autres « sujet sociaux » étaient appelés à la remplacer dans sa « vieille et dépassée » fonction révolutionnaire, et qui, parallèlement, parmi les « théoriciens » et économistes bourgeois, engendra **la théorie du « néo-capitalisme » désormais en mesure de contrôler ses crises internes**, et donc d'être enfin indemne de crises et susceptible d'être graduellement réformé sans le sens d'une adaptation progressive de ses institutions aux exigences économiques et sociales des masses travailleuses et du « peuple » en général.

L'exceptionnelle impulsion productive mondiale de cette période fut telle qu'elle aveugla quiconque n'était pas en mesure d'appliquer à la réalité sociale et économique du présent une analyse marxiste correcte, et **donc tous, excepté le Parti**. Il est significatif que précisément tous, conservateurs, réformistes, « progressistes », « révolutionnaires », parvinrent aux mêmes « théories » qui mettaient désormais la classique opposition prolétariat-bourgeoisie en dehors du temps et de l'histoire. Et aujourd'hui que la dure réalité des faits rend à nouveau transparente la constatation que rien n'a changé dans les oppositions de classe traditionnelles de la société capitaliste, c'est à ces théories, avec de relatives mises à jour, qu'au fond continuent à se relier les « gauches » actuelles quand elles croient découvrir l'essence des « nouveaux » conflits sociaux dans l'opposition entre le prolétariat « garanti » et le prolétariat « marginal », ce dernier étant un fatras de chômeurs, de sous occupés, sous prolétariat urbain, petite bourgeoisie devenue enragée, délinquance commune en général, tous conçus comme de possibles « sujets révolutionnaires » dans la mesure où ils tendent à la satisfaction immédiate des besoins individuels de plus en plus niés par la crise capitaliste en cours.

C'est en pleine délimitation de cette exceptionnelle expansion productive du capitalisme, dans la seconde moitié des années 1960 et en général après le dépassement de la « crise conjoncturelle » de 1964-65 qu'une armée de jeunes prolétaires entra dans les usines et qu'on assista à un changement presque général de générations dans la classe ouvrière italienne, **changement qui se répercuta lentement et en particulier durant et immédiatement après 1968-69** dans les structures du syndicat. Tout ceci produisit un changement organique des cadres syndicaux, surtout aux niveaux intermédiaires des structures d'usine, géré avec une magistrale habileté par les syndicats et qui réussit à exploiter la poussée de 1968-69 et à rénover beaucoup de cadres de base. La génération de l'immédiat après guerre, celle qui avait subi l'influence de la tradition de classe – ceux qui s'étaient distingués par leur combativité lors des luttes des années 1950 – laissa graduellement et, dans certaines situations, brusquement aussi, la place à de nouveaux éléments étrangers à cette tradition de classe, et donc mieux disposés à avaler l'idéologie toujours plus démocratique et réformiste proposée par les sommets des trois syndicats qui désormais parlaient une langue commune pour tous les problèmes.

La politique qui commença à infiltrer sensiblement toute la structure organisationnelle de base du syndicat est celle des « réformes de structures » de la « **participation aux choix économiques du gouvernement et des entreprises** », des pourparlers d'entreprise de l'organisation du travail dans lesquelles le syndicat se fait ouvertement le porteur des exigences productives de l'entreprise et se montre disponible à la gestion sectorielle de la force-travail selon ces nécessités (rappelons à ce propos le problème du dépassement du **travail à la pièce individuel** par celui collectif, problème

présenté par les bonzes comme un pas en avant sur la voie de l'émancipation de l'exploitation ; en réalité, il correspondait à des exigences productives précises de nombreuses entreprises, qui réussissaient ainsi à rendre l'organisation du travail plus flexible pour des exigences de marché qui avaient changé). En bref, la trinité syndicale tente de s'unifier en dépassant les contrastes internes entre les différentes politiques de clocher, en adhérant avec plus de force et de cohérence à son rôle de lubrifiant social des engrenages économiques et institutionnels de la société capitaliste. Toute cette thématique était alors présentée comme la nécessité de « sortir de l'usine », de « porter le pouvoir du syndicat dans la société », pour « développer la démocratie », « compter plus dans les choix de politique économique des gouvernements », et ainsi de suite.

Derrière ces expressions fumeuses, se concrétisait cette orientation à un degré de collaborationnisme tendue vers la totale subordination des intérêts ouvriers aux exigences de l'économie nationale qui a atteint aujourd'hui, en pleine crise économique, des aspects si évidemment anti-ouvriers ; politique qui, répétons-le, n'est que la continuation naturelle du syndicalisme corporatif « cousu sur le modèle mussolinien » de style démocratique, mais qui se développe dans une période où est épuisée la phase de croissance continue des profits capitalistes, et où s'ouvre une ère de chutes productives persistantes qui, entre les inévitables hauts et bas, signe la restriction constante et progressive des taux de profit des entreprises et donc aussi des ressources étatiques disponibles pour les services sociaux, et qui donc impose à la bourgeoisie du monde entier la compression des condition de vie des travailleurs et surtout de faire assumer au syndicat son rôle d'étayeur du régime capitaliste. **Sont appelés à assumer physiquement cette tâche les éléments provenant de ces troupes qui ont pu jouir des miettes de la période du « boom » productif du développement capitaliste du second après guerre** et qui incarnaient donc avec une conviction certaine et une prédisposition objective et naturelle le rôle « participationniste » du syndicat aux grands problèmes sociaux et économiques du pays, dans la tentative désespérée de « sortir de la crise », rôle auquel poussait le syndicat au cours de ces années dans le but de s'insérer dans tous les centres politiques et économiques de la société.

Cette tendance est présente dans de nombreux débats de cette période ; certains passages tirés d'une conférence de Lucio De Carlini, secrétaire responsable du Comité régional lombard de la CGIL témoignent pour tous :

« S'il y a contradiction entre la force et le pouvoir contractuel du syndicat et la situation globale du pays, le syndicat pour combler cette contradiction doit accomplir des choix d'intérêt général, c'est à dire diriger la classe dans l'intérêt général de la démocratie, du développement de notre Pays. »

Et plus loin : « L'économie va mal ; la faute en est évidemment à l'économie capitaliste – et jusqu'ici nous sommes tous d'accord aux structures, au saccage évidemment des ressources par le capitalisme et ses alliés – nous sommes tous entièrement d'accord. Mais quand on ne comprend pas que ce saccage ne concerne pas seulement le capitaliste, l'adversaire de classe ou les partis, mais nous concerne nous, notre condition, alors cette incompréhension est une contradiction que nous devons résoudre politiquement. Nous ne pouvons pas avancer sur le terrain unitaire s'il y a indifférence productive, et cette dernière, je tiens à le dire brutalement, **n'a jamais été la caractéristique – toutes ces décennies – de la classe ouvrière.** La classe ouvrière n'est pas indifférente à ce que l'économie aille bien ou mal, ou à ce que le développement de l'économie de la société italienne soit équilibré ou non. Elle n'est pas indifférente parce qu'elle n'a pas, nous n'avons pas, une conception de

subordonnée. Nous n'avons pas une conception selon laquelle nous affirmons que l'économie ou le développement social de notre pays nous intéresse ou ne nous intéresse pas, dans la mesure où nous pouvons arracher ou non en tant que subordonné quelques lires ou quelques miettes de la prospérité économique. Nous n'avons pas une conception du syndicat trade-unioniste, de pure redistribution du revenu, et dans laquelle les autres s'occuperaient de diriger l'économie, de comment produire le revenu dont je m'occuperais seulement de découper la tranche qui me revient et aussi d'élargir la redistribution destinée aux travailleurs. Nous avons au contraire une conception de transformation, parce que nous ne pouvons avancer ultérieurement sur le terrain plus typiquement, proprement contractuel, si nous ne transformons pas l'économie de la société italienne dans un sens qui lie précisément les revendications aux réformes, qui lie la bataille revendicative contractuelle à la bataille transformatrice sur le terrain politique, économique, social.

Si nous avons avancé dans notre pays sur la voie de l'unité (...), nous le devons au fait que, sans alarmisme, mais tout de même avec une conscience de classe profonde, les travailleurs se sont emparés de cette contradiction ; ils ont compris qu'on ne pouvait et qu'on ne peut se mouvoir dans le futur seulement en comblant la contradiction qui existe entre force et pouvoir contractuel d'un côté, et crise du pays et de la société italienne de l'autre. »

Fini donc le syndicalisme « vieille manière » basé sur des positions qu'il n'aura pas honte ensuite de définir comme « corporative », c'est à dire comme de simples revendications d'améliorations salariales, normatives et contractuelles ; en avant vers la négation de tout ceci, vers l'assainissement de l'économie et de la société italienne, problème principal de la classe ouvrière !

Toute cette orientation est progressivement revendiquée sans réserve par une multitude de fonctionnaires ayant abouti au syndicat, dépourvus désormais de tout sérieux instinct de classe, jeunes bonzes et sous-bonzes qui ont abandonné toute référence au véritable heurt de classe et qui ont assimilé jusqu'à la moelle les théories des négociations démocratiques, des confrontations entre patrons et syndicats sur les problèmes des entreprises et du pays, de l'efficacité productiviste placée au dessus de tout autre intérêt.

L'organisation syndicale s'engage à devenir un appareil hautement bureaucratisé, se libérant de tout résidu classiste. Le peu de vie syndicale, de rapport direct entre fonctionnaires et inscrits encore existant et qui avait permis ou pouvait permettre un certain travail interne aux militants communistes, s'éteint définitivement. La CGIL, tout comme la CISL et la UIL, devient progressivement une organisation réfractaire à tout stimulus de classe, sinon pour le castrer aussitôt ; un lent mais inexorable détachement toujours plus évident avec les années qui passent, commence entre d'un côté la structure territoriale du syndicat et de l'autre les inscrits et ouvriers qui les années antérieures avaient en général suivi les directives syndicales avec une certaine conviction.

Dans les années qui suivent immédiatement les luttes de 1968-69 et sur la base d'éléments antérieurs mûrent les conditions et la situation générale qui permettront au Parti, face aux signaux plus tangibles qui se manifesteront dans les années ultérieures, de choisir comme perspective historique du futur mouvement de classe **l'alternative entre « conquête peut être par la force » des syndicats actuels et la renaissance ex-novo**<sup>19</sup>.

Contre la perspective de l'unification de la CGIL avec la CISL et l'UIL qui apparaissait alors

---

19 En italien : « conquista magari a legnate des sindacati odierni e rinascita ex-nova. »

imminente et déjà partiellement réalisée avec la création des fédérations de catégories, le **Parti lança le mot d'ordre des « Comités de défense du syndicat de classe »**. Cette orientation, qui se référait encore à la défense de la tradition classiste de la CGIL se plaçait sur la continuité de l'effort conduit jusqu'alors par le Parti depuis 20 ans dans le domaine syndical, pour s'opposer et appeler les ouvriers à s'opposer au processus d'abandon progressif par la CGIL de ces traditions, et nous avons vu comment à chaque pas significatif de l'opportunisme dans cette direction, le Parti avait opposé des indications opératives précises, comment il fut justement pour la campagne anti-délégation syndicale.

## **VERS LA RENAISSANCE « EX-NOVO »**

Notre parti, après la « scission » de 1973, reprit le chemin de la lutte politique organisée avec un nouveau titre de journal, « Il Partito comunista », mais il abandonna ou plutôt ne reprit pas la revendication de la défense de la « tradition rouge » de la CGIL, dans la mesure où précisément il n'y avait désormais plus rien à défendre en elle.

L'unification organisationnelle en un syndicat unique de régime ne s'est pas vérifiée, et il n'est désormais pas très intéressant de savoir si et comment elle surviendra. Ce n'est pas à cause de ceci que s'est arrêté le processus de rapprochement des bonzes tricolores de toutes nuances des institutions et des exigences des entreprises capitaliste et de l'État qui en administre les intérêts. Au contraire, il s'est poursuivi ces dernières années avec la consolidation définitive de la méthode de la délégation syndicale, le renforcement de l'appareil bureaucratique des syndicalistes de profession qui désormais se considèrent comme des fonctionnaires au service de l'État avec un salaire régulier, la réalisation d'une réglementation policière de la grève, la praxie désormais consolidée de clore toute espèce de différend contractuel ou d'entreprise par la supervision des ministres d'État dans un parfait style fasciste, la cooptation dans les syndicats des représentants des policiers, les « grèves-réunions » en faveur des sbires du régime frappés par des attentats terroristes, la dénonciation du terrorisme et du philo-terrorisme à tous les ouvriers combattifs, l'acceptation même formelle ( celle substantielle avait toujours été acceptée) de postulats capitalistes classiques dont le lien entre condition ouvrière et gains des entreprises, la nécessité de l'expulsion de force-travail des fabriques et de l'augmentation de l'utilisation des installations et de la productivité du travail dont le syndicat lui-même s'est fait le garant, l'organisation ouvert de jaunes face à des grèves spontanées de groupes de travailleurs agissant en dehors du rigide contrôle syndical.

La structure syndicale est devenue de plus en plus rigide : fermée aux ouvriers, elle est de plus en plus aux mains de fonctionnaires étatiques de carrière. Ceci a rendu désormais impraticable la voie de son éventuelle reconquête sur une ligne de classe qui de toute façon, comme nous l'avons toujours rappelé, aurait seulement **pu survenir qu'à la suite de puissantes luttes prolétariennes qui auraient démolí entièrement la structure organisationnelle actuelle**. Le processus de la crise met progressivement en lumière la trahison des chefs syndicaux. Ces derniers, qui dans les années du boom économique avaient mener une apparente défense des conditions ouvrières, en créant le plus possible de différenciations salariales, parce que ceci correspondait aux exigences de l'économie capitaliste, et en obtenant des résultats mêmes tangibles, surtout pour l'aristocratie ouvrière, se montrent aujourd'hui ouvertement réfractaires à toute exigence ouvrière quelle qu'elle soit. Pour les prolétaires, le contraste existant entre leurs propres nécessités vitales, la défense du salaire et du poste de travail, et l'attitude ouvertement renonciatrice et collaborationniste des organisations syndicales officielles de toutes



couleurs apparaît de plus en plus clairement. De même il apparaît de plus en plus clairement que la défense de ces nécessités peut s'exprimer uniquement en dehors et contre les structures syndicales actuelles.

Dans certaines catégories, des groupes de travailleurs parmi les plus exploités se sont opposés ouvertement ces dernières années aux directives des bonzes syndicaux réussissant même à donner naissance à de remarquables grèves et à des organismes en contraste ouvert avec les structures organisatives syndicales de base (les cheminots en 1975, les hospitaliers en 1978).

**Il apparaît désormais clairement non seulement à nous mais à des couches ouvrières toujours plus vastes qu'aucune défense sérieuse des exigences les plus élémentaires de la vie et du travail n'est plus possible sous la tutelle des centrales syndicales actuelles et qu'aucune action de lutte conduite conséquemment sur le terrain de classe n'est possible si ce n'est au dehors de leur structure organisationnelle<sup>20</sup>.** Naturellement pour les ouvriers l'acquisition de cette conscience s'exerce désormais depuis quelques années par un désintérêt diffus pour la politique et les actions des syndicats officiels, toujours plus contestés dans les assemblées d'usine où du reste se vérifient des désertions massives, de même que les proclamations de plus en plus rares de grèves par les syndicats recueillent de moins en moins d'adhésion. La dynamique du passage d'une apathie diffuse pour les syndicats et leurs actions à une action sur le terrain de la lutte de classe indépendante du syndicat de régime connaîtra un déroulement non linéaire mais contradictoire avec des pas en avant et des retours en arrière, et il n'est pas exclu non plus a priori qu'il puisse intéresser localement même des secteurs de base de la structure syndicale. Cependant ce phénomène aura sûrement un caractère de radicale violence. Il ne pourra pas être le résultat d'un long travail « interne » d'agitation et de propagande des communistes ou des ouvriers les plus combattifs, mais s'exprimera par de véritables épisodes de heurts frontaux entre les classes qui verra sûrement toute la structure organisationnelle des centrales syndicales se ranger contre les ouvriers en lutte.

La lutte des hospitaliers a été emblématique sous cet aspect ; cependant la lutte de 35 jours de la FIAT, brisée par la structure syndicale au moment où elle assumait enfin les caractéristiques classiques de la vraie lutte de classe n'a pas été moins significative.

Dans la première, les ouvriers en lutte ont exprimé une direction classiste en opposition à l'organisation syndicale locale qui s'est rangée contre le mouvement de grève, réussissant à la briser et à le récupérer à la fin, après avoir traité et obtenu un accord avec les représentants de l'État, et après avoir été reconnu par ce dernier comme l'unique représentant officiel des travailleurs en lutte, dans l'esprit d'un **véritable syndicat de régime**, même si ses fonctionnaires étaient repoussés et chassés chaque fois qu'ils tentaient de faire cesser la grève. A la Fiat, la lutte, même par sa spontanéité et son caractère décidé, **n'a pas exprimé une forme organisationnelle opposée à la bonzerie officielle** qui a réussi à « enfourcher le tigre » aisément jusqu'à ce que la grève se soit transformée en un heurt ouvert avec la police avec la destruction des piquets par la force par ordre de la magistrature. La caractéristique propre d'un syndicat de régime n'est pas du reste celle de ne pas savoir diriger une grève classiste – en ce sens, nous rappelons comment même les syndicats fascistes qui étaient pourtant directement des syndicats d'État, ont été contraints, malgré eux, à diriger des luttes classistes même durant de brèves périodes – mais celle de réussir à les conduire ou les reconduire sur le terrain de la

<sup>20</sup> En 2023 nous écrivions que ceci est un fait pour la situation sociale en Italie mais non en France où des partis comme ceux trotskystes peuvent militer au sein de la CGT, FO, FSU, Solidaires etc. et des sections être à la pointe des luttes.

compatibilité et de la tolérabilité économique, sociale et politique du régime bourgeois.

Au delà de ces deux exemples de lutte qui, ensemble à celles des cheminots de 1975 et à celle des travailleurs de l'aérien de 1979, sont les plus significatives, on ne doit pas sous-estimer le phénomène par lequel de plus en plus souvent, par des luttes ou des tentatives d'organisation en réaction à l'aggravation constante de leurs conditions de vie, **des groupes de travailleurs tendent à s'organiser indépendamment du syndicat et à agir sur des bases purement classistes.**

Ces groupes plus ou moins organisés ont souvent une vie brève et tourmentée et tombent par manque d'un lien solide avec des poussées de luttes ouvrières étendues et non épisodiques, ou sous les griffes de la « gauche syndicale » qui les reconduit sous le contrôle des bonzes, ou en proie à des positions sectaires prônées par des groupuscules qui tendent à les transformer en petits cercles politiques ou à agir sans tenir compte du lien effectif avec les autres travailleurs, et donc **sur des bases volontaristes et aventuristes.**

Cette situation, unie à la séparation croissante entre syndicat et masses ouvrières, surtout aux inscrits de base dont **beaucoup y restent par inertie et apathie** du fait que pour en sortir l'annulation formelle de la délégation de l'entreprise pour le versement de la cotisation d'inscription est nécessaire, phénomène qui prend des proportions notables, **indique au Parti que l'alternative entre conquête des syndicats actuels et création ex-novo est définitivement caduque** et que la reprise de la lutte de classe ne pourra produire que des organisations classistes « nouvelles » dont le développement et l'augmentation de puissance surviendra non à l'intérieur des structures des syndicats actuels, mais en dehors d'elles, même si la situation d'aujourd'hui ne permet pas encore de prévoir les formes spécifiques qu'elles assumeront.

La situation actuelle, en l'absence d'un mouvement de lutte des masses ouvrières dirigé vers la constitution organisationnelle d'un réseau d'organismes prolétariens remplaçant les syndicats officiels, ne demande ni ne permet une formation basée sur les mots d'ordre suivants : hors des syndicats, sabotons leurs luttes et construisons une autre organisation syndicale. A ce propos, il est important de poursuivre **le document de 1951** qui propose l'alternative entre « conquête par la force » et renaissance « ex-novo ». Au point b), on peut lire :

« Étant donné les maigres forces du parti et tant que ces dernières ne sont pas beaucoup plus importantes – et on ne sait pas si cela surviendra avant ou après la résurgence des organisations de classes non politiques à larges effectifs –, **le parti ne peut et ne doit pas proclamer le boycottage des syndicats**, organes d'entreprise et d'agitation ouvrière, ni là où il se trouve prédominant, utiliser lors d'agitations ouvertes le mot de boycottage en invitant à ne pas voter (nous parlons évidemment des votes de nature syndicale), à ne pas s'inscrire au syndicat, à ne pas se mettre en grève ou autres choses de ce genre. Dans le sens positif : dans la majorité des cas, abstention pratique et non boycottage. »

On peut déduire de cette observation la position à tenir aujourd'hui. D'un point de vue général, notre devoir est d'exposer aux prolétaires la nécessité de la renaissance des organismes de classe et de leur exposer pourtant qu'elle tendra à s'exprimer en dehors et contre les syndicats actuels.

D'un point de vue immédiat, ceci signifie qu'on indique aux prolétaires la nécessité de s'organiser indépendamment des syndicats actuels, dans la perspective de la reconstruction d'un réseau organisationnel classiste, même en sachant que ce processus ne pourra être l'œuvre que du prolétariat lui-

même, et que par conséquent tant que celui-ci ne s'est pas rangé sur le terrain de la lutte de classe de façon généralisée et non épisodique et que le Parti n'a qu'une influence marginale sur lui, nous ne pouvons avancer dans l'immédiat aucune indication de sabotage des actions présentes, bien que ces dernières soient dirigées sur des objectifs de plus en plus anti-ouvriers, à moins qu'il ne se trouve confronté à une volonté explicite de vastes couches ouvrières à se rebeller activement contre cette orientation ; de la même façon, on ne peut émettre l'appel à la sortie des syndicats tricolores en l'absence d'une organisation alternative capable de catalyser la volonté d'action des travailleurs.

Que signifie « travailler dès aujourd'hui dans la perspective de la renaissance ex-novo d'une organisation économique classiste » ? Il n'est certes pas question d'attendre passivement des mouvements prolétariens spontanés, en s'appuyant sur une position qui prévoit d'un côté, sur le plan de la propagande générale, l'indication de la perspective de la résurgence des syndicats de classe, de l'autre, sur le plan de l'action pratique, l'attente messianique du grand évènement qui une fois survenu posera au Parti le problème d'influencer le mouvement de classe surgi entre temps. Reprenons le passage cité plus haut ; l'expression : « on ne sait pas si cela (l'extension des forces du parti) surviendra **avant ou après** la résurgence des organisations de classe non politiques à larges effectifs » indique précisément le déroulement dialectique et non mécanique de ce processus, dans lequel le rapport entre le développement des mouvements de classe et leur expression organisationnelle et l'influence du Parti en eux est d'interdépendance réciproque et non à sens unique. En termes concrets, ceci signifie qu'il ne peut y avoir de contradiction entre l'indication stratégique de la perspective donnée par le Parti sur la question syndicale et son action pratique immédiate.

Les militants ouvriers doivent pour cela travailler à diriger et, quand les conditions objectives le permettent, à organiser les ouvriers sur le terrain de classe. En d'autres termes, comme nous l'avons mis en évidence, le Parti a la tâche d'aider concrètement – en mettant à sa disposition ses forces ouvrières – la tendance des prolétaires à s'organiser pour la défense de ses intérêts de classe, en mettant à profit, dans l'action immédiate et dans l'organisation, les capacités directives qui peuvent leur venir de la possession du bagage historique des expériences passées de luttes prolétarienne que seul le Parti peut posséder, et, en même temps, en insistant auprès des ouvriers sur la précarité de l'action de pure défense économique et la nécessité d'embrasser la perspective du programme révolutionnaire communiste pour la solution historique définitive de leur condition d'exploités. Le « dosage » entre les deux aspects de la question, s'il est préférable d'insister beaucoup plus sur le terrain plus proprement économique ou de développer des interventions politiques de longue haleine, sera déterminé par la sensibilité que les militants auront à savoir percevoir les tendances et les conditions subjectives des ouvriers avec lesquels on devra agir, leur degré de conscience classiste, leur propension réelle à la lutte, etc., sensibilité et capacité qu'ils pourront mieux acquérir et affiner avec la progressive aptitude à intervenir concrètement.

Chaque intervention et action dirigées dans ce sens doivent avoir comme présupposition indispensable la prédisposition, même d'une faible minorité de prolétaires, à se placer réellement et sérieusement sur le terrain de la lutte pour la défense des conditions de vie et de travail, et les éventuelles organisations qui peuvent en naître doivent être imprégnées de la tendance à se relier constamment au reste des travailleurs et à agir selon une ligne d'action qui tient compte de façon réaliste à tout moment de la consistance de cette jonction. **En ce sens, sont à repousser et à combattre les tendances d'esprit groupusculaire et politicard, souvent présentes dans ces**

**premières tentatives d'organisations indépendantes des syndicats, qui prétendent donner naissance à des micro-organismes soi-disant « prolétariens », mais en réalité étrangers à tout contexte de lutte et de jonction avec la classe ;** microscopiques syndicats « révolutionnaires » qui, tout en clamant parfois les revendications classistes correctes, se réduisent à être des petites sectes politiques exclues du mouvement de classe réel et continuellement déchirées par les contrastes « idéologiques » entre les groupes politiques qui les composent, apparaissant donc aux yeux des ouvriers comme un énième petit groupe extrémiste et non une référence classiste de lutte.

La reconstruction d'un tissu organisationnel économique classiste ne peut être le produit d'alchimies et d'expériences en éprouvette préparées par de soi-disant « avant-gardes politiques » plus ou moins conscientes de la nécessité de la lutte de défense économique anti-collaborationniste, mais le résultat d'un vaste mouvement prolétarien de classe dans lequel le Parti ne devra pas épargner son énergie pour s'habiller à l'influencer et à le diriger, mouvement dans lequel sera certainement nocive et fourvoyante l'influence de ceux qui prétendant aujourd'hui en être les propulseurs.

**L'adhésion au syndicat est un autre point à considérer.** Relativement et conséquemment à la situation décrite plus haut, nous, communistes, inclinons à la non inscription aux syndicats tricolores. Cette attitude ne dérive pas de considérations de principe, ni de propensions scissionnistes sur le terrain syndical, toujours exclues et combattues par la Gauche communiste, mais de la simple constatation concrète que l'appareil syndical tricolore, considéré dans sa structure verticale d'organisation, est désormais, au sommet comme pour ses cadres de base, **un organisme bureaucraté et imperméable à l'action interne d'une fraction ouvrière** organisée d'une manière autonome sur le terrain de classe, mais adhérente aux structures syndicales officielles, ne fusse que parce qu'il n'existe plus de vie syndicale interne qui permette le moindre travail de pénétration et d'influence parmi les inscrits de base désormais de plus en plus éloignés de l'appareil fonctionnarisé des bonzes et même des structures de base du syndicat. Dans ces conditions, l'inscription au syndicat, même en mettant de côté l'aspect de la délégation d'entreprise, en ce sens n'est plus d'aucune utilité pour une plus grande possibilité de travail parmi les adhérents de base, possibilité qui resterait égale à celle concernant les non-inscrits, et se résumerait simplement à la participation au financement d'organismes complètement asservis au régime capitaliste. Cependant, justement parce que **cette attitude n'est pas motivée par des considérations de principe**, dans d'éventuelles situations particulières se rencontrant surtout pour les petites entreprises, où la non inscription au syndicat d'un de nos militants ne compromettrait pas son travail parmi les ouvriers, la question sera affrontée par le parti, car seul au parti et **non au militant particulier revient une décision définitive pour des situations de ce genre.**

En ce qui concerne les structures d'usine directement élues par les travailleurs, **les CdU (comités d'usine)** et autres, la question se pose dans une optique différente. Il s'agit d'organismes contrôlés par les syndicats dans la quasi totalité des cas. Dans les grandes usines, il s'agit même souvent de véritables structures introduites par les syndicats à l'intérieur de l'usine, et dont la gestion paritaire est entre les mains de l'organisation externe ; leur vie interne se développe de façon souvent sclérotique et apathique, se limitant à avaler péniblement les décisions des exécutifs, émanant à leur tour de l'appareil syndical territorial. Cependant ils sont toujours composés de délégués élus par les travailleurs et en contact direct avec eux, et donc susceptibles d'être influencés par des événements qui verront monter la tension et la volonté de lutte des travailleurs. En outre, dans les petites et

moyennes entreprises où en général l'état de l'opportunisme syndical est moins serré, les Conseils des délégués jouissent souvent d'une certaine autonomie, et sont plus facilement perméables aux positions classistes. A cause de ceci, nous ne pouvons exclure a priori un travail de propagande et d'agitation en leur sein. Au maximum, sans donc ici exclure des décisions opposées dans des cas particuliers, nous sommes pour le travail interne, à la condition d'être élus représentants par les travailleurs qui voient dans le militant élu un ouvrier combatif disposé à ne pas transiger dans la lutte contre le patronat et à se battre contre le colossal obstacle de l'opportunisme et du collaborationnisme syndical. Évidemment nous ne pouvons pas rédiger pour cette question des casuistiques avec autant de solutions prêtes. Le cas de militants ouvriers élus délégués sera évalué avec rigueur par le Parti, et toute décision devra tenir compte des circonstances et de la situation dans laquelle l'élection est advenue. Dans tous les cas, l'attitude de notre militant devra être préparée à la constante dissociation publique face aux travailleurs de toute décision du CdU qui s'éloignerait de la défense réelle des intérêts de classe et de toute initiative collaborationniste animée d'un esprit de « bon fonctionnement de l'usine », et de la reconnaissance de ses problèmes productivistes ; il devra, de plus, être tenu évidemment de dénoncer constamment sans subterfuges et moyens termes les actes et les accords conclus par le CdU contrôlé par l'opportunisme.

Toutefois on peut prévoir que l'adhésion du CdU ou de fractions de ceux-ci au processus qui entraînera la réapparition d'organismes économiques prolétariens classistes aura elle aussi un caractère surtout épisodique et non généralisé ; le Parti étant conscient que son influence pourra même être à cette fin déterminante.

Il n'est plus possible en effet dans la phase impérialiste du capitalisme de voire exister un « syndicalisme libre », c'est à dire des organismes syndicaux qui, tout en n'ayant pas une direction révolutionnaire, tout en étant entre les mains de partis réformistes et petit bourgeois, pourraient mener la lutte sur le terrain économique de façon conséquente. **La lutte économique, à l'époque impérialiste, se transforme beaucoup plus rapidement que par le passé en lutte politique puisque sa manifestation même et sa généralisation se heurte aux bases mêmes du régime capitaliste.** Par conséquent, quelque soit l'organisme syndical, il est immédiatement placé face au problème de l'État : ou il accepte de limiter la lutte prolétarienne dans la « légalité » et par ceci la restreindre et l'étouffer en faveur de la conservation sociale, **ou dépassant les limites de la légalité sociale pour venir sur le terrain révolutionnaire, il étend, il donne de la puissance et généralise la bataille que le prolétariat mène pour la défense de ses conditions de vie.** Cette situation amène ainsi tous les partis et toutes les tendances politiques qui sont pour la conservation du régime à se montrer comme les ennemis de la manifestation ample et conséquente de la lutte économique prolétarienne et le Parti révolutionnaire de classe uniquement à être dans le même temps le souteneur de plus acharné de cette lutte. **La fonction syndicale se complète et s'intègre seulement quand à la tête des organismes syndicaux se trouve le Parti politique de classe, dit la Plate-forme de 1945, et en effet il n'existe pas d'autre voie.**

La déduction à tirer de tout ceci n'est certes pas que le syndicat n'est plus nécessaire et que le lutte syndicale ne peut plus exister. Il en est une autre bien différente : les prolétaires retourneront à la lutte pour la défense des conditions économiques et reconstruirons alors les organismes adaptés à cette défense, **les syndicats de classe** ; ces organismes, par définition ouverts à tous les prolétaires, par définition organisant la masse des prolétaires sur des bases non de conscience mais de nécessités

matérielles, se trouveront placés par la situation même devant **l'alternative : ou se plier de nouveau au contrôle et à l'influence de l'État ce qui équivaut au contrôle et à l'influence des partis opportunistes, bourgeois et petit bourgeois, ou à l'unique direction politique vraiment illégale, celle du parti politique de classe.** Dans notre vision, l'existence des syndicats de classe de l'époque impérialiste a donc **une importance encore plus grande** que celle qu'elle pouvait avoir auparavant ; si par le passé, il fut possible de dévier la lutte du prolétariat sur le terrain économique de ses objectifs de conquêtes révolutionnaires maximales, d'en faire un frein contre elles, **il n'en est plus de même à l'époque impérialiste** : le passage du syndicat de classe au syndicat rouge influencé et dirigé par le parti est beaucoup plus immédiat et doit survenir sous peine que les organismes économiques ne perdent leurs connotations de classe, c'est à dire qu'ils abdiquent la fonction élémentaire pour laquelle ils sont nés. A l'intérieur des organismes économiques que la classe sera contrainte de créer lors du retour à la bataille, se déroulera la lutte entre tous ceux qui voudront en maintenir l'action dans les limites de la légalité bourgeoise et par ceci l'éteindre et l'asphyxier, **alors que la direction du Parti, en poussant à l'augmentation de puissance et à la généralisation de la lutte prolétarienne, entraînera par cela même ces organismes sur le terrain révolutionnaire.**

\*\*\*\*\*

# LES DERNIÈRES LUTTES DANS L'AUTOMOBILE ET LA SIDÉRURGIE DÉMONTRENT UNE FOIS DE PLUS LA NÉCESSITÉ VITALE DU SYNDICAT DE CLASSE 1981-83<sup>21</sup>

La politique anti-ouvrière du gouvernement PS-PCF ne débute pas en mars 1983 avec le « plan de rigueur » : elle est directement mise en œuvre au niveau étatique dès le lendemain du 10 mai 1981, correspondant à la fonction historique de l'opportunisme depuis des décennies. « Si j'échoue, ce sera une radicalisation du pouvoir, et l'opposition fait une erreur historique, car elle devrait comprendre qu'elle a le meilleur gouvernement possible dans les circonstances économiques et politiques actuelles », déclarait fort justement Mitterrand (Le Monde du 13 octobre 1981).

De même, dans deux secteurs regroupant des masses importantes de prolétaires, l'automobile et la sidérurgie, les trois dernières années de luttes confirment le rôle tristement anti-ouvrier des syndicats tricolores garants de la paix sociale, fidèles défenseurs de « l'industrie nationale », de la bonne marche des entreprises, toujours prêts à négocier dans le dos des travailleurs des gains de productivité, des pertes de salaire ou des licenciements. Leur tactique, depuis longtemps rodée, a été mise en œuvre dans toutes ses facettes : division des travailleurs entre français-immigrés, licenciés-non (encore) licenciés, qualifiés-manœuvres, isolement le plus total (aucune information, quand ce n'est pas de fausses informations pour mieux faire reprendre le travail...), grèves sectorielles, catégorielles, annoncées et limitées dans le temps, manifestations « dans le calme », maintien des prolétaires dans les murs des usines, dénonciation des travailleurs révoltés par leurs pratiques honteuses et, toujours, appel final à la reprise du travail...

## LE FRONT DES LUTTES DANS L'AUTOMOBILE<sup>22</sup>

Les industries automobiles regroupent de **forts pourcentages de travailleurs immigrés**<sup>23</sup> : 40 % à Talbot Poissy, 65 % à Citroën Aulnay et 54 % à Levallois, 52 % à Chausson.... Originaires pour la

21 Notons, en 2023, que ces luttes correspondent à l'arrivée du gouvernement socialiste de François Mitterrand, avec une union avec le PCF qui consista surtout, au nom de la production nationale, à étouffer les revendications ouvrières et à favoriser, comme dans le reste du monde, une politique « libérale ». Encore une fois la social démocratie et le stalinisme servaient à la contre-révolution et aux besoins de la bourgeoisie déjà effrayée par la baisse du taux de profit et de la crise économique.

22 La branche automobile est en crise depuis les années 1970 amenant à la formation d'un groupe rassemblant Peugeot et Citroën, PSA, en 1974, à côté de Renault. La bourgeoisie française préféra exporter son capital vers des contrées aux salaires plus bas et l'industrie automobile française devait aller de crise en crise. D'une manière générale, la France connaissait une récession de 1980-84.

23 La spécificité immigrée des OS est mise en évidence lors de ces grèves par les médias. La plupart sont analphabètes, qualité qui était un des critères déterminants pour les recrutements dans les villages du sud marocains ou des plateaux d'Anatolie !

plupart d'Afrique du nord ou d'Afrique noire, ils occupent quasiment tous des postes de manœuvres ou d'ouvriers spécialisés, peu payés, fatigants, dangereux, insalubres... Ils seront à la pointe des luttes, d'abord embrigadés par les syndicats tricolores puis, **de plus en plus massivement, en dehors d'eux et contre eux.**

C'est à Sandouville (Renault) qu'ont lieu les premières attaques contre les prolétaires. Dès **septembre 1981**, à la sellerie : 60 postes supprimés, cadences accélérées, temps d'opération individuel divisé par deux ; la grève démarre le 4 septembre et durera, sous la forme de débrayages quotidiens, pendant deux mois ; deux mois d'isolement des travailleurs de la sellerie des autres travailleurs de Sandouville. Négociant jour et nuit, la CGT majoritaire appelle à la reprise le 8 novembre, une équipe se prononça contre la reprise, vu le peu de résultats obtenus.

En octobre, des grèves éclatent aussi dans de nombreuses succursales de Renault (Marseille, Nîmes, etc.), mais **rien n'est fait pour coordonner ces luttes.**

Toujours en octobre, les peintres de Renault Billancourt se mettent en grève contre la détérioration des conditions de travail ; occupant des postes stratégiques, ils obtiennent rapidement l'octroi d'une prime mensuelle de 230 francs ; ce premier succès encourage les travailleurs du montage des moteurs, qui cessent le travail et décrochent une prime semblable ; **troisième conflit, toujours non déclenché par les syndicats**, celui des chaînes de finition mécanique, dès le 2 octobre, irritant Fiterman, ministre PCF, qui s'en prend aux « grèves bouchons qui paralysent la production ». La CGT appelle à la reprise, les grévistes se prononcent contre le 26 octobre ; la CFDT ne donne aucun mot d'ordre, étant ainsi sûre de satisfaire tout le monde et se laissant une marge de manœuvre pour récupérer le mouvement ; le 27 au matin, la CGT se fait huer et ne peut terminer son discours appelant à la reprise et, l'après midi, elle est totalement absente quand les agents de maîtrise imposent de force la reprise du travail....

De la mi-octobre à fin novembre, ce sont les ouvriers de Peugeot Sochaux, la plus grande concentration ouvrière de France ( 31 400 salariés), qui se mettent en grève, contre la dégradation générale des conditions de travail, pour l'abaissement de la durée hebdomadaire de travail, de meilleurs salaires et la suppression du fichier Peugeot sur lequel est noté l'évolution de « l'état d'esprit » de chaque travailleur. Les syndicats jouent la division : quand l'un lance une consigne, les autres lancent l'opposée ; peu de revendications seront satisfaites.

**Au printemps 82**, c'est à Renault Flins que la lutte repart. Flins regroupe 18 000 salariés, dont 7 000 immigrés parmi lesquels 3 600 marocains ; 26 nationalités y sont représentées. **En 1980, tous les syndicats avaient signé un accord prévoyant 5 points sur le coefficient de base quand l'ouvrier a travaillé pendant 5 ans sans absentéisme, accords honteux sur le dos des travailleurs**, liant leur salaire à leur santé et docilité (**l'absentéisme** est devenu un des problèmes majeurs, avec le turn-over, pour le patronat de l'automobile depuis une dizaine d'années). L'application de cet accord va poser plus de problèmes que sa signature ; le sentant, la CGT appelle à un débrayage pour le 26 mars de 2 heures aux caristes de la sellerie..., qui démarrent, **contre tous les syndicats**, une grève illimitée. Les caristes reprennent le travail le 9 avril, ayant obtenu l'annulation de la pénalisation due aux accident de travail et aux congés sans solde, victoire, mais partielle cependant : seulement 50 % des heures de grève indemnisées et maintien partiel de la pénalisation pour absentéisme. Ce sont les OS (ouvriers spécialisés) des chaînes mécaniques de la sellerie, tôlerie, qui prennent tout suite le relais, s'attaquant aux divisions engendrées par le nouveau système de « carrière » ; l'isolement des OS les amène à plier



et à accepter le compromis syndicat-direction, fait surtout de promesses. Un comité de grève avait fonctionné pendant toute la grève des OS, mais manipulé par les courants gauchistes, il n'avait fait que servir de lien entre les syndicats tricolores, permettant de récupérer les ouvriers dégoûtés des manœuvres des bonzes.

En avril, ce sont les ouvriers de Citroën-Aulnay qui se croisent les bras. Bastion de syndicats jaunes, Citroën-Aulnay est connu pour ses conditions de travail très dures et ses faibles salaires (de 18 % inférieurs à ceux de Renault). Les insultes (« esclaves » !) contre les immigrés mettent le feu aux poudres : il y a 3 800 immigrés sur les 5 500 OS des chaînes : la grève est immédiate et générale « pour la dignité », contre les cadences et pour une prime de 400F pour tous. Lutte dure, contre le patronat et les bandes armées, contre les syndicats tricolores qui négocient dans leur dos. Le travail reprend le 1<sup>er</sup> juin, autoréduisant les cadences là où les promesses ne sont pas tenues. Les résultats obtenus restent « congelés » jusqu'à fin novembre à cause du blocage des prix et des salaires (les profits ne sont pas bloqués, eux, ni les prix des loyers, l'énergie électrique, des produits importés). Hélas, la lutte prioritaire contre les syndicats jaunes ne permet pas aux syndicats tricolores de vraiment se démasquer, et les OS restent influencés par la CGT. Des délégués de chaîne, cooptés par les ouvriers sur chaque chaîne de montage ont joué un rôle important, parallèlement aux structures syndicales.

Le lendemain de la reprise à Citroën-Aulnay, le 2 juin, les ouvriers de l'atelier de ferrage de Talbot Poissy arrêtent le travail, suivis par ceux de la carrosserie et du montage. **Usine avec un fort syndicat jaune**, Talbot<sup>24</sup> se vante d'avoir fait perdre 17 % du pouvoir d'achat à ses ouvriers entre 1978 et 1981, pertes aggravées en 81-82 par des mesures de chômage technique imposé. Sur les mêmes années, on compte plus de 1 000 travailleurs licenciés par an pour ne pas s'être pliés à la discipline de fer de Talbot ! Les salaires sont individualisés au maximum : les grilles officielles sont même supprimées pour que chacun ait vraiment un salaire distinct de son voisin. Les syndicats tricolores prennent le train en marche, des heurts violents ont lieu avec les jaunes ; le gouvernement PS-PCF fait déployer autour de l'usine d'importantes forces de police, qui interviennent plusieurs fois contre les grévistes ; ceux-ci resteront malheureusement prisonniers dans les murs de l'usine, les syndicats les y maintenant ou ne les faisant sortir que pour une manifestation bien ordonnée qui regagne aussitôt l'usine. Gouvernements et syndicats tentent d'utiliser toutes les structures paritaires de conciliation possibles : un chargé de mission nommé par le ministre du travail, la commission régionale de conciliation, enfin le médiateur demandé par la CGT. Début juillet, le travail reprend après, comme à Citroën un mois plus tôt, des promesses pour la fin de l'année. Des délégués de chaîne ont aussi été mis en place, assurant la liaison entre travailleurs et syndicats, délégués que le patronat qualifie « d'invention diabolique ».

A l'automne, au moment de l'application des promesses, les conflits reprennent à Citroën comme à Talbot : débrayage, sabotages de la production. **La CGT, fidèle à sa politique de défense de la**

24 L'usine automobile de Talbot à Poissy n'avait pas connu de grève durant 28 ans. Un syndicat puissant organisé par les patrons, un syndicat jaune (élu par les travailleurs), dirigé par des militants de parti de droite, y régnait, s'occupant des œuvres sociales au budget très important, et barrant la route à toute protestation des travailleurs. La violence des affrontements entre les grévistes et les membres (le plus souvent des cadres et agents de maîtrise) du syndicat « jaune », marquera un tournant avec le déclin de cette forme syndicale développée dans les années 1960 mais désormais abandonnée par les salariés. En effet, les grèves des années 80, l'arrivée du PS associé au PCF en 1981, amèneront à une syndicalisation importante dans la CGT et la CFDT ! Les patrons allaient s'adresser aux syndicats « tricolores », tout aussi fervents serviteurs du régime et de la paix sociale !

**production**, demande la création d'une commission de contrôle de la production « chargée d'enquêter sur les causes des retards et des défauts de la production. Le marocain Akka Ghazi, secrétaire de la section CGT, insiste : « Espérons qu'il n'y aura plus de sabotage », pendant que des tracts CGT demandent aux délégués de « dénoncer les retards et les sabotages dès qu'ils le constatent. » !

Retour à Renault-Flins, le 6 janvier 1983. Les promesses obtenues en avril 82 n'ont bien sûr pas été tenues par la direction. Les peintres se mettent en grève, demandant 300 francs pour tous immédiatement (quelle revendication unificatrice, simplement à Renault qui compte plus de 100 000 salariés !) et des améliorations dans les conditions de travail. Dès le 7, syndicats et direction commencent à négocier le sort des ouvriers. Les peintres grévistes élisent dans le même temps des délégués « pour aller négocier à côté des syndicats », démontrant bien par là la confiance qu'ils ont en ces organisations de collaboration. Le 11, les peintres de Renault Billancourt se joignent au mouvement ; les chaînes sont immobilisées en plaçant des obstacles en travers. Le 13, à Flins, la grève s'étend spontanément au secteur de l'électrolyse et au centre livreur ; le 16, direction et syndicats appellent à se prononcer, à bulletin secret, sur leurs propositions : les ouvriers rejettent à l'unanimité moins deux voix ce compromis ; à Billancourt par contre, la direction recule plus, et les peintres acceptent de reprendre le travail. A Flins, les peintres cessent la grève le 27 janvier, ayant quasiment les augmentations revendiquées, comme à Billancourt. Le même jour, le premier ministre s'en prend publiquement aux « immigrés excités par des groupes religieux et politiques (...) qui n'ont pas grand-chose à voir avec la réalité sociale française » : on ne pouvait attendre mieux d'un représentant de la « gauche » ... de la bourgeoisie ! Le 2 février, se joignant aux grévistes de l'électrolyse, du centre livreur et de la sellerie, les ouvriers de la tôlerie partent en grève illimitée. Mais, face à l'isolement dans lequel ils se trouvent maintenus par les syndicats tricolores, tous ces travailleurs devront peu à peu reprendre le travail avec seulement des promesses. La CGT favorise ouvertement la reprise à la sellerie, là où elle est bien implantée. Krasucki, son secrétaire général, nous le confirme : « Des conflits se résolvent plus aisément et de manière plus constructive dans les usines où la CGT est plus fortement implantée que dans les entreprises où l'on a réussi à l'affaiblir », c'est tout dire ! Encore une fois, les ouvriers paient des décennies de corporatismes catégoriels savamment entretenus par les patrons et les syndicats, jaunes et tricolores. La CFDT, par la voix de Granger (secrétaire de la Fédération de la métallurgie) déclare même qu'il faut « limiter le conflit aux revendications des ouvriers peintres » : pour mieux l'éteindre ? Le jour de la reprise, les peintres de Flins interdisent aux journalistes l'accès aux ateliers : tous avaient attaqué plus ou moins les grévistes « qui mettent en danger l'industrie automobile », et surtout les travailleurs maghrébins accusés de tous les maux.

A Citroën-Aulnay, le 2 février, des affrontements violents se produisent : sentant leur force, les ouvriers n'ont pas hésité à affronter la maîtrise et les jaunes qui voulaient remettre les chaînes en marche. A Aulnay, la maîtrise est d'autant plus haïe qu'elle a une pratique particulièrement puante : faire semblant de débrayer, et donc imposer des pertes de salaires à tous, quand des ouvriers licenciés sont réintégré par la force à leur poste de travail par leurs camarades... Depuis un mois, Citroën Aulnay, Nanterre et Levallois sont en effervescence : les débrayages et les bagarres se succèdent. Maire, secrétaire de la CFDT, commente cyniquement : « On ne peut admettre la violence dans les relations du travail ». La répression s'abat sur les prolétaires les plus combatifs : Citroën décide 30 licenciements temporaires plus ou moins couverts par le ministre « socialiste » du travail qui dénonce « l'incapacité de la CGT à contrôler les désordres ». Celle-ci, ayant perdu toute tradition d'auto-défense ouvrière, n'a pas honte de demander... une commission d'enquête sur les violences : « il

devait être temps de négocier et de rechercher une solution dans l'intérêt de l'industrie automobile et plus particulièrement de Citroën », soutient la CGT, tournant une fois de plus le dos à la défense des grévistes et rappelant sa fidélité au capital.

Simultanément, depuis la mi janvier, les ouvriers de Chausson, filiale de Renault et de Peugeot, à Gennevilliers, partent en grève pour une augmentation des salaires, le versement de la paie en fin de mois au lieu du milieu du mois suivant ... Grève massive surtout parmi les travailleurs immigrés qui représentent un travailleur sur deux à Chausson. Elle dure cinq semaines et est en fin de compte brisée par les manœuvres dont les syndicats sont passés maîtres : CGT et CFDT proposent un vote à bulletin secret, d'abord refusé par les grévistes ; un vote à mains levées donne la majorité aux partisans de la poursuite de la grève ; les bonzes font traîner pour arriver enfin, quand les prolétaires les plus combattifs sont sortis dégoûtés, à décider un vote à bulletin secret... qui accepte la reprise. C'est pourtant une victoire partielle pour ces ouvriers, surtout pour les immigrés en majeure partie marocains, victimes d'un racisme latent de la part de certains de leurs camarades de travail et étroitement surveillés par les Amicales de travailleurs liées au gouvernement marocain.

Toujours dans le même temps, ce sont les ouvriers d'Unic-Fiat à Trappes qui partent en grève contre l'accélération des cadences et pour de meilleures conditions de travail en général, le 13 janvier. Les ouvriers opposent un premier refus aux propositions de la direction et de la CGT le 26, indemnisant les jours de grève à 40 % ; et il ne faudra que deux jours au patronat pour proposer une indemnisation à 70 % et la satisfaction d'autres revendications, devant la détermination des travailleurs qui cesseront la grève le 1<sup>er</sup> février.

Ainsi, en janvier et février 1983, ce sont les grands centres ouvriers de la région parisienne qui se sont mis en mouvement ; au total, environ 54 000 salariés, rien que dans les usines automobiles touchées par des grèves : même si de ce chiffre il faut retirer les agents de maîtrise, les cadres, certains employés, ou même ouvriers encadrés par les syndicats jaunes, on voit tout de suite la force que représenterait une telle **masse unie** sur des revendications communes... Rien, strictement rien n'a été fait par les syndicats tricolores pour tisser le moindre lien entre ces luttes (la CFDT avoua même travailler en sens inverse, à isoler les grévistes !).

Les syndicats tricolores ne feront aussi quasiment rien face à la répression (licenciements) qui s'abat dès la fin février ; la CFDT dénonce les licenciements, mais ne fait rien pour les combattre, et admet même, en bonne garante de la paix sociale, « des sanctions proportionnelles aux faits » !

Notons enfin, pour couronner ce début 1983, la signature par **toutes** les organisations syndicales d'un accord de classification avec Peugeot, liant l'évolution de carrière à l'ancienneté, à la polyvalence, aux « qualités personnelles d'adaptation » et à la « contribution active aux améliorations susceptibles d'accroître la compétitivité des produits » : cette signature démontre, une fois de plus, **le rôle central d'embrigadement des syndicats tricolores et de marchands de force de travail à la solde d'un capital assoiffé de plus-value.**

## **TALBOT : ÉTAT, PATRONAT ET SYNDICATS TRICOLORES CONTRE LES PROLÉTAIRES EN LUTTE**

Durant l'été 1983, le groupe PSA (rassemblant Peugeot, Citroën, Talbot) annonce pour prochainement 7 400 suppressions d'emplois à Talbot Poissy, dont 2 905 licenciements, les autres

travailleurs concernés étant mis d'office en pré-retraite.

Des débrayages sans conséquence sont de temps en temps organisés par les syndicats ; le PCF, dans un meeting le 30 septembre, se prononce contre tout licenciement ... sauf pour les travailleurs immigrés ( à condition qu'on leur promette une formation avant leur retour au pays !) et sauf encore « par la force des mutations technologiques » (la mobilité est alors « concevable, négociable » !). Racisme social + exigences du capital, ce sont bien là les raisons d'exister de l'opportunisme !

En 1983, les salariés de Talbot ont chômé de force pendant 57 jours : les salaires sont donc maigres, en baisse d'un mois sur l'autre. Talbot sent la révolte ouvrière. Le gouvernement, prudent, arrive à négocier avec le groupe PSA ; le nombre de licenciements tombe le 17 décembre de 2 905 à 1 905. La CGT, qui avait rempli Talbot d'affiches « Non aux licenciements » se jette sur l'accord gouvernement-PSA pour le qualifier « d'avancée positive » (pour qui ?!) ; la CFDT se tait, et ne se prononce contre ... qu'après avoir demandé leur avis aux grévistes ! Elle élèvera le ton, ... surtout pour reprocher au gouvernement de ne pas l'avoir associée dans la négociation. Découvrant le jeu infâme de la CGT, majoritaire, les grévistes, pour beaucoup immigrés, se dressent contre elle : « La CGT devra plier », disent-ils. Des immigrés tiennent une conférence de presse, rejetant la tutelle syndicale, chiffrant les conditions financières de leur retour au pays : « parce que nous avons laissé ici nos doigts coupés, notre jeunesse, notre santé ». Si l'on peut regretter le premier réflexe des prolétaires immigrés, devant tant de trahisons, à se renfermer sur eux-mêmes, à chiffrer des années d'exploitation (« 200 000 francs, rien d'extravagant », renchéiront les trotskystes de Lutte Ouvrière, tels des maquignons !), on ne peut que saluer leur claire vision de l'esclavage salarié qu'ils ont vécu. La CGT se fait huer par les grévistes les jours suivants et n'arrive jamais à organiser le moindre vote, tant ses propositions en accord avec le plan gouvernement-PSA sont couvertes de hurlements. La CFDT, animée localement par la dite gauche syndicale, proteste encore contre les licenciements, protestation qu'elle abandonnera quelques jours plus tard. Toute la presse se mobilise contre les grévistes qualifiés « d'inconscients » ; la CGT vitupère contre eux, « manipulés par les associations de travailleurs immigrés », et oppose les 1905 licenciements à la survie de l'entreprise, à la marque Talbot. Les grévistes pendant ce temps s'organisent hors du contrôle syndical : ils organisent des tours de garde, élisent des délégués et un comité de grève, hélas manipulé par la CFDT, rassemblant 4 00 travailleurs qui s'y inscrivent spontanément. La CFDT essaie diverses voies de sortie, mais avec prudence : elle propose ainsi au premier ministre Mauroy de transformer les 1905 licenciements en chômage technique, puis, cela fait, ... d'ouvrir une négociation tripartite gouvernement-syndicat-PSA ! Comme si les travailleurs n'avaient pas assez reçu de coups de poignard dans le dos ! Les grands cris de la CFDT sont bien dirigés contre le gouvernement, mais parce qu'il s'est passé de « ses » syndicats aux ordres pour licencier ; ils auraient aimé donner leur avis, ces Messieurs, sans doute « pour éviter des licenciements arbitraires » (Options CGT).

Les grévistes sont hélas restés prisonniers du cadre de l'entreprise, trop influencés par les syndicats tricolores ; cela n'a que mieux permis de les isoler, notamment dans le bâtiment B3 ; cela a permis aux jaunes de les harceler sans cesse, désarmés qu'ils étaient. La CFDT, le 5 janvier, appelle même les CRS pour faire dégager l'atelier B3, faute de pouvoir elle-même calmer les ouvriers qui ripostaient aux attaques des nervis : quand on appelle l'État à la rescousse, c'est qu'on a non seulement oublié mais renié les principes de base de la tradition ouvrière tels que l'autodéfense ouvrière, les piquets de grève ouvriers, l'appel à la solidarité ouvrière et son organisation, la violence ouvrière organisée face

à la violence patronale et aux flics... La CGT quant à elle fait tout son possible pour faire reprendre le travail : « Nous devons produire pour empêcher la direction de déposer le bilan », répètent les bonzes derrière les patrons.

Le lendemain, le 6 janvier, la CFDT ne parle plus d'aucun licenciement ; elle décide tout simplement que la grève est terminée (ce qu'avait fait la CGT une semaine plus tôt), et va s'asseoir aux côtés du patronat et de la CGT « pour discuter des modalités de reconversion », autrement dit du sort des licenciés. **Ce simple fait devrait suffire à condamner une fois pour toute le syndicalisme tricolore, étatisé** ; mais il en faut plus pour certains, toujours en train de vanter la CFDT ( quand ce n'est pas FO), c'est le cas des **trotskystes de la LCR**, n'étant pas tombés aussi profond dans le reniement des positions révolutionnaires – **ce qui les rend d'autant plus dangereux pour le prolétariat** – que l'opportunisme traditionnel ( par exemple, aucun tract ne fut diffusé aux autres usines automobiles ou autres de la région parisienne pendant le conflit de Talbot par les syndicats !), les trotskystes diffusèrent quelques tracts appelant à la solidarité (sur des bases manœuvrières totalement inoffensives pour le patronat : motions, lettres, télégrammes...) et organisèrent une collecte à Renault Sandouville pour aller remettre la somme non pas au comité de grève qu'ils vantent tant, mais ... « moitié pour la CGT, moitié pour la CFDT » (journal troskyste de la LCR « Rouge » n°1094) ! Ces derniers refusent d'ailleurs sans honte l'argent collecté, et il faut l'insistance de nos trotskystes de service pour qu'ils veuillent bien accepter la collecte ( dont ils ont d'ailleurs pu jouir à leur guise). Naïveté, bêtise ou servilité ? Les trois, qui sont valables pour les **trois courants trotskystes**<sup>25</sup> qui se courent après en France. L'un d'entre eux avançait lors du conflit une « revendication » à faire trembler sur ses bases tout le capitalisme international : que les députés PCF-PS (ceux-là même qui organisent les licenciements !) votent une loi interdisant tout licenciement ! Qui a parlé de crétinisme parlementaire ?

Les syndicats tricolores ont donc bien travaillé à Talbot : l'isolement des grévistes a été total ; ils furent enfermés dans l'entreprise et divisés... et l'usine continue d'exploiter les autres. A quand la prochaine charrette de licenciés ? Le rôle du gouvernement a aussi été clairement anti-ouvrier ; il eut même le front de proposer cette « issue » aux licenciés : qu'ils créent leur entreprise et ils auront des avantages, par exemple une réduction sur l'achat d'un véhicule utilitaire ... Talbot. Attitude méprisante vis à vis de prolétaires dont beaucoup sont illettrés et sans le sou, digne d'un bon gouvernement bien bourgeois à 100 % !

## LA RÉVOLTE DES SIDÉRURGISTES 1979-1984

Implantée tardivement en France, la sidérurgie se caractérise par l'hétérogénéité des prolétaires qu'elle embauche : ouvriers de métier (mouleurs, fondeurs, ...), souvent ex artisans prolétarisés et une grande masse de manœuvres qui va grandir avec l'introduction du taylorisme après la première guerre mondiale, masse recrutée dans l'immigration, d'abord italienne puis d'Europe centrale et d'Afrique du

25 Les trois courants trotskystes en 1983 comme aujourd'hui en 2023 sont : la Ligue communiste révolutionnaire LCR transformée en la nébuleuse NPA en 2009, Lutte ouvrière LO (qui obtenait quelques pourcentages aux élections présidentielles entre 1974 et 2007), le lambertisme avec le Courant communiste internationale qui a éclaté les décennies suivantes en différentes branches dont le Parti ouvrier indépendant POI, proche en 2023 du parti La France Insoumise de Mr Mélenchon. Le dernier arrivé en 2021, le courant trotskyste Révolution Permanente (issu du courant « communiste révolutionnaire »), qui s'organise en parti après une scission du NPA en 2022, est lié au trotskysme sud américain. Mais il existe d'autres minuscules formations trotskystes.

nord. Cette classe ouvrière va se renouveler dans les années 1950-60 en maintenant cette différence entre ouvriers de métiers et manœuvres, avec la particularité que la « deuxième génération » sera composée des enfants d'immigrés : ces ouvriers seront pour la première fois eux-mêmes fils d'ouvriers, une tradition ouvrière commence à exister pour eux. Aux grandes grèves du début du siècle (un ouvrier tué par la troupe à Longwy), rappelons les grèves très dures de 1947-48, où les grévistes attaquèrent une compagnie de CRS... Les luttes reprennent dans les années 1970, culminant en 1979 avec les affrontements à Paris et en Lorraine ; les syndicats tricolores sont secoués ; ainsi se crée le SLT ( Syndicat de Lutte des travailleurs d'Usinor à Dunkerque), en mars 1981, à l'initiative de syndiqués CGT pour la plupart anciens militants de la section CFDT<sup>26</sup> dissoute en 1979. Bien qu'encore sur des positions non clairement classistes, les travailleurs du SLT ont du quitter les syndicats officiels et s'organiser en dehors d'eux ; un de ses animateur a été licencié d'Usinor Dunkerque en septembre 1981 pour avoir dénoncé un double accident mortel du travail dans cette usine de 25 km<sup>2</sup> qui compte une centaine de morts depuis son ouverture en 1962 !

La forte aristocratie ouvrière pèsera lourd dans les conflits bien encadrés par le PCF et la CGT ; **cette dernière appuiera tous les plans de « défense de l'acier » et sera un boulet aux pieds des sidérurgistes qui n'arriveront pas à se dégager de ces mots d'ordre.**

La sidérurgie européenne et particulièrement française connaît une crise grave depuis une vingtaine d'années : suraccumulation, chute du taux de profit, exacerbation de la concurrence... Les différents gouvernements bourgeois précédents s'étaient déjà fortement attaqués aux prolétaires de la sidérurgie (plan 1965-66, 1971, 1978-79), et le gouvernement Mitterrand va faire de même, tout aussi brutalement, illustrant parfaitement aux yeux de la classe ouvrière ce que signifie le fameux « progrès économique et social » dont l'opportunisme nous rebat les oreilles à longueur de journée.

**Dès juillet 1981**, la FTM (Fédération des Travailleurs de la Métallurgie de la CGT) est au ministère de l'industrie pour proposer un « plan de relance », et « préparer le contenu et le calendrier d'une négociation générale sur la sidérurgie » : la CGT se met une fois de plus au garde à vous, prête à proposer ses services au gouvernement de Mitterrand confronté à la crise du capital sidérurgique. L'accent est mis par la CGT sur « les problèmes de composition des conseils d'administration, la place et l'indemnisation des administrateurs CGT »... : c'est bien là avouer quelles sont les préoccupations premières d'un syndicat tricolore ! Entre cette date et l'annonce l'été 1982 puis en mars 1984 du « plan de restructuration » prévoyant 25 à 30 000 licenciements, les syndicats, tout en contestant les décisions prises, ne font absolument rien pour les remettre en cause et déclarent : « Tout

26 La CFDT utilisa beaucoup l'expulsion des sections trop revendicatives au goût de la centrale. 1979 marqua un virage pour la CFDT, tournant le dos à son orientation auto gestionnaire et de la contestation sociale qui avait son attrait après 1968 et dont la lutte à LIP marqua les travailleurs, bien plus que la CGT, et au mépris de ses sections les plus combattives. En effet jusqu'à là, la centrale ouvrait largement ses portes aux militants d'extrême gauche tandis que la CGT d'alors, liée au PCF, leur barrait la route ! Et la CFDT participait activement à la contestation sociale qui entre 1969 et 1973 donna plus de 16 millions de jours de grève. Dès les années 1970, la centrale amorçait une tactique pour contre carrer les « gauchistes » autour du socialiste Chevènement et du parti LCR, et dès 1977 commençait les exclusions au niveau de toutes ses structures. Tout s'accélère entre 1976 et 1979 et en mars 1979 c'est au tour du conseil syndical de la section CFDT d'Usinor -Dunkerque avec 800 adhérents. Ces années sont celles de la désindustrialisation et de licenciements massifs et de la décroissance de la combativité et de la syndicalisation des travailleurs avec une chute en 1979 des journées de grève, combativité en baisse qui va durer jusque dans les années 1985. La CFDT va donc mettre la négociation au coeur de la stratégie syndicale, et non plus la grève ! Dès 1978, elle se pose en partenaire social du gouvernement de droite et rompt aussi l'unité des luttes avec la CGT des années précédentes. Les exclus de la CFDT vont former des syndicats alternatifs à la SNCF, à la banque, à Usinor de Dunkerque avec le SLT ; puis ce sera la création des syndicats SUD dans les années 1990.

en contestant le contenu des orientations de juin 1982, les fédérations syndicales suivent la procédure qui leur est fixée et essayent de contenir l'impatience et le trouble des syndicats de base » (Travail n°4, avril 84)<sup>27</sup>

Tout le mois de mars 1984, surtout la fin du mois, sera marqué par des grèves dans la sidérurgie ; celles-ci resteront le plus souvent étroitement canalisées par les syndicats tricolores, la conséquence en sera un certain nombre de « **coups de mains** » de prolétaires, surtout en Lorraine, seul moyen spontané d'échapper au cadre contraignant et inoffensif fixé par l'opportunisme : attaques de sièges patronaux, de commissariats, de centres des impôts, déversement de ferrailles sur les rouges, blocage des trains, des frontières. Si nous ne pouvons que saluer ces « **coups de mains** », car ils rompent avec toutes les pratiques pacifiques, ultra légales et défaitistes de l'opportunisme, il faut les analyser hélas, comme des manifestations désespérées de prolétaires manquant de perspectives clairement classistes, et ne voyant d'autre issue que dans des actions sans lendemain. Ces « **coups de mains** » auraient porté s'ils étaient organisés sur une plus grande échelle, avec constance par une organisation économique centralisée et déterminée<sup>28</sup> à défendre jusqu'au bout des revendications strictement prolétariennes : défense du salaire, du poste de travail, des conditions de travail. L'organisation syndicale classiste manquait, les mots d'ordre étaient ceux de l'opportunisme (« l'acier vivra »...), et dans ce cadre même des actes directs perdent de leur efficacité, surtout lorsqu'ils ne sont pas coordonnés et suivis, et généralisés aux autres prolétaires. Notons cependant cet élément positif, la perception juste de leurs ennemis par les sidérurgistes : ils ont attaqué à la fois les sièges patronaux et les édifices représentant l'État, et ont aussi dénoncé les trahisons de l'opportunisme, au moins social démocrate ; les seaux de peinture jaune, lancés contre les façades de plusieurs sièges du Parti Socialiste, même s'ils restent symboliques, sont bien la manifestation de positions de classe que nous saluons<sup>29</sup>.

De nos jours, les différents agents de la bourgeoisie, de gauche comme de droite, demandent au prolétariat de se serrer la ceinture pour assurer l'avenir, mais nous savons que c'est toujours un mensonge : **nous sommes dans l'ère des guerres et des révolutions, disait Lénine, c'est à dire dans l'ère de l'impérialisme, de la putréfaction du capitalisme.** Nous pouvons prévoir que le monde entier sera touché dans la prochaine baisse de la production, vers les années 1987-89. Cette crise portera la lutte de classe à des sommets jamais vus depuis les années 1920. C'est alors que le prolétariat retrouvera son chemin de classe et son programme plus que centenaire, et, dans le déchaînement des luttes de classe, se fera entendre le cri de guerre du prolétariat de Paris de 1848, qui a fait trembler la bourgeoisie : **à bas la dictature de la bourgeoisie ! Dictature du prolétariat !**<sup>30</sup>

\*\*\*\*

Pour démontrer et confirmer que les analyses développés dans ce numéro de notre revue sur la très

27 Ajoutons qu'en 1984, il y avait 4 ministres PCF au gouvernement, qu'en mai 84 les députés PCF votaient encore la confiance au gouvernement et que les 4 ministres PCF se sentirent obligés de démissionner seulement en juillet 1984 au vu de leur défaite catastrophique aux élections européennes de juin avec un record pour le Front national ! Le PCF ne s'est jamais remis de cette compromission gouvernementale ! !

28 Ajoutons que la présence de militants de notre parti qui seul peut guider sur la bonne voie les prolétaires en marche, s'ils ont conquis suffisamment de travailleurs à leurs positions, est indispensable !

29 Et espérons que cette rage se retournera aussi contre les centrales syndicales intégrés depuis l'après guerre au pouvoir d'État.

30 Nous sommes en 2023 et la putréfaction se poursuit car la bourgeoisie, aidée par les mercenaires syndicaux et autres opportunistes, et avec un prolétariat anesthésié, a encore quelques tours dans son sac !

importante « question syndicale » ne contiennent pas d'innovations de dernière heure, mais qu'elles sont toujours la simple continuation pour nous de vrais points cardinaux, nous publions deux articles parus en 1949 dans notre bimensuel d'alors en langue italienne, Battaglia Comunista : « Le mouvement ouvrier et Internationales syndicales (republié dans le n°9, 1972 de Programma Comunista), et « Scissions syndicales en Italie ».

Le premier article, tout en révoquant les batailles et les positions tactiques du Parti dans les associations ouvrières à caractère économique, montre les syndicats nationaux existants à cette période, en substance les mêmes que ceux d'aujourd'hui, comme étant le produit d'un long processus d'insertion dans l'État et dans les ententes entre États – processus qui en a fait non plus des syndicats rouges ou de classe, dirigés même par des opportunistes, comme on pouvait considérer ceux du premier après guerre ou ceux de la période d'expansion de l'associationnisme ouvrier, mais des **syndicats tricolores** ayant pour fonction la défense du statu quo. La synthèse faite par ce texte, de l'histoire du mouvement économique associationniste du prolétariat et des positions qu'ont exprimé en son sein les marxistes, est la suite de l'œuvre imposante d'études et de travaux de notre Parti dans les années les plus récentes, ce qui fait que nous n'avons rien à ajouter, ni à retoucher, ni à modifier, à ce texte, après bientôt un demi siècle de sa publication.

Il est en particulier important de noter comment l'organisation, microscopique survivante de l'effroyable vague contre-révolutionnaire du stalinisme, qui a surmonté d'innombrables adversités, en polémiquant et en s'opposant à d'autres organisations, anti-staliniennes aussi, mais inconséquentes et pleine de confusion quant au bilan réfléchi de cette période catastrophique, possédait déjà une vision d'ensemble claire, de dimension internationale, au-delà de la spécificité des différentes situations nationales où, comme le montre l'article, existaient aussi, un processus d'intégration des organisations syndicales officielles dans les mailles des institutions étatiques des nations capitalistes avancées. Le jugement sur la fonction de soutien insubstituable à la société capitaliste des syndicats opportunistes actuels est précis et tranchant, tout autant que celui sur leur place dans le futur de la reprise de la lutte de classe : « le salut de la classe ouvrière, sa nouvelle ascension historique après des luttes et des adversités terribles, **n'est en rien auprès de tels organismes** ».

En conséquence, toute position tactique du Parti dans les décennies qui suivront et jusqu'à nos jours, face à ces organisations, ne pouvait pas faire abstraction de cette définition sans ambiguïté aucune.

Le deuxième articles « Les scissions syndicales en Italie » rappelle les grandes révolutions historiques concernant les organisations économiques prolétariennes en Italie, en distinguant nettement les syndicats **rouges des jaunes** (financés par les patrons), des **blancs** (financés par l'Église) ou des **noirs** (fascistes, émanation directe de l'État), et met en lumière **la continuité entre syndicats réformistes et syndicats fascistes**, essayant tous deux de dépasser ou de nier les antagonismes de classe pour se placer sur le terrain de la défense de l'économie nationale ; les premiers étaient donc « **tricolores** » **tout comme les syndicats « post-fascistes » et « de régime »** d'aujourd'hui, fondés directement ou indirectement par la bourgeoisie (les « syndicats représentatifs », en France ..) pour embrigader l'armée du travail, et, bien que formellement libres et revendicatifs, inspirés des principes corporatifs affirmés par le fascisme et le nazisme, vainqueurs de la seconde guerre impérialiste sur ce plan – principes « qui auraient fait vomir un bon organisateur rouge », conclut le texte.



**Les considérations qui amenèrent la décision de travailler au sein de la CGT ou de la CGIL italienne**, dans les seuls pays où étaient présentes et implantées nos forces ouvrières, même faibles, ne faisaient cependant pas découler cette position tactique de la prétendue validité, même partielle et mineure, de leurs proclamations à se considérer comme « syndicats de classe », mais surtout du fait que ces organisations étaient considérées comme tel par des millions de travailleurs, qui constituaient le nerf le plus combatif du prolétariat poussé à la lutte par les dures conditions de vie et de travail dans les années de la « reconstruction ». De manière analogue aujourd'hui, cerner un processus qui verra le retour du prolétariat à l'affrontement de classe « hors et contre » les syndicats officiels, n'est pas établi en considérant que ces syndicats ont cessé de posséder des caractéristiques classistes tout à coup, mais parce que sont progressivement venues à manquer les caractéristiques qui avaient amené le Parti à ne pas exclure, dans l'immédiat après guerre, la possibilité d'une « reconquête par la force » des syndicats officiels soi disant classiste. Dans un cas comme dans l'autre, il est toujours clair pour le Parti que **les structures organisatives des syndicats officiels nés des démocraties victorieuses du second massacre mondial étaient inutilisables dans le cadre du retour du prolétariat sur la scène de la vraie lutte de classes. Même quand il s'agissait de « reconquête par la force », le futur syndicat de classe n'aurait pu que s'ériger sur la démolition totale de l'appareil et des structures des syndicats opportunistes.**

Au delà de cet aspect purement tactique, ce que cet article met en évidence avec la plus grande rigueur marxiste, c'est l'affirmation de la « **troisième phase** » de l'attitude de la bourgeoisie aux associations économiques prolétariennes, à savoir celle de l'assujettissement aux nécessités impérieuses de l'économie nationale, correspondant à la **phase de l'impérialisme**, phénomène que nous avons analysé plus d'une fois comme irréversible : cette propension est intrinsèque aux fonctions elles-mêmes des institutions politiques et étatiques assurant la domination de classe de la bourgeoisie et tendant à centraliser et discipliner toutes les forces productives et sociales de la société capitaliste. A l'opposé, la tendance historique du prolétariat de recréer ses organes de défense classistes, **est tout autant irréversible**. De là découle la position marxiste, la nôtre, et la nôtre seulement, selon laquelle le retour du prolétariat sur la scène de la vraie lutte de classe ne pourra pas ne pas être accompagné de la recomposition d'un tissu organisationnel classiste aujourd'hui inexistant, d'organismes que nous nommons « syndicats de classe » en ce seul sens qu'ils seront **caractérisés par un contenu non politique**, comme cela est répété de nombreuses fois dans nos thèses fondamentales, mais immédiatement économique, en défense des conditions de vie et de travail des masses ouvrières, sans forcément respecter des formalismes organisationnels préconçus.

Au delà de la position tactique contingente vis à vis des syndicats officiels actuels, c'est donc cette position de principe, à savoir la recomposition de l'associationnisme ouvrier classiste à une vaste échelle comme point de passage obligatoire **pour que se rencontrent historiquement la classe en mouvement et son parti politique révolutionnaire**, qui nous distingue en tant que marxistes.

Nier cette perspective historique, émettre l'hypothèse – puis la théoriser – que le futur mouvement de classe puisse parcourir des voies différentes et inconnues jusqu'à nos jours, revient à se placer hors – et donc contre – du marxisme révolutionnaire.

# ARCHIVES DE LA GAUCHE

« Battaglia Comunista » n°26, 1949

## LES INTERNATIONALES SYNDICALES<sup>31</sup>

Dans les premiers mouvements prolétariens, la distinction n'était pas bien faite entre organismes de défense des intérêts économiques de catégorie des salariés et les premiers groupes, cercles et partis politiques. Pourtant, dès l'**Adresse inaugurale de la Première Internationale des Travailleurs**, il est clair qu'il s'agit d'une Association mondiale de partis politiques.

En fait, l'Adresse, après avoir rappelé le chemin parcouru jusqu'alors par les classes ouvrières dans le sens de la défense de leurs intérêts contre l'exploitation bourgeoise, la loi ou bill des dix heures par jour arrachée au Parlement anglais, et les résultats des premières coopératives de production, utilise ce matériel de propagande de façon critique, et souligne le démenti formel qui est donné aux théoriciens de l'économie bourgeoise selon lesquels la production aurait chuté dangereusement là où l'extorsion de travail aux salariés aurait été amoindrie du fait de la réduction de la journée de travail et en élevant l'âge minimal d'entrée sur le marché du travail, comme peut être démentie la thèse selon laquelle il pourrait y avoir une production sans « **l'existence d'une classe de patrons employant une classe de travailleurs** » en grande quantité et selon les préceptes de la science moderne. Mais aussitôt après, l'Adresse affirme que **mouvement ouvrier et travail coopératif** ne seront jamais en mesure « d'arrêter l'augmentation du monopole qui s'opère de manière géométrique et de libérer les masses, et il ne pourra pas non plus soulager de manière sensible le poids de leurs misères ». Le travail coopératif devrait se faire à l'échelle nationale et par conséquent avec les moyens de l'État. « Au contraire, ces messieurs de la terre et du capital utiliseront toujours leurs privilèges pour défendre et perpétuer leur monopole économique ». Donc, la grande tâche des classes ouvrières est de conquérir le pouvoir politique.

La question du **pouvoir politique et de l'État** a été la source de longues batailles d'abord entre socialistes marxistes et libertaires avec la scission de la Première Internationale, puis entre marxistes révolutionnaires et sociaux démocrates. **Lénine** a fait la démonstration historiquement irréfutable que « la tendance à éluder la question de l'attitude de la Révolution prolétarienne envers l'État » a été « la chose la plus caractéristique du processus de croissance de l'opportunisme de la Seconde Internationale (1889-1914) et qui a conduit à sa faillite. »<sup>32</sup>

Les points essentiels de la position marxiste que Lénine redéfinissait dans « L'État et la Révolution », à la base de la doctrine de la Troisième Internationale communiste de Moscou étaient : destruction par la violence de l'appareil d'État bourgeois – dictature révolutionnaire du prolétariat armé pour le démantèlement progressif du système social capitaliste et la répression des bourgeois contre-révolutionnaires – système d'État ouvrier sans bureaucrates de carrière, mais avec des ouvriers « périodiquement appelés à des fonctions de contrôle et de surveillance », amovibles à tout moment et

31 <https://www.international-communist-party.org/Italiano/QSindaca/49IntSin.htm>

32 Les citations « coupées » sont issues du texte de Lénine L'État et la révolution, chapitre 6 : l'avilissement du marxisme par les opportunistes. 1917

avec le même traitement économique – enfin dissolution de ce nouvel appareil d'État au fur et à mesure que la production se fait sur des bases communistes.

La réunion des syndicats ouvriers en un organisme unique, international, se fait tardivement, puisque même nationalement ils se regroupent encore plus tard que les groupes de propagande qui se transforment en de vrais partis. D'abord se forment les fédérations de catégorie professionnelle, et puis celles-ci se réunissent en confédérations nationales.

Ce réseau de l'organisation économique est bien distinct du réseau politique de parti ; y fait exception, portant ainsi la confusion dans les rapports internationaux, le système anglais du **Labour Party**, qui accepte aussi bien les adhésions des groupes et partis politiques que des Trade-Unions économiques. Le Labour Party n'est pas et il ne se déclare pas non plus socialiste et marxiste, il n'en adhère pas moins à l'Internationale politique, et à ses successifs congrès mondiaux participent de façon plus ou moins directe des délégations des confédérations de différents pays.

Si le processus de l'opportunisme a été dénoncé et affronté par Lénine, il a eu son aspect politique au sein de la Seconde Internationale avec l'abandon de toute préparation sérieuse du prolétariat à la révolution, l'insertion de chacun dans le système parlementaire de chaque pays respectif, et enfin la trahison finale avec l'appui donné pour la guerre aux bourgeoisies nationales, et ce en rupture avec les décisions des congrès socialistes internationaux de Stuttgart en 1907 et Bâle en 1912, l'opportunisme n'eut pas de moins graves aspects en matière syndicale. Les chefs des grandes organisations ouvrières de métier et des confédérations syndicales devinrent des bureaucrates dans un processus de contacts et d'accords avec les organismes patronaux qui les conduisit à repousser toujours à plus tard le combat direct des masses salariées contre les patrons.

Au fur et à mesure que face aux organisations ouvrières se mettaient en place les syndicats des industriels qui exerçaient les bourgeois à dépasser par des raisons de classe l'autonomie de l'entreprise et la concurrence dans une lutte monopoliste en dirigeant à la fois contre le consommateur et contre le rassemblement syndical ouvrier, les bonzes syndicaux élaborèrent la méthode de la collaboration économique en échange de laquelle les ouvriers, au lieu de lutter dans toutes les entreprises et de manière plus large contre le donneur d'ouvrage, se mettent à obtenir certains avantages limités à condition de soutenir correctement l'entreprise productive en évitant les grèves et en déplaçant leurs intérêts sur le plan de la participation à la « productivité », au « rendement » du travail industriel.

Si les parlementaires socialistes trahissent honteusement la classe ouvrière en votant les crédits de guerre et en faisant partie des ministères en 1914, les chefs syndicaux leurs prêtent main forte en proclamant que le devoir des ouvriers d'industrie est de redoubler d'effort pour intensifier la productivité du travail afin de produire les instruments de guerre nécessaires au salut de la patrie et les poussaient au compromis en échange de l'obtention d'exemptions du service militaire.

La crise et le désespoir s'abattirent sur le mouvement prolétarien suspendu pendant toute la durée de la guerre, interdisant toute vie aux organisations ouvrières internationales aussi bien politique de Bruxelles que syndicale d'Amsterdam. Et pour couronner le tout, même les confédérations dissidentes de celles qui étaient réformistes et qui étaient chapeautées par des libertaires ou des syndicalistes à l'école de Sorel, pas même celles-là n'avaient résisté aux séductions du social-patriotisme ; typique fut l'exemple français de Jouhaux qui se lança tête la première dans la politique chauvine et dans

### l'union sacrée.

Les renégats et sociaux traîtres qui durant la guerre s'étaient combattus fièrement entre eux sous leurs drapeau nationaux respectifs se remirent ensemble, après la guerre, sous l'égide des internationales jaunes, et le bureau syndical international d'Amsterdam établit dès lors les meilleurs rapports avec le **Bureau International du Travail** qui fonda son siège à Genève, aux côtés de la Société des Nations.

Les communistes léninistes attaquèrent à fond toutes ces institutions, expression de l'impérialisme mondial et de la puissance contre-révolutionnaire du régime capitaliste qui se déchaînaient contre le nouveau soulèvement du prolétariat mondial victorieux dans la dictature rouge d'Octobre.

La ligne de la tactique syndicale des communistes, qui en 1919 fondaient à Moscou le Comintern, doit être rappelée dans ces points essentiels. Il n'y a aucun doute dans le domaine de l'organisation politique prolétarienne sur la nécessité de rompre définitivement non seulement avec les opportunistes du social nationalisme, mais également avec les centristes hésitants à l'égard du mot d'ordre de la lutte contre la démocratie parlementaire et pour la dictature révolutionnaire dans tous les pays. Donc, de même que fut rejetée l'Internationale de Bruxelles et le groupement qui s'était formé autour d'elle et mentionné ironiquement sous le nom d'Internationale deux et demi, de même on invite les communistes de toutes les nations à rompre avec les partis socialistes locaux.

Dans le domaine syndical, tandis que la déclaration de guerre aux jaunes d'Amsterdam et de Genève, directe émanation matérielle des États bourgeois monopolistes, sans aucun lien avec les couches de la classe laborieuse, n'en était pas moins nette, on résolut de façon cohérente mais pas de manière identique le problème des organisations locales et nationales.

La question donna lieu à nombre de débats parmi les jeunes partis communistes. Bien souvent fut soutenue la tactique de l'abandon des syndicats dirigés par des jaunes pour passer à la formation de nouveaux syndicats économiques sécessionnistes et regroupant les travailleurs dégoûtés par l'opportunisme des fonctionnaires sociaux démocrates. On retint de ces groupes, allemands, hollandais ou d'autres pays, qu'est nécessaire à la lutte révolutionnaire non seulement un parti communiste autonome, mais aussi un réseau syndical autonome et lié au parti.

La critique de Lénine prouva qu'une telle vision implicitement et parfois explicitement contenait un élément de dévalorisation des tâches du parti et par conséquent de la nécessité de la lutte politique révolutionnaire, et s'apparentait aux vieilles préoccupations ouvriéristes qui avaient participé aux erreurs de droite. A cela se rattachaient les tendances, représentées en Italie, à sous-estimer de même le syndicat de catégorie et d'industrie à base nationale par opposition aux organismes d'usine mis en place par des ouvriers, ou **Conseil d'usine**, qui étaient alors considérés non comme des organes de lutte intégrés dans un réseau général, mais comme des cellules locales d'un nouvel ordre productif, qui aurait remplacé dans la gestion l'ordre bourgeois, en laissant subsister l'autonomie de l'entreprise sous la direction de ses ouvriers.

Cette situation conduisait à une vision non marxiste de la révolution selon laquelle une nouvelle forme économique se serait substituée au capitalisme cellule par cellule avec un processus plus rapide que ceux observés avec le pouvoir central et la planification socialiste générale. La doctrine du Comintern élimina toutes ces déviations et précisa l'importance pour la période historique d'alors du syndicat économique vers lequel les travailleurs affluaient dans les pays en masses unies et imposant

de vastes luttes nationales de catégorie et posant ainsi les prémisses de combats politiques. **Pour Marx et Lénine, pour rassembler les forces ouvrières, le parti est indispensable et s'il manque ou perd de sa force révolutionnaire, le mouvement syndical ne peut que se réduire aux limites de la collaboration avec le système bourgeois** ; mais là où les situation mûrissent et où l'avant garde prolétarienne est forte et décidée, alors le syndicat ne devient pas seulement l'organe de conquêtes limitées, mais l'organe de la bataille révolutionnaire et la stratégie de la conquête du pouvoir politique trouve alors sa base dans l'influence décisive du parti, même si elle est minoritaire, dans les organes syndicaux par l'intermédiaire desquels elle fait appel aux masses pour les grèves générales et les grandes luttes.

Le **second Congrès du Comintern en 1920**, dans ses thèses syndicales, qui sont parmi les plus parlantes, voulait donc que les partis communistes travaillent dans les confédérations syndicales traditionnelles pour chercher à les conquérir, mais dans le cas où ils ne pourraient en arracher la direction des mains des opportunistes, ils n'en tiraient pas la conclusion qu'il fallait donner pour consigne aux ouvriers de les abandonner et de fonder d'autres syndicats sur les terrain national.

Cette tactique trouva une application fidèle en Italie où les communistes participèrent à toutes les luttes syndicales et firent un travail intense dans les fabriques, les Ligues, les Chambres du Travail, dont beaucoup étaient dirigées par eux, les fédérations de métier, dont ils contrôlaient certaines, même si la Confédération Générale du Travail ou CGL était entre les mains des réformistes anticommunistes avec Rigola, D'Aragona, Buozzi, etc.

En matière d'organisation internationale, une telle tactique était affirmée dans chacun des pays, et les communistes fondèrent l'**Internationale des Syndicats rouges ou Profintern**, dont le siège, à Moscou, réunissait les Centrales nationales dirigées par des communistes, et en première ligne les syndicats russes. C'était l'époque du mot d'ordre : **Moscou contre Amsterdam dans le mouvement ouvrier**.

Après quelques années, une méthode aussi claire et nette subit **un premier recul** : il s'est avéré que pour des raisons tenant à la situation générale du monde capitaliste et qu'il n'est pas nécessaire d'explicitier ici, on prit prétexte des retours en arrière et échecs du mouvement révolutionnaire, sous la pression des exigences de l'État russe, pour modifier la tactique internationale et supprimer le Profintern, en allant jusqu'à demander que les syndicats russes soient acceptés comme étant la confédération nationale du ressort du Bureau des jaunes d'Amsterdam, et on invita même les ouvriers communistes à lutter pour cet objectif et à protester contre le refus prévisible des opportunistes à accepter une telle inscription. C'était un premier pas vers la liquidation de tous les principes. **La politique des fronts populaires et de la défense de la démocratie, parallèle aux évolutions de la politique extérieure de l'État soviétique, désormais entré dans le circuit mondial de l'impérialisme, achevaient le processus de liquidation de l'autonomie politique et organisationnelle du prolétariat**, en commençant par le parti pour finir par les organismes syndicaux et de masse, et la transformation de ceux-ci en instruments de conservation bourgeoise et de l'impérialisme.

Le problème de l'**engrenage entre organes politiques et organes syndicaux de lutte prolétarienne**, dans ses grandes lignes, doit tenir compte des faits historiques de la plus grande importance survenus **après la fin de la première guerre mondiale**. Il s'agit d'une part de la nouvelle attitude des États capitalistes vis à vis du fait syndical, d'autre part du dénouement du second conflit

mondial, la monstrueuse alliance entre la Russie et les États capitalistes, et les désaccords entre les vainqueurs.

De l'interdiction des syndicats économiques, conséquence cohérente dans la doctrine libérale bourgeoise pure, et de leur tolérance, le capitalisme passe à **la troisième phase, leur insertion dans son ordre social et étatique**. Politiquement, la dépendance existait déjà dans les syndicats opportunistes et jaunes, et avait fait ses preuves lors de la première guerre mondiale. Mais, pour la défense de son ordre constitué, la bourgeoisie devait faire plus. Depuis le début, la richesse sociale et le capital étaient en ses mains, et elle allait en les concentrant toujours plus, laissant continuellement dans la situation de ne rien posséder les classes traditionnelles de producteurs libres. Elle avait bien en mains depuis les révolutions libérales le pouvoir politique et armée de l'État, et ce de la manière la plus parfaite dans les plus parfaites démocraties parlementaires, ainsi que le démontra, avec Marx, et Engels, Lénine. Dans les mains de son ennemi le prolétariat dont les effectifs augmentaient avec la croissance de l'accumulation expropriatrice, il existait une troisième ressource : l'organisation, l'association, le dépassement de l'individualisme, devise historique et philosophique du régime bourgeois.

La bourgeoisie mondiale a aussi voulu arracher à son ennemi cet unique avantage, elle a développé sa propre conscience et organisation de classe internes, elle fait des efforts inouïs pour réprimer les poussées d'individualisme économique en son sein et se donner une planification. Elle a dès le départ avec l'État un organisme de duperie et de répression policière ; elle s'efforce, dans les dernières décennies, d'en faire, toujours à propre service, un organisme de contrôle et qui enrégimente économiquement.

Puisque l'interdiction du syndicat économique serait une incitation à la lutte de classe autonome du prolétariat, eh bien la consigne est devenue en tout opposée. Le syndicat doit être inséré juridiquement dans l'État et doit devenir un de ses organes. La voie historique pour parvenir à un tel résultat présente beaucoup d'aspects différents et même beaucoup de retours en arrière, mais nous sommes en présence d'un caractère constant et distinctif du capitalisme moderne ;

En Italie et en Allemagne, les régimes totalitaires y arrivèrent par la destruction directe des syndicats rouges traditionnels et même des jaunes.

Les États qui pendant la guerre ont vaincu les régimes fascistes empruntèrent d'autres moyens dans la même direction.

De manière temporaire, dans leurs territoires et dans ceux conquis, ils ont laissé agir des syndicats qui se disent libres et ils n'ont pas interdit et n'interdisent pas encore les agitations et les grèves.

Mais partout, **la solution à de tels mouvements en arrive à une négociation dans un siège officiel avec les représentants du pouvoir politique étatique qui jouent les arbitres entre les parties économiquement en lutte**, et c'est bien sûr le patronat qui joue ainsi le rôle de juge et de décideur.

Cela est sans doute un prélude à l'élimination juridique de la grève et de l'autonomie d'organisation syndicale, déjà dans les faits dans tous les pays, et crée naturellement une nouvelle position des problèmes de l'action prolétarienne.

**Les organismes internationaux réapparaissent comme émanation de pouvoirs étatiques**

**constitués.** De la même façon que la seconde Internationale renaquit avec la permission des pouvoirs vainqueurs d'alors sous la forme de bureaux domestiqués, nous avons aujourd'hui des bureaux des partis socialistes dans l'orbite des États occidentaux, et un soi disant bureau d'information communiste au lieu de la glorieuse troisième Internationale.

Les syndicats se regroupent en congrès et conseils dont ils ne peuvent prouver aucun lien avec la classe ouvrière, et qui, de toute évidence, montrent que leur présence est justifiée par un groupe ou par l'autre des gouvernements.

Le salut de la classe ouvrière, sa nouvelle ascension historique après des luttes et des adversités terribles, n'est nullement auprès de tels organismes. Il se situe sur la voie qui saura réunir le réordonnement théorique des connaissances sur les phénomènes les plus récents du monde capitaliste et la nouvelle orientation organisationnelle dans tous les pays à l'échelle mondiale, qui saura atteindre un niveau plus élevé que l'affrontement militaire des impérialismes, remettant la guerre de classe à la place de la guerre des États.

\*\*\*\*\*

# LES SCISSIONS SYNDICALES EN ITALIE<sup>33</sup>

(Filo del tempo, Battaglia Comunista n° 21 - 1949)

## Hier :

Il n'est pas facile de mettre un peu d'ordre dans les notions et les positions relatives aux rapports qu'entretiennent les partis et les tendances politiques avec le mouvement ouvrier économique en Italie, de même que dans les contrecoups qu'elles engendrent sur les rassemblements et les dissolutions des confédérations syndicales dans le cadre national.

Dans les luttes du Risorgimento bourgeois national, les groupes de travailleurs, là où ils existaient à l'état embryonnaire, étaient alliés avec les patriotes et penchaient vers les positions les plus décidées : garibaldiennes, mazziniennes, anticléricales. Quand l'unité bourgeoise fut réalisée, on assista, en fonction du développement social existant dans les différentes régions, à la constitution d'associations et de sociétés ouvrières dans lesquelles, pour les unes, les artisans se mêlaient aux prolétaires, et pour les autres, le paternalisme des chefs politiques du nouveau régime parlementaire prévalait.

Les groupes les plus avancés apparurent avec les premiers adhérents à l'Internationale dans les années 1867-71 ; les sections (certaines très fortes comme en Romagne, en Toscane et aussi en Campanie) connurent les répercussions des luttes entre Mazzini, Bakounine et Marx, et donnèrent la majorité à la tendance libertaire à laquelle on doit en effet, lorsque la différence de fonction entre associations politiques et organisations économiques commença à devenir claire, les premiers syndicats véritables, bien que les anarchistes, partisans de l'individualisme et très nombreux en Italie, se méfiassent non seulement de la formation de partis mais aussi de celle d'organes syndicaux.

Voilà les quelques faits marquants du début de la préhistoire syndicale, dont le développement serait d'un intérêt majeur et qui nous permettent d'arriver à l'apport très important du mouvement politique et du parti socialiste à l'organisation des classes travailleuses italiennes de l'industrie et de la terre. C'est qu'il ne faut jamais oublier que si, en Italie, la diffusion de l'industrie diffère énormément selon les régions et si elle parvient, plus tard, seulement dans une petite partie du pays, à un poids comparable à celui qu'elle a dans d'autres nations européennes voisines, il existe, réparti du nord au sud et malgré des disparités locales, un prolétariat agricole de purs ouvriers qui a fait ses preuves dans la lutte de classes comprise dans le sens critique nettement marxiste (c'est-à-dire en jouant un rôle de protagoniste et non d'allié secondaire ou temporaire d'une classe plus révolutionnaire) et qui a une puissante tradition de combat contre le patronat capitaliste et l'État bourgeois ; c'est la lâcheté, imbécile et qui a tout envahi, des chefs actuels qui abaisse cette tradition à des « jacqueries »<sup>34</sup>, contre le fantôme d'une noblesse inexistante, de serfs de la glèbe, affamés de propriété et non de socialisme, qui devraient donc conclure des alliances démocrates-libérales pour la conquête de réformes bourgeoises. Pire encore quand on présente comme révolutionnaire ce projet fantomatique de lutte.

<sup>33</sup> <https://www.sinistra.net/lib/bas/battag/ceju/cejuhgezuf.html>

<sup>34</sup> En français dans le texte.



C'est donc aux côtés du parti socialiste et grâce à ses propagandistes, qui sont en même temps des organisateurs – pas encore des fonctionnaires – syndicaux, que naissent les premières ligues. Elles associent naturellement des travailleurs de tous partis et toutes croyances sur la base de leurs activités professionnelles dans les usines et dans les fermes. Et non moins naturellement elles sont **des ligues rouges et des ligues socialistes** et nommées ainsi par leurs amis comme par leurs ennemis ; leur siège a souvent la même adresse que le siège du parti, et s'y tiennent les conférences de propagande politique dont la propagande électorale n'en est qu'un aspect occasionnel, surtout dans la mesure où les camarades candidats courent peu de risques de se prendre une veste<sup>35</sup>.

Le bourgeois, le bien-pensant et le prêtre excommunient en fait tous ensemble la prétention des travailleurs à obtenir par la seule force de leur union des conditions économiques moins odieuses, cela parce qu'ils arrivent à s'y connaître en propagande socialiste et parce qu'ils ont alors le sentiment qu'elle est dirigée – et elle l'est – contre toutes les orthodoxies religieuses, nationales et libérales.

Il ne s'agit pas ici de faire l'apologie d'une époque romantique du socialisme mais d'énumérer des points factuels afin de comprendre l'évolution du régime capitaliste et les réactions qu'elle provoque sur le mouvement ouvrier, car ce dernier ne peut en éviter les répercussions sur ses formes d'organisation et sur ses tendances.

C'est plus tardivement que d'autres partis que le socialiste descendirent dans l'arène syndicale avec des objectifs non seulement de concurrence mais de contre-attaque sociale. C'est surtout en Romagne que naquirent des ligues et des Bourses du Travail que nous avons nommées **jaunes** par opposition à celles qui étaient socialistes et rouges. A la base de la diversité de tradition et d'idéologie politique, il y a une différenciation sociale : les républicains organisaient les gros métayers de Romagne, qui, avec leur portefeuille à soufflet muni de trente-deux compartiments, allaient de marché en marché pour vendre et acheter des bovins à mille lires-or comme si c'étaient des boîtes d'allumettes, puis faisaient des ripailles gargantuesques de pâtes et de boissons dans des restaurants avec chambres et écurie. Les travailleurs devaient leur disputer leur maigre salaire quotidien et c'est contre leur Bourse du Travail ornée du portrait émacié de Mazzini qu'ils menaient les grèves, tandis que les luttes entre les deux partis se réglèrent souvent à coups de bâton si ce n'est pire. A l'exemple de ceux de la riche et rouge Imola, c'est en vain que les journaliers pourraient aller à la recherche du baron lettré ; ils pourraient tout au plus trouver chez lui le comte Tonino Graziadei ; ils seraient alors tombés par hasard sur l'un des rares qui auraient lu et compris Marx en Italie. Comprendre n'est pas suivre, mais c'est cependant toujours quelque chose d'aussi rare que de sympathique.

En Vénétie en revanche, c'était la propriété très fractionnée qui dominait, et là les prêtres l'emportaient. Lorsque la chaire ou le cercle catholique à peine moins sombre et silencieux que la sacristie ne suffisaient plus, on assistait alors à la constitution d'une Bourse du Travail blanche. Il n'est pas facile d'affirmer si elle rassemblait des syndicats, des mutuelles ou des coopératives d'agriculteurs pour l'achat d'engrais, puisque parfois elle avait carrément sa plaque en commun avec celle de la Banque catholique. Le bon croyant épargne pour l'autre vie mais également pour cette vallée de larmes. C'était alors l'époque de l'Encyclique Rerum Novarum. La prévoyance représente le pivot de l'économie des curés et des petits bourgeois, mais elle est la bête noire de notre économie marxiste, n'est-ce pas Tonino ? Pourtant, les statistiques des dépôts de Ivanovo-Voznessensk ont battu

---

35 L'expression italienne est « di sfuggire alla trombatura » : échouer

celles de San Donà di Piave<sup>36</sup>...

A ce stade, il y avait en Italie trois Confédérations syndicales : la rouge, la jaune et la blanche, chacune ayant un poids différent selon les régions. Continuons à examiner l'affaire avec le simplisme qui nous caractérise, nous qui sommes de pauvres et limités monochromatiques. Et si vous voulez appeler noire la dernière en date, pour nous c'est du pareil au même.

La crise tant de fois rappelée de la séparation du syndicalisme révolutionnaire fut, en grande partie, une réaction à la dégénérescence de droite du mouvement socialiste. Cette dernière eut un double aspect : parlementaire et confédéral. Le parti en tant que tel, avec ses meilleurs militants et au sein même de sa direction, était écrasé sous la double pression du groupe parlementaire et de la hiérarchie des chefs confédéraux<sup>37</sup>, ces deux forces étant également orientées vers une forme légaliste et conciliante d'action au bout de laquelle il était facile d'apercevoir la collaboration économique avec les patrons et politique avec les ministères bourgeois. Les chefs syndicaux et les députés affirmèrent leur autonomie par rapport au parti pour une bonne raison démocratique, à savoir que les adhérents du parti étaient bien moins nombreux que ceux qui étaient organisés économiquement d'une part et que les électeurs politiques d'autre part. L'extrême réformisme des Bonomi et des Cabrini développa un véritable « syndicalisme réformiste » qui, tout en considérant que son champ d'action n'était plus dans la rue mais dans le bureau de l'industriel et le cabinet du préfet, s'estimait libre des influences du parti et même de celles du groupe parlementaire socialiste, pourtant de droite également, dépréciant ainsi – symptôme commun à tous les révisionnismes du marxisme radical – l'action du parti par rapport à l'action purement économique.

Les **syndicalistes soréliens ou révolutionnaires**, épaulés par les anarchistes, s'appuyèrent sur le dégoût des masses pour les excès de la méthode apathique qui prévalait dans les ligues ouvrières et dans le parti, lequel se consacrait trop au fait électoral, et mirent en première ligne leurs **slogans** préférés de l'action directe, consistant à s'imposer auprès du patronat sans l'intermédiaire de parlementaires et de fonctionnaires de l'État, et de la grève générale comme moyen de solidarité entre les différentes catégories. Les organisations appartenant à cette tendance sortirent de la Confédération Générale du Travail socialiste, mais en réalité dominée par les réformistes même s'ils étaient minoritaires dans le parti, et fondèrent la batailleuse Union Syndicale Italienne, protagoniste de luttes ouvrières inoubliables. Le Syndicat des Cheminots, aussi puissant que riche de traditions de classe, tout en réprouvant le réformisme confédéral, se tint en dehors des deux organisations nationales.

Voici venir le coup de vent de la guerre. La Confédération du Travail, toujours dirigée par des éléments de droite du parti socialiste, résista sans scission dans l'opposition à la guerre mais refusa pourtant de proclamer la grève générale lors des journées d'ivresse patriotique du Mai 1915. L'Union Syndicale y résista mal et éclata en deux : l'union interventionniste de De Ambris, l'Union opposée à la guerre du libertaire Armando Borghi. Les noms ne sont utilisés que pour réduire le bouillon.

## Aujourd'hui

Quand apparut le fascisme, qui était en réalité le courant auquel correspondaient le mieux, d'une

36 Ivanovo- Voznessensk est une ville du centre de la Russie, littéralement Jean de l'Ascension, où en 1905 fut créé le premier soviét des ouvriers. San Dona del Piave est une ville située à 30 km de Venise. L'humour contenu dans cette phrase nous échappe !

37 Il s'agit des confédérations syndicales.

part les partisans les plus à droite des partisans de Bissolati et de Bonomi, et d'autre part les pseudo-gauchistes de l'interventionnisme, qu'ils soient républico-nenniens ou syndico-deambrisiens, il s'essaya lui aussi au terrain syndical puisqu'il fonda ses propres syndicats en jouant l'air de la lutte contre le patronat selon l'accord national, entre autres lors du discours plein d'intérêt de Dalmine. Ce n'est pas pour rien en effet qu'il réussit à convaincre des représentants non négligeables de ces courants, puisqu'il embrigada un Michele Bianchi qui, dans le bouillon syndicaliste italien, avait un rôle plus important que le persil, ainsi que les carottes de type réformiste comme Rigola, Calda et ceux de la revue « Les Problèmes du Travail ». **Le fascisme était le seul et véritable héritier possible du réformisme, c'est-à-dire de notre bête noire à nous les archéo-marxistes.**

Les syndicats fascistes se présentèrent sous de nombreuses étiquettes syndicales, tricolores par opposition aux rouges, blanches et jaunes, mais le monde capitaliste était désormais un monde monopoliste et ils se transformèrent en un syndicat d'État, en un syndicat obligatoire qui encadre les travailleurs dans la structure du régime dominant et détruit en fait et en droit tout autre organisation.

Ce fait important et nouveau de l'époque contemporaine **n'était pas réversible**, il est la clef du développement syndical dans tous les grands pays capitalistes. L'Angleterre et l'Amérique parlementaires sont monosyndicales et les hiérarchies des syndicats servent les gouvernements comme en Russie.

La Victoire des Démocraties et le retour en Italie de personnages d'avant la marche, de type plutôt distributeurs que receveurs d'huile de ricin<sup>38</sup>, n'a donc pas été une réversion du fascisme, beaucoup moins rétrograde que ceux-là (et tu noteras en passant, Tonino, que nous, mono marxistes, etc., plus nous donnons le titre de progressiste à quelqu'un, plus nous désirerions le voir pendu).

Si la situation historique italienne avait été réversible, c'est-à-dire si la sottise position du second Risorgimento et de la lutte nouvelle pour la Nation et l'Indépendance, cheval de bataille plus que jamais enfourché même par les staliniens, avait eu quelque base, la tactique consistant à fonder une confédération unique avec les rouges et les jaunes, avec les blancs et les noirs, n'aurait pas existé une seule minute, et les masses n'auraient pas supporté cet ordre bestial contenu dans l'encyclique moscovite de Pâques 1944 sans l'influence des facteurs de force historique pour laquelle nous prendrons, si nous devons lui donner un nom, celui de Mussolini.

Les scissions successives de la Confédération Italienne Générale du Travail avec le départ des démocrates-chrétiens, puis celui des républicains et des socialistes de droite, même si elles conduisent aujourd'hui à la formation de confédérations différentes et même si la constitution admet la liberté d'organisation syndicale, ces scissions donc n'interrompent pas le processus social **d'asservissement du syndicat à l'État bourgeois**, et elles ne sont qu'une phase de la lutte capitaliste pour enlever aux mouvements révolutionnaires de classe futurs la solide base d'un encadrement syndical ouvrier véritablement autonome.

Dans un pays vaincu et où la bourgeoisie locale se voit privée de l'autonomie de son État, les effets des influences des grands complexes étatiques étrangers qui se taquinent sur ces terres de personne, ne peuvent masquer le fait que même la Confédération qui reste avec les social-communistes de Nenni et de Togliatti n'est pas fondée sur l'autonomie de classe. Ce n'est pas une **organisation rouge** mais

---

38 Les fascistes faisaient avaler de l'huile de ricin à leur adversaires. L'article veut dire ici que les prétendues antifascistes sont plutôt des néofascistes que des victimes du fascisme.

c'est une organisation tricolore cousue sur le modèle mussolinien.

L'histoire de la « renaissance » syndicale de 1944 est là pour le démontrer avec ses rubans tricolores et ses gouttes d'eau lustrale sur les drapeaux ouvriers, avec ses basses consignes d'Union Nationale, de guerre anti-allemande, de nouveau Risorgimento Libéral, avec sa revendication, toujours actuelle, d'un ministère de concorde nationale ; toutes ces directives auraient fait vomir un bon organisateur **rouge** - même s'il était de tendance réformiste pure.

# LES ENSEIGNEMENTS DE LA GRÈVE DES MINEURS ANGLAIS

## **APRÈS UNE ANNÉE DE GUERRE SOCIALE, ILS ONT ÉTÉ VAINCUS NON DU FAIT DE LA FORCE DE LA BOURGEOISIE, MAIS À CAUSE DU SABOTAGE DES SYNDICATS DU RÉGIME ET DES FAUX AMIS**

Les mineurs anglais ont derrière eux une longue tradition de luttes. Des grandes grèves de 1926 à celles de 1972-74 (qui avaient fait tomber le gouvernement Heath), leur détermination et leur sens de l'organisation leur ont permis de passer outre l'entrave que constituent les trade-unions, organismes liés par mille fils à l'ordre en place et ne survivant que pour sa conservation.

Cependant, le déclin du secteur des mines a permis de marginaliser ces ouvriers : de 800 000 en 1957, ils ne sont plus que 184 000 en 1984. La riposte au plan de restructuration, réduisant encore leur nombre de moitié, a été immédiate et massive, surtout dans certaines zones (Écosse, Galles, Kent...), correspondant une fois de plus à cette forte conscience de classe des mineurs d'outre Manche.

L'échec de cette longue lutte peut paraître cuisant par les effets qu'il induit : répression, conditions de travail et de vie plus mauvaises, démoralisation... mais il a surtout permis de mieux connaître l'ennemi, les ennemis :

### **- L'ÉTAT-PATRON : INTOXICATION ET RÉPRESSION**

Des stocks énormes de charbon avaient été constitués, destinés à alimenter les centrales Électriques : 50 millions de tonnes. La continuité de l'approvisionnement a été assurée par l'État russe qui a envoyé du pétrole durant l'été et l'État polonais du charbon durant tout le conflit : contre le prolétariat, les bourgeoisies de l'Ouest et celles de l'Est sont toujours solidaires, confirmant à contrario l'identité d'intérêts entre les prolétaires de Grande-Bretagne, de Russie, de Pologne, etc.

L'État anglais a mobilisé tous ses moyens de propagande pour faire passer l'autodéfense des mineurs pour de la violence gratuite, alors que le déploiement de dizaines de milliers de policiers (et l'armée, pour la première fois depuis 1926 !) était vantée sur toutes les ondes et dans tous les journaux, véritable armée d'occupation destinée à mater ce que Thatcher a appelé « l'ennemi intérieur ».

10 000 ouvriers ont été arrêtés, 4 000 condamnés, 700 sont encore en prison (sans compter les blessés et les morts). Les flics britanniques étaient partout, matraquant à tour de bras, brisant les piquets de grève, barrant les routes, perquisitionnant de jour comme de nuit : armée du pouvoir, armée au service du pouvoir, comme dans tout pays capitaliste.

## **- L'OPPORTUNISME : INTÉRÊT NATIONAL D'ABORD !**

Chaque fois que Kinnock, le secrétaire du parti travailliste, a parlé, cela a été contre la violence ... des grévistes, contre ce qui faisait leur force, leur détermination ; tout son travail a consisté à désarmer les mineurs, à leur faire baisser la tête devant les coups des flics ... et à demander aux « partenaires sociaux » de s'entendre dans « l'intérêt national », formule si chère à l'opportunisme et qui rime si bien avec intérêt du capital : il y a bien longtemps qu'il ne connaît plus le sens du mot classe...

## **- LES SYNDICATS DU RÉGIME : DIVISION ET ISOLEMENT**

Refusant la grève quand les possibilités de victoire étaient les plus grandes (l'automne 83), les bonzes syndicaux ont fait voter la grève puit par puit en mars 84 divisant les mineurs sur des intérêts locaux : un vote national aurait permis de tous les unir dès le départ sur des revendications communes. Négociant à tour de bras avec la direction des mines, les syndicats ont étouffé toute possibilité de victoire qui passait par une solidarité active des autres travailleurs ; seuls les cheminots ont pu montrer quelque solidarité. Diviser et isoler pour mieux régner, telle est la consigne de ces syndicats garants de la paix sociale.

La répression étatique, les traîtrises de l'opportunisme et des syndicats du régime n'ont pas découragé les mineurs : les derniers jours du conflit, ils étaient encore 100 000 à être mobilisés, soit les 2/3 des grévistes du début, et la reprise du travail ne leur fait pas oublier la nécessité de défendre les licenciés et les incarcérés. Une année de grève a permis de montrer le rôle réel des syndicats qui s'insurgent non pas contre les licenciements mais contre le fait qu'on ne les ait pas consulté pour les exécuter : cela porte atteinte à leur monopole de sous-officier pour mettre au pas la classe ouvrière aux cris de modernisation, rentabilisation ! État-patron, police, justice, Église, classes moyennes, partis dits "ouvriers, bonzes syndicaux : tous se sont démontrés ennemis jurés du prolétariat en lutte. Gagne celui qui a la force et sait s'en servir : Thatcher a la force et s'en sert ; les bonzes ôtent le maximum de force au prolétariat. L'arme de la grève à outrance n'a pas failli ; c'est la façon dont elle a été sabotée par les pompiers syndicaux qui l'a affaiblie. Le syndicat n'est pas un instrument dépassé, mais il sera toujours un obstacle aux luttes ouvrières tant qu'il restera aux mains des bonzes qui le font syndicat collaborateur comme ils le sont eux-mêmes, afin de préserver leur place.

## **PROLÉTAIRES !**

Les bourgeois et les bonzes sont les mêmes dans tous les pays !

Rappelons nous les milliers de licenciés de l'automobile, négociés par le PS, approuvés par Ralite (PCF), couverts par tous les syndicats tricolores, les milliers de licenciés de la Sidérurgie, planifiée par les sociaux-démocrates, enterrés par les staliniens dans une marche bidon, les centaines de travailleurs licenciés chaque jour en France par un Capital en crise qui rejette la force de travail surnuméraire, les millions de chômeurs isolés par tous les partis et syndicats : nous vivons les mêmes choses que nos camarades d'outre Manche et d'ailleurs.

Partout, face à la crise du Capitalisme, l'opportunisme et les syndicats collaborateurs dévoient les prolétaires dans les impasses de la négociation, en les divisant, en les isolant, assurant des sursis impensables à la bourgeoisie et à son système pourri.

Partout, face à ce système d'exploitation, de famine et à tous ceux qui ne se battent pas pour le

gérer, il nous faut retourner à la défense totale, unitaire, inconditionnelle et exclusive des intérêts prolétariens : ce n'est qu'en nous battant pied à pied contre la bourgeoisie et tous ses sbires que nous améliorerons notre sort, et jamais en essayant de tergiverser, car cela rend la bourgeoisie plus forte, et donc nous plus faibles !

**Des SYNDICATS ROUGES et un PARTI COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE** : voilà les instruments pour les prolétaires de toutes les latitudes, les seuls qui n'aient pas comme but le sauvetage de l'économie nationale, mais plutôt le dépassement des barrières de catégorie, de métier, d'État, pour une lutte sans quartier contre l'oppression de ceux qui ont, tout en ne faisant rien, de ceux qui voudraient faire de l'exploitation ouvrière un monde sans fin.

**Le PARTI COMMUNISTE INTERNATIONAL, avril 1985.**

## LA VIE DU PARTI

Nous commençons avec ce numéro de la revue à faire le compte-rendu des dernières réunions générales du Parti. Tenues trois fois l'an, celles-ci, outre qu'elles permettent à tous les camarades de se rencontrer, témoignent et de notre méthode de travail organique et de la richesse des nombreux axes d'étude que nous nous donnons dans la dure œuvre de restauration de La doctrine et de l'organe révolutionnaire, en contact avec la classe ouvrière, en dehors des politiques personnelles et électorales !!

Fiers d'avoir exclu définitivement, comme inadéquate et impuissante, la méthode de recherche basée sur l'échange des opinions personnelles, nous préférons nous en tenir à celle de la recherche de l'explication de l'aujourd'hui dans le puissant bagage de notre tradition ; et les résultats de nos travaux, non pas éclatants à la Façon de la présente société marchande, loin des déhanchements et des soubresauts convulsifs de ceux qui prétendent être à la page, ces résultats prouvent comment est possible, au plus profond de la contre-révolution semi-séculaire, l'existence d'un travail discipliné interne et externe d'un embryon vivant du parti de la révolution communiste mondiale.

Permettons-nous de citer une fois de plus ces quelques mots qui terminaient l'introduction du premier volume de la « Storia della Sinistra Comunista » (Histoire de la Gauche Communiste), il y a vingt ans, à l'automne 1963 :

« Tant le texte d'aujourd'hui que les textes d'alors sont anonymes : les uns comme les autres, car nous ne les considérons pas comme l'expression d'idées ou d'« opinions » personnelles, mais comme des textes de parti ; et le texte d'aujourd'hui pour la raison supplémentaire qu'il est le fruit d'un travail de recherche, de mise en ordre et de compilation collectif, auquel on n'appose aucune étiquette de personne, et qui non seulement ne comporte pas mais exclut la revendication bourgeoise et mercantile de la pire forme de propriété privée, celle « intellectuelle ». »

Les compte-rendus sont chaque fois publiés dans notre mensuel en langue italienne le mois suivant la réunion, avant l'impression in extenso du rapport exposé lors de la réunion dans la revue théorique Comunismo.

### RÉUNION DU PARTI DE SEPTEMBRE 1983

#### CHRONIQUE DES TRAVAUX

Les 17 et 18 septembre, s'est déroulée à Florence la réunion du Parti, avec une large participation de camarades de tous les groupes. Le samedi matin, conformément au découpage traditionnel des réunions, se sont retrouvés les rapporteurs et les groupes de travail, réunion restreinte mais ouverte à tous. Le samedi après-midi, un camarade a exposé les premiers résultats de la recherche sur l'évolution récente de l'économie américaine, traçant à grands traits le panorama changeant de la structure agraire de ce pays, en se référant, en plus des sources statistiques, aux études de Lénine de 1914 et aux plus récentes de notre Parti. Suivait le rapport sur l'histoire de la Gauche, un thème que



nous travaillons en permanence, qui affrontait les événements passés avec méthode, chronologiquement d'abord, décrivant les années de la dégénérescence de la Troisième Internationale, jusqu'en 1926.

L'après-midi s'achevait avec l'exposition, sous forme résumée par rapport au texte écrit, d'une relecture de nos textes classiques sur l'histoire, fertile en enseignements, du prolétariat en France sur la période allant de la révolution au second empire.

Le dimanche matin reprenait avec une récapitulation, avec de nombreuses citations de Lénine, des positions du Parti face à la guerre impérialiste et au pacifisme, non révolutionnaire. Puis, pour le groupe de travail sur les pays de l'Amérique Latine, un camarade exposait la première partie du travail, de représentation schématique de nos éléments historiques et économiques de base sur les rapports et les formes de la scission économique des pays de jeune capitalisme par les centres impérialistes, s'opposant ainsi aux théories gradualistes, tels le « tiers mondisme » et la théorie du développement qui situent leur pensée dans le cadre du mode de Production bourgeois.

L'après-midi, après une brève interruption, suivait le rapport sur la théorie de la connaissance, tendant à illustrer comment le matérialisme dialectique attend la solution des contradictions sociales, dans la dynamique réelle et non dans le cerveau, dans l'affrontement entre les classes, que le Parti peut connaître, en partie prévoir, mais non s'y substituer.

La réunion se concluait par les compte-rendus des sections sur les activités spécifiques syndicales et de propagande.

Comme l'impose depuis toujours notre mode de vie interne, le but de nos travaux, de nos rencontres fréquentes et des rapports, n'est pas de faire étalage de brillantes pensées sur des thèmes à la mode. Nous ne pouvons ambitionner de préparer une Encyclopédie prolétarienne qui imite celles, pas forcément : méprisables, de la bourgeoisie qui devenait classe montante : le parti prolétarien devra aussi repousser cela à des moments qui nous seront plus favorables dans la guerre entre les classes. Nous sommes conscients que tant que durera la débandade du mouvement révolutionnaire mondial, le Parti ne pourra, dans ses études, dans ses réunions et dans sa presse, que répéter les principes et les aspects cardinaux de la science communiste et leur donner une forme toujours meilleure, une structure qui ne se détache pas du cadre définitif, immuable et potentiellement universel du marxisme. **Notre tâche, dans la défaite générale, consiste à nous opposer aux pires trahisons et aux mensonges que l'association bourgeoisie - opportunisme assènent aux esclaves modernes. Nos recherches impersonnelles ne visent donc pas la découverte de nouvelles vérités, mais la remise à jour des vieilles, cachées ; on ne peut jamais estimer avoir terminé cette tâche tant que se perpétuent la domination et les attaques de la classe ennemie.**

Ce caractère incomplet ne nous amène pas à en déduire que nos travaux doivent être fragmentaires et épisodiques, mais qu'au contraire, dans l'arc de décennies, ces travaux démontrent un développement organique qui, sans s'engourdir comme des cours scolaires, tend à constituer un tout unique, dans le passage d'une réunion à l'autre, indifférents aux permutations des militants engagés dans la recherche.

## RÉUNION DU PARTI DE JANVIER 1984

Le parti à tenu selon le calendrier établi ; sa réunion de travail à Ivrea les 14 et 15 janvier,

maintenant la fréquence quadrimestrielle de nos rencontres, dont le but n'est pas de "découvrir" de nouvelles "lignes" politiques originales ou de servir d'arène à des débats publics ou de couloir, mais, beaucoup plus productivement, d'assumer la fonction de nœuds du travail collectif où est exposé et porté à la connaissance du parti le travail accompli et où sont délimités les programmes pour la suite du travail. **Travail à contre-courant qui est offert avec désintéressement par tous les camarades de façon modeste et sans effets oratoires, à la manière de nos tâches difficiles et obscures, dont les résultats sont quasi invisibles : nous nous efforçons, dans cette période de contre-révolution, non d'élaborer de nouveaux programmes, mais de reparcourir, à une distance désormais plus que demi-séculaire, le chemin de la révolution future dans la tradition de bataille de la Gauche marxiste.**

Le premier rapport exposait la suite du travail de réordonnement de principe et des normes tactiques devant caractériser l'action et la propagande du parti face à la guerre. Il se concluait sur les diverses éventualités qui peuvent se produire, d'une guerre de destruction totale, « ruine commune des classes en lutte », à une nouvelle guerre impérialiste et à sa conclusion sans reprise sur une vaste échelle du mouvement de classe, ou accentuation de la crise économique et des « guerres périphériques » actuelles se dilatant jusqu'à leur généralisation, avec une reprise de la lutte de classe prolétarienne jusqu'au cœur des pays impérialistes.

Le rapport sur l'histoire de la Gauche comprenait deux parties ; la première visait à expliquer sommairement les motifs qui amenèrent le dit « virage à gauche » de l'Internationale en 1924 ; la seconde partie étudiait quant à elle la position de la Gauche italienne à la Conférence de Côme en vue du V<sup>ème</sup> Congrès mondial.

Suivait l'exposé d'une partie du travail effectué sur le mouvement ouvrier français de 1789 à 1871 : un camarade a rappelé les spécificités de l'accumulation en France, la faiblesse du prolétariat industriel et, à partir de là, la lente naissance des organes de défense économique, des sociétés de secours mutuels aux résistances puis aux chambres syndicales, dans cette première phase d'interdiction par la classe dominante de tout associationnisme ouvrier, toujours sanctionné, souvent dans le sang.

Venait ensuite l'étude sur l'histoire de l'Amérique Latine qui insistait sur les caractéristiques structurelles prédominantes des deux continents qui, à la fin du 15<sup>ème</sup> siècle, entrèrent en contact, concluant sur les affrontements entre les fractions bourgeoises et des « encomenderos » (conquistadores devenus propriétaires du droit d'exploitation des terres et des hommes), **cette dernière fraction prenant le dessus grâce à l'aide de l'impérialisme anglais, ce qui reste une des causes du « retard » actuel de l'Amérique latine.**

Le rapport sur le cours de la crise présentait la mise à jour des statistiques que nous suivons depuis toujours avec attention, sur l'avenir, toujours plus convulsif, de l'accumulation capitaliste dans les plus grands pays impérialistes.

Un camarade a poursuivi le rapport sur l'histoire du Mouvement ouvrier français en traitant de la Commune de Paris : d'abord l'exposition des faits, puis les jugements de Marx-Engels et les enseignements qu'ils en ont tirés, puis l'analyse de Lénine insistant sur l'absence de théorie et de programme prolétariens, enfin celle de Trotsky mettant l'accent sur l'absence de parti et sur les moments favorables, quand un prolétariat organisé en parti aurait pu prendre le pouvoir.

## RÉUNION DU PARTI DE MAI 1984

Lors de la réunion des 12 et 13 mai, la participation des camarades a été aussi particulièrement bonne.

Le premier rapport, fort dense, poursuivait l'exposition de l'histoire de la position tactique communiste face à la guerre impérialiste en trois parties.

La première partie, en guise d'introduction et de liaison avec les précédents rapports, délimitait encore de façon précise l'attitude de principe du marxisme vis-à-vis du militarisme capitaliste, rappelant le théorème de base du communisme de gauche sur l'inévitabilité de la guerre, comme nécessité économique du capitalisme et dénonçant une fois de plus l'idéologie pacifiste éducationniste tant vantée, ce n'est pas un hasard, par l'opportunisme chauvin. Le second exposant traitait quant à lui de l'attitude que tint la Seconde Internationale confrontée au problème de la guerre, et de la bataille qu'y menèrent les fractions de gauche contre la trahison du social chauvinisme de guerre.

Le troisième exposant étudiait l'action de la fraction de gauche du Parti Socialiste Italien, depuis le début du siècle qu'en 1917, contre la guerre et contre l'influence du militarisme bourgeois sur la jeunesse prolétarienne, en puisant en priorité dans notre Histoire de la gauche, et dans le journal "L'Avanguardia", organe de la Fédération Socialiste des Jeunes, dirigée par la Gauche. Ce rapport se concluait en rappelant toutes les actions, souvent spontanées du prolétariat italien en armes, actions de vrai défaitisme, culminant dans l'épisode de Caporetto.

Le deuxième argument traité a été celui de la formation de l'État unitaire et de la naissance du capitalisme au Japon, en gros entre les dates limites de 1603 et 1868, qui embrassent toute la période de pleine affirmation d'abord, de désagrégation ensuite de la société féodale, société que Marx définissait alors comme le modèle le plus pur de féodalisme qu'il connaissait, même par rapport aux modes de production féodaux européens.

Enfin, un bref rapport a illustré les lignes fondamentales du développement capitaliste et des luttes sociales et politiques en Chine. La relation a anticipé quelques unes des conclusions du long travail : la révolution bourgeoise chinoise a conduit là où elle devait conduire, réalisant ce qu'elle avait promis et accomplissant sa très lourde tâche historique, à savoir le développement des forces productives. Mais cette immense tâche historique a formé d'aussi immenses concentrations de purs prolétaires qui ne furent jamais de fidèles exécutants des impératifs maoïstes, et capables de faire entendre un jour leur puissante voix contre l'économisme de Deng Xia Ping, continuateur inévitable du volontarisme de Mao Zedong.

La réunion s'est conclue avec un bref bilan du travail du parti, avec la présentation de son plan d'activité pour les prochains mois, programme qui engage tous ses militants.

\*\*\*\*\*